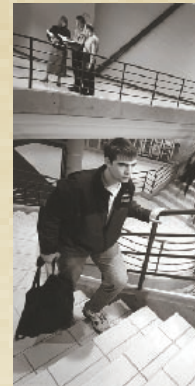
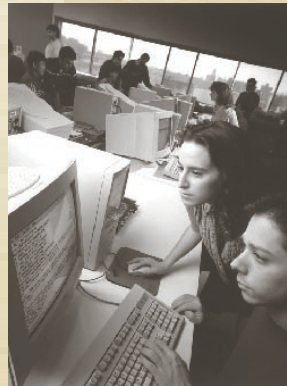
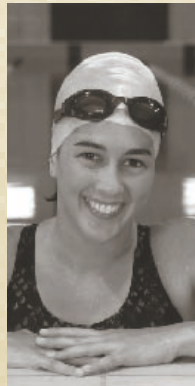


RAPPORT ANNUEL 1997-1998



**DE L'UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC ET
DES ÉTABLISSEMENTS
DU RÉSEAU**

Québec, le 10 décembre 1998

Madame Pauline Marois
Ministre de l'Éducation

Madame la Ministre,

Conformément à l'article 25 de la Loi sur l'Université du Québec,
j'ai l'honneur de vous transmettre notre rapport annuel pour l'exercice
terminé le 31 mai 1998.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments
distingués.

Le président,

A handwritten signature in black ink, reading "Pierre Lucier". The signature is written in a cursive, flowing style.

Pierre Lucier

Coordonnatrice-éditrice : **Nicole Bélanger-Lemelin**
Correction d'épreuves : **Nicole Bélanger-Lemelin et Denise Cloutier**
Conception graphique : **Denis Savard**
Réalisation graphique : **Denise Cloutier et Denis Savard**
Traitement typographique : **Denise Cloutier**
Photogravure : **MONO-LINO**
Impression : **LITHO-CHIC**

Les textes de ce rapport annuel nous ont été transmis par les établissements. Nous remercions nos collègues du réseau de nous avoir fourni le matériel photographique approprié.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1202-175X

Conformément à la *Loi sur la protection des non-fumeurs*, l'Université du Québec a adopté des mesures limitant l'usage du tabac.

<i>Université du Québec</i>	
<i>Rapport du président</i>	4
<i>Répartition des établissements du réseau</i>	9
<i>Statistiques</i>	
<i>Inscriptions</i>	10
<i>Diplômes</i>	12
<i>Personnel</i>	14
<i>Recherche</i>	16
<i>Données financières</i>	18
<i>Université du Québec à Montréal</i>	20
<i>Université du Québec à Trois-Rivières</i>	24
<i>Université du Québec à Chicoutimi</i>	28
<i>Université du Québec à Rimouski</i>	32
<i>Université du Québec à Hull</i>	36
<i>Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue</i>	40
<i>Institut national de la recherche scientifique</i>	44
<i>Institut Armand-Frappier</i>	48
<i>École nationale d'administration publique</i>	52
<i>École de technologie supérieure</i>	56
<i>Télé-université</i>	60
<i>États financiers</i>	64

UQ

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

Au cours de l'année 1997-1998, l'Université du Québec a dû redoubler d'audace et de créativité pour répondre aux attentes de la société, dans un contexte marqué par des contraintes financières de plus en plus sévères. Elle a mis de l'avant des solutions innovatrices qui, tout en préservant la qualité de ses interventions, lui ont permis de mieux atteindre sa mission de formation.

L'évolution des programmes d'enseignement constitue une préoccupation de première importance, dans la mesure où les besoins de formation ne cessent de croître et de se diversifier et qu'il faut y faire face avec des ressources décroissantes. La coopération et les partenariats entre les établissements du réseau et la diversification des structures de programmes contribuent à relever ce défi. L'arrimage de l'enseignement à distance et de l'enseignement campus ainsi que l'appropriation des technologies d'information et de communication recèlent des possibilités certaines d'amélioration des services. Une meilleure utilisation du potentiel de la Télé-université s'imposait à cet égard et des initiatives significatives ont été prises en ce sens. La mondialisation accentue les exigences de qualité et oblige les établissements à concentrer leurs ressources en fonction de pôles d'excellence. Des actions décisives ont été menées pour renforcer nos capacités d'intervention dans plusieurs domaines stratégiques. Enfin, la situation financière extrêmement difficile s'est traduite par des déficits financiers. Conscients de prévisions plutôt sombres pour l'avenir, nous avons porté une attention résolue à la maîtrise du déficit. La perspective de voir la situation financière se détériorer au-delà de limites raisonnables exige toutefois des actions vigoureuses de la part des instances dirigeantes des établissements et du réseau. Inquiétude et volonté d'agir se conjuguent pour préserver notre capacité d'action au service du développement de la société québécoise.

L'ÉVOLUTION DES PROGRAMMES

L'Université du Québec s'est employée, au cours de la dernière année, à améliorer son offre de services, en imaginant des solutions innovatrices pour favoriser l'évolution de la programmation, dans un contexte où la diversification des besoins et la diminution des ressources accentuent les difficultés.

Sur le plan de la réglementation, des modifications ont été apportées aux dispositions relatives aux majeures et aux mineures, et ont permis l'ajout d'un nouveau genre de programme, le baccalauréat général ès arts ou ès sciences. Elles ont aussi porté sur la reconnaissance des acquis dans les certificats. Toutes ces mesures visent à favoriser la diversification des possibilités de formation et à les adapter aux acquis et aux besoins des étudiants et des étudiantes.

Au plan des programmes proprement dits, de très nombreuses modifications ont été apportées pour mettre à jour l'offre de formation. Elles se caractérisent, en premier lieu, par un mouvement de réseautage qui permet aux établissements de tirer profit des ressources de l'ensemble du réseau pour répondre plus adéquatement aux besoins de leurs clientèles : les programmes conjoints, les extensions de programmes et de multiples formes de partenariat se sont développés, lesquels font souvent appel à des partenaires externes, dont les collèges. Ainsi, l'extension de programme a permis d'élargir le patrimoine de base de l'Université du Québec à Hull, en y implantant un bacca-

lauréat en psychologie (extension de l'Université du Québec à Montréal) et un baccalauréat en génie informatique (extension de l'Université du Québec à Chicoutimi). Autres exemples de partenariat : l'implantation d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en technologie de l'information grâce aux ressources conjuguées de l'Institut national de la recherche scientifique, de l'École de technologie supérieure, de la Télé-université et de l'Université du Québec à Montréal, au sein de l'École de technologie de l'information et le développement de programmes en continu entre le cégep et l'université, à l'Université du Québec à Rimouski, en administration, avec le campus Notre-Dame-de-Foy et le Collège de Lévis.

Ces transformations de la programmation se caractérisent aussi par un mouvement de réaménagement de programmes et de diversification par l'intérieur, qui permet de couvrir un plus large éventail de besoins en réduisant l'impact sur les ressources : les profils et les concentrations se sont multipliés à l'intérieur des programmes et de nouveaux programmes de certificat, de majeure et de mineure (1^{er} cycle) et de diplôme (2^e cycle) ont été créés à même les banques de cours de programmes de baccalauréat ou de maîtrise correspondants, de manière à accroître les possibilités de choix de formation des étudiants. Cette stratégie a bien entendu l'avantage d'enrichir et de diversifier l'offre de formation, en minimisant l'impact sur les ressources. Plusieurs exemples pourraient être donnés ici, dont l'ajout d'un profil sans mémoire à la maîtrise réseau en gestion de projet, une concentration en droit international à la maîtrise en droit de l'Université du Québec à Montréal ou des concentrations en informatique et en télécommunications au certificat en informatique appliquée à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, jusqu'à la création d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en loisir, santé et bien-être à l'Université du Québec à Trois-Rivières et à l'introduction de majeures et de mineures en informatique et en mathématique à l'Université du Québec à Chicoutimi.

LE TÉLÉ-ENSEIGNEMENT ET LA MULTIMÉDIATISATION

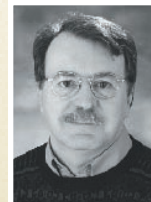
L'Université du Québec dispose, avec la Télé-université, d'un outil efficace de promotion de l'enseignement à distance, ce mode d'enseignement constituant un puissant outil d'accessibilité et de diversification des choix de formation pour les étudiants et les étudiantes. Elle est aussi convaincue qu'un meilleur arrimage entre la Télé-université et les autres établissements du réseau permettrait un élargissement de l'offre de cours et de programmes. Elle estime aussi que ce développement de l'enseignement à distance pourrait s'appuyer

d'une façon encore plus importante sur les nouvelles technologies d'information et de communication et contribuer ainsi à l'amélioration de l'encadrement et de la qualité de l'enseignement. C'est pourquoi elle a créé, à l'automne 1997, un Groupe de travail sur le télé-enseignement et la multimédiatisation pour accélérer son développement par rapport à ces modes d'enseignement. L'Assemblée des gouverneurs a reçu le rapport du Groupe de travail en mai 1998 et les différentes instances de l'Université auront à l'étudier au cours de l'été. Des décisions, confirmant et clarifiant le rôle et la place de la Télé-université au sein de l'Université du Québec, et visant une plus grande coopération entre les établissements et une utilisation plus intensive des technologies, devraient être prises par l'Assemblée des gouverneurs en septembre 1998.

Récipiendaires des Prix d'excellence de l'Université du Québec



Prix d'excellence en enseignement
Pierre-Claude Lafond
Université du Québec à Montréal



Prix d'excellence en recherche
Louis Phaneuf
Université du Québec à Montréal



Prix d'excellence en gestion (Prix Réalisation)
Gilles Rousseau
Directeur du Service de l'équipement
École de technologie supérieure

Les discussions tenues dans le sillage des travaux de ce Groupe de travail ont révélé une volonté très nette de tous les établissements de collaborer entre eux et avec la Télé-université pour mettre en œuvre une programmation faisant davantage appel à une offre concertée de programme, qui suppose à la fois des équivalences de cours plus explicites, mais aussi des expériences concrètes visant à aplanir les difficultés inhérentes à ces partenariats. Ces difficultés méritent encore plus d'être prises en compte lorsque les cours offerts conjointement s'appuient sur de nouveaux modèles pédagogiques et technologiques. Plusieurs expériences de développement de cours poursuivies au cours de l'année, dont quelques-unes ont été financées par le Fonds de développement académique du réseau (FODAR), constituent autant de chantiers qui permettent aux divers intervenants de s'ajuster à ces nouveaux modèles organisationnels et pédagogiques et d'en tirer un meilleur profit.

En matière de développement technologique et d'appropriation des nouvelles technologies, d'autres mesures ont été prises à l'échelle du réseau et des établissements : implantation de fonds internes de développement pédagogique axés sur l'innovation technologique ainsi que de programmes de formation des professeurs et de développement des infrastructures technologiques ; implantation de la nouvelle version du système intégré d'information documentaire (SIGIRD) ; implantation du réseau de télécommunications à haute vitesse.

UN DÉVELOPPEMENT PLUS CIBLÉ

Les développements maintenant envisageables ne sont plus du type linéaire de ceux des années 60 et 70. Les développements actuels et prévisibles seront forcément plus sélectifs et davantage sous le signe de la synergie des ressources, du renforcement des masses critiques, du regroupement et du positionnement stratégiques.

Dans certains cas, ces développements plus ciblés ont pour but de compléter le patrimoine de base d'un établissement, comme à Hull et à Rouyn, ou de compléter l'éventail de programmes dans des domaines stratégiques. Citons, à titre d'exemples, le génie microélectronique à l'UQAM, la pratique sage-femme à l'UQTR, le génie des bioprocédés à l'ETS, ainsi que la culture et les modes de vie à l'INRS-Culture et Société, de concert avec l'UQTR.

Dans d'autres cas, il s'agit plutôt de constituer des pôles de développement en regroupant les forces de plusieurs établissements. Plusieurs chantiers ont connu des progrès déterminants au cours de la dernière année, dont l'intégration de l'Institut Armand-Frappier à l'INRS, incluant elle-même

l'intégration de l'INRS-Santé ; la création de l'Institut des sciences de la mer de l'UQAR, issu de l'intégration de l'INRS-Océanologie et du département d'océanographie de l'UQAR ; la mise en route de l'École de technologie de l'information, reliant l'ETS, l'INRS, la Télé-université et l'UQAM, qui travaille à ses premières actions marquantes ; la consolidation du Centre multirégional de recherche en foresterie, qui a été relancé sous le leadership de l'UQAC et qui positionne plus stratégiquement l'Université du Québec dans ce secteur majeur ; le repositionnement du Groupe de recherche sur l'enseignement supérieur (GRES), qui est passé à l'UQAM et qui a été intégré au Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), lequel est de plus en plus reconnu comme une équipe de première force en matière d'enseignement supérieur et de politique scientifique.

Tant à l'échelle des établissements qu'à celle du réseau, cette structuration de champs d'intervention intégrant une large gamme d'activités dans

Récipiendaires de doctorats honoris causa décernés par l'Université du Québec

Sous l'égide de l'Université du Québec à Trois-Rivières

Louis-Edmond Hamelin

Spécialiste de la culture des nations autochtones et
ex-recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières

et

Aimée Leduc

Professeure titulaire
Faculté des sciences de l'éducation
Université Laval

Sous l'égide de l'Institut Armand-Frappier

Rolf M. Zinkernagel

Département de pathologie
Institut d'immunologie expérimentale
Université de Zurich

des domaines stratégiques est appelée à se poursuivre. Les programmes de financement, comme ceux de la Fondation canadienne pour l'innovation, où des projets importants et structurants ont été présentés, incitent à cette concentration, même si c'est d'abord et avant tout la nécessité d'apporter une contribution de premier plan, dans un contexte de concurrence farouche, qui y mène tout naturellement.

LES INQUIÉTUDES FINANCIÈRES

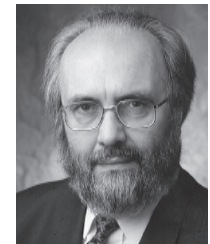
Dès l'annonce de la vague actuelle de compressions budgétaires, nous nous sommes donné des moyens pour en limiter les conséquences : étalement de l'impact des compressions, politique salariale, congé de cotisations du régime de retraite, plan d'actions en matière de recrutement d'étudiants, d'amélioration de la persévérance aux études, de diversification de l'offre de formation et réingénierie des services d'encadrement et de soutien. Devant l'ampleur des déficits prévisibles, l'Assemblée des gouverneurs a demandé que de nouvelles mesures de réduction des dépenses et d'accroissement des revenus soient proposées et adoptées. Elle a également demandé aux établissements de préparer, dans une perspective de développement institutionnel, un plan de redressement budgétaire sur cinq à huit ans. Enfin, elle a demandé que soit fixé un objectif raisonnable de récurrence du déficit des opérations courantes pour l'année 1999-2000 et que soit déterminée l'année financière où l'équilibre entre les revenus et les dépenses d'opérations courantes pourrait être atteint.

Au moment de clore l'année financière 1997-1998, il est loin d'être assuré que, dans l'état actuel du financement, les établissements de l'Université du Québec seront en mesure de proposer, dans un proche avenir, des budgets d'opération équilibrés. Il faut donc s'attendre à ce que les prochains mois soient décisifs pour le devenir des établissements de l'Université du Québec. La plupart du temps moins bien nantis que d'autres, ils accomplissent une mission vitale pour le Québec et ne sauraient s'engager dans une spirale d'accumulations de déficits impossibles à gérer.

INCERTITUDE ET VOLONTÉ D'AGIR POUR LE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC

Si l'état du financement demeure une grande source d'inquiétude, la pertinence de la valeur de la contribution de l'Université du Québec au développement du Québec continue de nous inspirer confiance. La capacité dont nous avons fait preuve, afin de faire évoluer les programmes pour mieux utiliser le potentiel de synergie du réseau, pour constituer des pôles de croissance et de développement dans des domaines stratégiques et pour maîtriser la crise financière, est de très bon augure.

L'Université du Québec compte donc continuer de favoriser l'accessibilité à une formation de qualité dans les domaines du savoir pertinents pour le développement du Québec par une programmation souple et diversifiée et des pôles de ressources et d'activités de premier plan. Cette intention, à la base du projet de l'Université du Québec, va continuer d'orienter notre action.



*Pierre Lucier,
président*

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

DIRECTION

PIERRE LUCIER, président MICHEL LECLERC, vice-président à l'administration LOUISE MILOT, vice-présidente à l'enseignement et à la recherche MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur des affaires juridiques

ASSEMBLÉE DES GOUVERNEURS

Président : PIERRE LUCIER*, président, Université du Québec

Membres : BERNARD ANGERS*, recteur, Université du Québec à Chicoutimi JULES ARSENAULT, recteur, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue PHILIPPE BARBAUD, professeur, Université du Québec à Montréal ROLLANDE BARABÉ CLOUTIER, directrice générale, Le FAR (Famille, Accueil, Référence) 1985 inc. JEAN-PIERRE COLLIN, professeur, Institut national de la recherche scientifique PIERRE COUTURE, recteur, Université du Québec à Rimouski PIERRE DE CELLES, directeur général, École nationale d'administration publique JOËL GENDRON*, étudiant, Université du Québec à Rimouski MICHEL HARVEY, président, ISOCO Construction inc. ALAIN LALLIER*, directeur général, Cégep du Vieux-Montréal GILLES LAROCHE, président et chef de la direction, Groupe Québécois MICHEL LEBLOND*, avocat, Flynn Rivard JOHN LEBOUILLIER, président et chef de la direction, Compagnie minière IOC PAULE LEDUC, rectrice, Université du Québec à Montréal ANNE MARREC, directrice générale, Télé-université EDMOND T. MIRESCO, professeur, École de technologie supérieure ROBERT L. PAPINEAU, directeur général, École de technologie supérieure ROXANE PERREAULT, étudiante, Université du Québec à Trois-Rivières JACQUES A. PLAMONDON, recteur, Université du Québec à Trois-Rivières GEORGES SMITH, vice-président et directeur général, affaires corporatives et secrétaire, L'Industrielle Alliance ALAIN SOUCY*, directeur général, Institut national de la recherche scientifique, et directeur général par intérim, Institut Armand-Frappier LÉO VIGNEAULT*, conseiller, Union des producteurs agricoles FRANCIS RAE WHYTE, recteur, Université du Québec à Hull

Personnes convoquées : MICHEL LECLERC, vice-président à l'administration, Université du Québec LOUISE MILOT, vice-présidente à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec

Personne invitée : LORRAINE SAUMURE, secrétaire de direction, Centre de formation sur mesure, Télé-université

Secrétaire : MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur des affaires juridiques, Université du Québec

* Membre du Comité exécutif

CONSEIL DES ÉTUDES

Président : PIERRE LUCIER, président, Université du Québec

Membres : YVES BEAUCHAMP, professeur, École de technologie supérieure ROGER CLAUX, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue GUY COLLIN, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec à Chicoutimi LYNN DRAPEAU, vice-rectrice à la formation et à la recherche, Université du Québec à Montréal LÉON HARVEY, professeur, Université du Québec à Rimouski PIERRE LAPOINTE, directeur scientifique, Institut national de la recherche scientifique JACINTHE LAROCOQUE, étudiante, Université du Québec à Montréal SINH LEQUOC, directeur de l'enseignement et de la recherche, École de technologie supérieure MARTIN MALTAIS, étudiant, Université du Québec à Trois-Rivières LOUISE MILOT, vice-présidente à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec MAURICE PATRY, directeur de l'enseignement et de la recherche, École nationale d'administration publique JOCELYNE PELLERIN, professeure, Université du Québec à Rimouski GUY PROVOST, directeur de l'enseignement et de la recherche, Télé-université MICHEL RINGUET, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec à Rimouski PIERRE ROBERGE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec à Hull NATHALIE SAUVÉ, étudiante, Université du Québec à Hull MICHEL TRUDEL, directeur scientifique, Institut Armand-Frappier CLAIRE VERRET DE LA DURANTAYE, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec à Trois-Rivières

Secrétaire : MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur des affaires juridiques, Université du Québec

COMMISSION DE PLANIFICATION

Président : PIERRE LUCIER, président, Université du Québec

Membres : BERNARD ANGERS, recteur, Université du Québec à Chicoutimi JULES ARSENAULT, recteur, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue PIERRE COUTURE, recteur, Université du Québec à Rimouski PIERRE DE CELLES, directeur général, École nationale d'administration publique MICHEL LECLERC, vice-président à l'administration, Université du Québec PAULE LEDUC, rectrice, Université du Québec à Montréal ANNE MARREC, directrice générale, Télé-université LOUISE MILOT, vice-présidente à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec ROBERT L. PAPINEAU, directeur général, École de technologie supérieure JACQUES A. PLAMONDON, recteur, Université du Québec à Trois-Rivières ALAIN SOUCY, directeur général, Institut national de la recherche scientifique, et directeur général par intérim, Institut Armand-Frappier FRANCIS RAE WHYTE, recteur, Université du Québec à Hull

Personne convoquée : GUY MASSICOTTE, directeur du Bureau de la planification, Université du Québec

Secrétaire : MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur des affaires juridiques, Université du Québec

LE RÉSEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

ROUYN-NORANDA

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

www.uqat.quebec.ca

CHICOUTIMI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
À CHICOUTIMI

www.uqac.quebec.ca

RIMOUSKI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
À RIMOUSKI

www.uqar.quebec.ca

TROIS-RIVIÈRES

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

www.uqtr.quebec.ca

HULL

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À HULL

www.uqah.quebec.ca

LAVAL

INSTITUT ARMAND-FRAPPIER

www.iaf.ca

MONTRÉAL

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

www.uqam.ca

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

www.etsmtl.ca

QUÉBEC

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

www.quebec.ca

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

www.inrs.quebec.ca

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

www.enap.quebec.ca

TÉLÉ-UNIVERSITÉ

www.telug.quebec.ca

LES INSCRIPTIONS

INSCRIPTIONS À L'AUTOMNE 1997 ⁽¹⁾

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQAH	UQAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
NOMBRE TOTAL D'INSCRIPTIONS	36 782	10 528	6 424	4 176	4 745	1 782	425	129	1 064	2 846	6 774	75 675
EN ÉQUIVALENCE AU TEMPS PLEIN DE L'ANNÉE 1997-1998	21 974	6 941	3 878	2 416	2 763	1 018	188	67	421	2 139	2 254	44 058
NOUVEAUX DANS L'ÉTABLISSEMENT AU 1 ^{er} CYCLE	6 608	2 149	936	792	978	371	N.A.P.	N.A.P.	N.A.P.	705	2 484	15 023

L'Université du Québec comptait 75 675 étudiants à l'automne 1997, ce qui représente une légère baisse de 1,4 % par rapport à l'automne précédent. Cette diminution se concentre principalement sur les inscriptions de 1^{er} cycle (2,1 %), alors que le nombre d'étudiants au 2^e cycle est en hausse de 3,3 % et que l'augmentation du volume des inscriptions au 3^e cycle atteint 7,3 %.

INDICATEURS

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQAH	UQAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
INSCRIPTIONS AU BACCALAURÉAT À TEMPS PLEIN SUR L'ENSEMBLE DES INSCRIPTIONS DE 1 ^{er} CYCLE	41,9	48,1	43,7	41,4	40,8	37,9	N.A.P.	N.A.P.	N.A.P.	52,4	0,9	39,0
INSCRIPTIONS AUX CYCLES SUPÉRIEURS SUR L'ENSEMBLE DES INSCRIPTIONS	12,6	11,5	11,5	12,8	10,7	7,6	100,0	99,2	100,0	5,4	1,2	12,7
FEMMES AUX CYCLES SUPÉRIEURS	51,9	45,8	58,5	52,1	55,0	58,8	35,1	50,0	47,7	16,8	58,3	50,2

À l'automne 1997, 39 % des étudiants de 1^{er} cycle à l'Université du Québec étaient inscrits à temps plein à un programme de baccalauréat. Cette proportion, qui n'égalait que 33 % en 1991, atteignait un sommet de 39,8 % en 1996 pour fléchir légèrement cette année (*figure 1*). La proportion des étudiants aux cycles supérieurs, quant à elle, continue d'augmenter. En effet, cette dernière a gagné 3 % au cours des cinq dernières années, pour atteindre 12,7 % en 1997 (*figure 2*). Parmi les étudiants qui poursuivent des études aux cycles supérieurs à l'Université du Québec, pour la première fois à l'automne 1997, on comptait plus de femmes que d'hommes (*figure 3*).

(1) Source : Système PRISME, Direction des services de soutien à l'enseignement et à la recherche, Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche.

(2) Les données de l'UQTR incluent le doctorat de 1^{er} cycle en chiropratique.

(3) Comprend l'administration publique (particulièrement à l'ENAP) et autres services publics et communautaires, les programmes d'échanges ou les programmes relevant de l'entente sur les transferts de crédits gérée par la CREPUQ, les études plurisectorielles ainsi que les étudiants libres et auditeurs.

N.A.P. : Ne s'applique pas.

Figure 1 Inscriptions au baccalauréat à temps plein sur les inscriptions de 1^{er} cycle

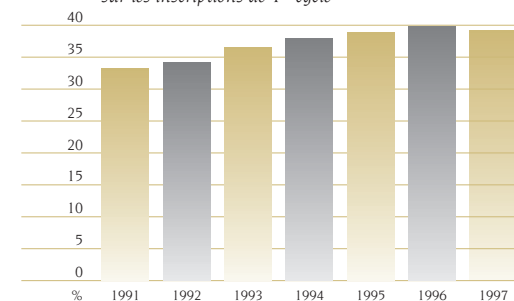


Figure 2 Inscriptions aux cycles supérieurs sur l'ensemble des inscriptions

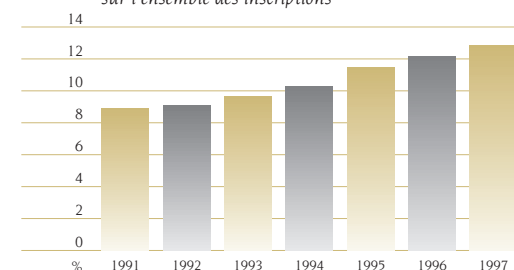
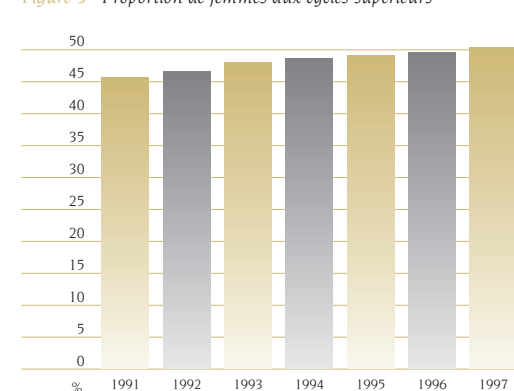


Figure 3 Proportion de femmes aux cycles supérieurs



RÉPARTITION SELON LE GENRE DE PROGRAMME

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQAH	UQAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
BACCALAURÉAT (2)	50,9	52,4	50,9	45,0	48,5	47,6				77,7	3,7	46,2
CERTIFICAT	30,0	30,2	26,9	29,9	33,2	30,6				13,6	53,6	30,8
AUTRES 1 ^{er} CYCLE	6,6	5,9	10,7	12,2	7,7	14,1		0,8		3,3	41,5	10,3
MAÎTRISE	7,9	8,2	7,4	9,3	6,1	5,3	36,7	55,8	51,3	3,8		7,8
DOCTORAT	2,4	1,3	1,0	1,2	0,2		28,7	16,3	1,4	0,6		1,8
AUTRES 2 ^e ET 3 ^e CYCLES	2,2	2,0	3,2	2,2	4,3	2,4	34,6	27,1	47,3	1,1	1,2	3,1

Depuis le début des années 90, le poids relatif des inscriptions au certificat diminue tandis que celui des programmes de 2^e et de 3^e cycles est en hausse (figures 4 et 5). À l'automne 1997, 9,6 % des étudiants de l'Université du Québec étaient inscrits à un programme de maîtrise ou de doctorat.

RÉPARTITION SELON LE GRAND SECTEUR DISCIPLINAIRE

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQAH	UQAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
SCIENCES DE LA SANTÉ		14,5	6,9	9,4	6,5	7,4	3,1	56,6			0,3	3,8
SCIENCES PURES ET APPLIQUÉES	11,4	10,0	12,7	12,7	10,4	1,9	69,2	25,6		96,8	10,9	14,5
SCIENCES HUMAINES	32,5	38,6	38,3	30,7	26,3	25,4	9,4				6,2	29,0
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	29,0	21,2	17,7	29,0	34,9	35,7	1,6		5,7	0,1	39,8	26,8
ARTS	7,7	2,7	2,8	0,2	3,6	1,5						4,6
LETTRES	8,3	6,6	9,4	7,3	5,2	2,2					5,9	7,0
AUTRES (3)	11,2	6,5	12,1	10,8	13,2	26,0	16,7	17,8	94,3	3,2	36,9	14,3

Sept étudiants de l'Université du Québec sur 10 choisissent d'étudier en sciences humaines, en sciences de l'administration ou en sciences pures et appliquées, à l'automne 1997. Depuis les 10 dernières années, la tendance du secteur des sciences humaines s'oppose à celle des sciences de l'administration. Alors qu'un écart de 6,9 % séparait les deux secteurs en 1995, cet écart n'est plus que de 2,2 % en 1997 (figure 6). En ce qui concerne les autres domaines d'études, on n'observe que très peu de variations, sauf une légère baisse au secteur des lettres.

Figure 4 Évolution de la proportion des inscriptions

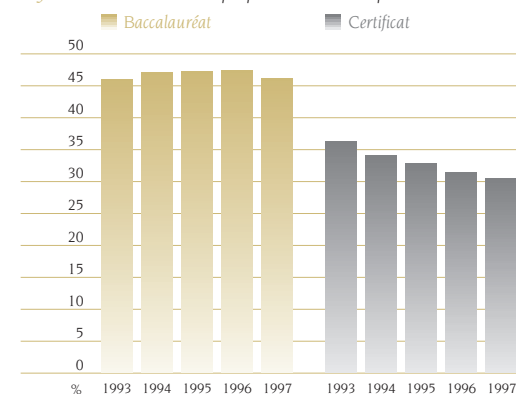


Figure 5 Évolution de la proportion des inscriptions

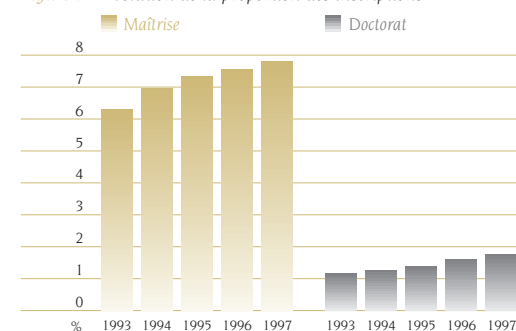
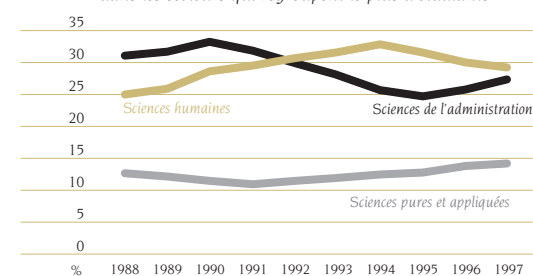


Figure 6 Évolution de la proportion des inscriptions dans les secteurs qui regroupent le plus d'étudiants



LES DIPLÔMES (1)

TOTAL DES DIPLÔMES DÉCERNÉS

	UOAM	UOTR	UOAC	UOAR	UOAH	UOAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
EN 1997	8 269	2 550	1 205	1 176	1 133	391	49	33	321	406	645	16 178
DE 1968 À 1997 INCLUSIVEMENT	137 839	44 944	28 976	23 280	18 423	8 325	612	213	3 425	4 896	11 659	282 592

Depuis sa fondation, l'Université du Québec a délivré 282 592 diplômes, dont 56 % ont été attribués à des femmes. En 1997, 16 178 nouveaux diplômes ont été décernés. De ce nombre, 7 918⁽²⁾ l'ont été par l'Assemblée des gouverneurs et 8 260 par le Conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal. La proportion de femmes diplômées au 1^{er} cycle demeure particulièrement élevée, atteignant 64 % au baccalauréat et 65 % au certificat. Au 2^e cycle, un diplôme sur deux a été décerné à une femme au cours de l'année 1997. Quant à la proportion de femmes au doctorat, elle est en baisse de plus de 2 % cette année, après avoir atteint 39 % en 1996 (figure 7).

RÉPARTITION DES DIPLÔMES DÉCERNÉS EN 1997 SELON LE GENRE

	UOAM %	UOTR %	UOAC %	UOAR %	UOAH %	UOAT %	INRS %	IAF %	ENAP %	ETS %	TELUQ %	TOTAL %
BACCALAURÉAT	51,3	58,8	61,8	53,2	58,0	60,9	-	-	-	77,3	8,7	51,8
CERTIFICAT	37,9	34,6	33,2	39,1	37,6	38,6	-	-	-	18,0	89,9	37,7
MAÎTRISE	8,8	6,2	4,6	7,0	3,4	0,5	65,3	81,8	61,1	4,4	-	8,3
DIPLÔME	1,0	-	0,2	0,5	1,0	-	-	-	38,9	0,2	1,4	1,5
DOCTORAT	1,0	0,4	0,2	0,2	-	-	34,7	18,2	-	-	-	0,7

Plus de la moitié des diplômes décernés par l'Université du Québec en 1997 sont des baccalauréats et 10,5 % sont des diplômes de cycles supérieurs. Depuis les cinq dernières années, on observe une diminution de la proportion des certificats au profit des baccalauréats et des maîtrises (figure 8).

Figure 7 Répartition des hommes et des femmes selon le genre de diplôme décerné en 1997

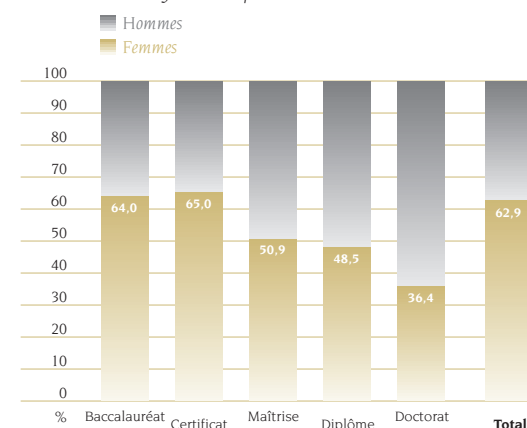
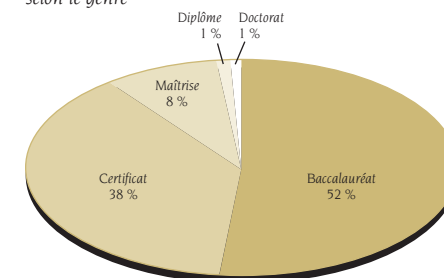


Figure 8 Répartition des diplômes décernés en 1997 selon le genre



(1) Source : Système PRISME, Direction des services de soutien à l'enseignement et à la recherche, Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche.

(2) Comprend la maîtrise en analyse et gestion urbaine de l'UOAM, décernée par l'Assemblée des gouverneurs.

(3) Comprend les programmes d'études dans les domaines de l'administration publique (particulièrement à l'ENAP) et des autres services publics et communautaires, ainsi que les études plurisectorielles telles que les sciences de l'environnement, la santé et la sécurité au travail.

RÉPARTITION DES DIPLÔMES DÉCERNÉS EN 1997 SELON LE SECTEUR DISCIPLINAIRE

	UOAM %	UOTR %	UOAC %	UOAR %	UOAH %	UOAT %	INRS %	IAF %	ENAP %	ETS %	TELUO %	TOTAL %
SCIENCES DE LA SANTÉ	-	11,4	9,0	11,6	7,6	15,1	8,2	63,6	-	-	-	4,4
SCIENCES PURES ET APPLIQUÉES	9,9	8,8	15,4	8,3	6,8	0,3	91,8	36,4	-	100,0	10,4	11,9
SCIENCES HUMAINES	34,8	41,8	29,7	38,3	30,4	34,0	-	-	-	-	22,2	33,2
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	30,8	22,3	22,6	31,9	33,6	34,5	-	-	10,0	-	48,8	28,6
ARTS	7,3	2,5	2,5	0,2	2,5	4,6	-	-	-	-	-	4,6
LETTRES	9,5	5,9	9,7	4,7	4,4	1,3	-	-	-	-	0,2	7,2
AUTRES (3)	7,7	7,3	11,2	5,0	14,7	10,2	-	-	90,0	-	18,4	10,1

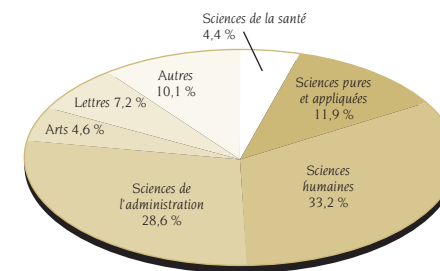
Les trois quarts des diplômes décernés par l'Université du Québec proviennent soit du secteur des sciences humaines, soit de celui des sciences de l'administration ou du secteur des sciences pures et appliquées (figure 9). Depuis 1995, c'est le secteur des sciences humaines qui affiche la plus grande proportion, position antérieurement détenue par les sciences de l'administration. Parmi les autres secteurs d'activités, en 1997, on note une hausse de la part occupée par les secteurs des sciences de la santé et des arts.

Pour les programmes conduisant à l'obtention d'un grade universitaire

	BACCALURÉAT %	MAÎTRISE %	DOCTORAT %
SCIENCES DE LA SANTÉ	4	1	5
SCIENCES PURES ET APPLIQUÉES	15	19	25
SCIENCES HUMAINES	46	31	40
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	19	17	3
ARTS	6	5	
LETTRES	6	9	16
AUTRES (3)	4	18	11

La répartition des diplômes entre les différents secteurs disciplinaires varie selon le grade décerné. Ainsi, le quart des diplômes de doctorat sont en sciences pures et appliquées, alors que ce même secteur ne compte que pour 15 % des diplômes de baccalauréat. En opposition, le secteur des sciences de l'administration, qui comprend 19 % de tous les diplômes de baccalauréat de l'Université du Québec, se retrouve avec seulement 3 % du volume des doctorats.

Figure 9 Répartition des diplômes décernés en 1997 selon le secteur disciplinaire



LE PERSONNEL

RÉPARTITION DU PERSONNEL RÉGULIER PAR CATÉGORIE ⁽¹⁾

	UOAM	UOTR	UOAC	UOAR	UOAH	UOAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	UO	CSC	TOTAL
ENSEIGNANT	934	313	203	160	119	68	94	27	37	83	34			2 072
DIRECTION	101	34	17	19	18	8	18	14	12	20	15	16	2	294
PROFESSIONNEL	270	89	69	39	42	19	36	24	14	26	66	29	14	735
TECHNIQUE	232	78	48	35	39	12	34	68	21	41	31	12	3	653
BUREAU	526	175	121	76	67	34	40	26	30	66	84	25	3	1 272
MÉTIERS ET SERVICES	147	34	20	29	8	1	3	37	6	15		5		305
TOTAL	2 209	723	477	359	293	141	225	196	120	251	229	87	22	5 330

Parmi le personnel régulier de l'Université du Québec, près de 4 individus sur 10 (39 %) sont des enseignants. Viennent ensuite les catégories du personnel de bureau et des métiers et services qui comptent pour 30 % de tout le personnel. Le personnel professionnel et technique, quant à lui, occupe un autre 25 % de l'ensemble, tandis que la catégorie du personnel de direction représente 5,5 % du personnel régulier (figure 10). Depuis les cinq dernières années, l'ensemble du personnel régulier de l'Université du Québec a été réduit de 8,6 %. La plus grande variation se situe chez le personnel de direction, en baisse de 22,8 % par rapport à 1994.

Figure 10 Répartition du personnel régulier au 31 mars 1998 selon la catégorie

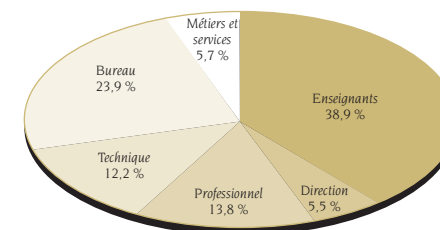
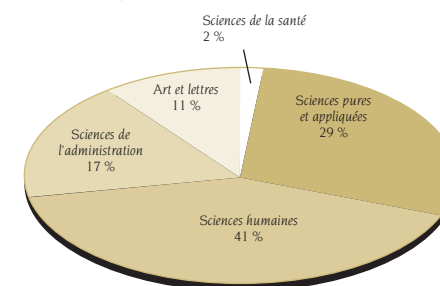


Figure 11 Répartition du personnel enseignant selon la discipline en 1997-1998



RÉPARTITION DU PERSONNEL ENSEIGNANT PAR DISCIPLINE ⁽²⁾

	UOAM	UOTR	UOAC	UOAR	UOAH	UOAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
SCIENCES DE LA SANTÉ		2,9		4,4				65,5			2,6	1,8
SCIENCES PURES ET APPLIQUÉES	22,7	30,5	32,5	24,4	8,0	9,5	74,1	34,5	97,3	20,5		29,1
SCIENCES HUMAINES	46,6	40,2	39,3	41,3	54,4	65,1	25,9			1,3	51,3	41,2
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	14,3	15,8	14,6	23,1	37,6	25,4			100,0		15,4	17,2
ARTS ET LETTRES	16,4	10,6	13,6	6,9						1,3	10,3	10,8

Plus de 40 % du personnel enseignant régulier est rattaché à des unités administratives du secteur des sciences humaines. Les deux autres secteurs qui regroupent le plus d'enseignants à l'Université du Québec sont les sciences pures et appliquées et les sciences de l'administration (figure 11). On n'observe que de très légères variations dans la répartition du personnel enseignant par discipline au cours des ans. Compte tenu du changement de méthode de classification et de source de données, cette année, toute comparaison avec les années antérieures est à éviter.

INDICATEURS SUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT

	UOAM	UOTR	UOAC	UOAR	UOAH	UOAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
% DE FEMMES (3)	28,1	21,9	18,4	21,3	31,2	30,2	17,2	20,7	12,8	10,7	35,9	24,4
% DE DÉTENEURS DE DOCTORAT (3)	80,7	80,7	67,5	69,4	60,0	47,6	98,3	96,6	64,1	73,3	84,6	76,9
RATIO EEETP/PERSONNEL ENSEIGNANT (4)	23,5	22,2	19,1	15,1	23,2	15,0	N.A.P.	N.A.P.	N.A.P.	25,8	66,3	22,7

Depuis l'automne 1996, au sein de l'Université du Québec, trois professeurs réguliers sur quatre détiennent au moins un doctorat (figure 12). Cette proportion s'est accrue de 7 % en quatre ans. Signalons également l'accroissement de la représentation des femmes parmi le personnel enseignant régulier (figure 13). En effet, la proportion des femmes est passée de 21,4 % en 1993 à 24,4 % en 1997. Quant au ratio de l'effectif étudiant en équivalence au temps plein sur le nombre de professeurs, il demeure relativement stable au cours des ans, oscillant autour de 22 et 23.

CHARGÉS DE COURS (5)

	UOAM	UOTR	UOAC	UOAR	UOAH	UOAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
NOMBRE	1 257	570	281	183	289	171	N.A.P.	N.A.P.	60	156	N.A.P.	2 967

(1) Source : *Budgets de fonctionnement* 1997-1998, Vice-présidence à l'administration. Personnel régulier en place au 31 mars 1998 et occupant un poste autorisé au fonds de fonctionnement ou au fonds avec restriction. Données arrondies à l'entier.

(2) Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1^{er} octobre 1997. La méthode de regroupements disciplinaires se base sur la variable "unité ou sous-unité administrative" et dans le cas où l'unité ne peut être reliée à une discipline, la principale discipline d'enseignement du professeur est utilisée (principalement à la TELUQ).

(3) Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1^{er} octobre 1997.

(4) Ce ratio est calculé pour les établissements offrant des programmes de 1^{er} cycle.

(5) Source : Données recueillies auprès des établissements pour l'année universitaire 1997-1998 et transmises par la Direction des ressources humaines et des relations du travail. Pour la première année, les données incluent le nombre de chargés de cours ayant donné moins d'une charge de cours. Des écarts peuvent donc être constatés par rapport aux années antérieures.

N.A.P.: Ne s'applique pas.

Figure 12 Évolution de détenteurs de doctorat parmi le personnel enseignant régulier

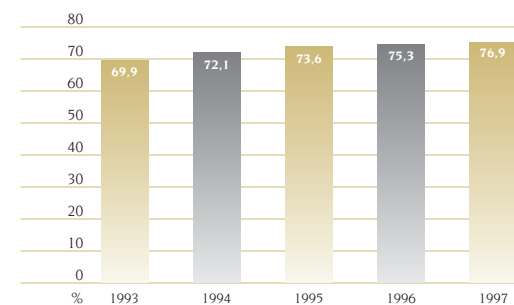
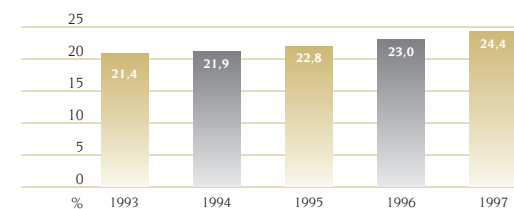


Figure 13 Évolution de la proportion de femmes parmi le personnel enseignant régulier



LA RECHERCHE ⁽¹⁾

RECHERCHE SUBVENTIONNÉE 1997-1998

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQAH	UQAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
NOMBRE D'OCTROIS	1 096	300	373	140	63	131	443	154	24	169	69	2 962
MONTANT DES OCTROIS EN 000 \$	25 979	7 401	8 743	3 430	1 164	6 204	21 416	7 527	947	3 509	2 660	88 981
% DES MONTANTS SOUS FORME DE CONTRATS	25,5	16,1	23,4	52,2	10,2	90,4	53,0	62,3	92,4	47,7	11,7	40,8
VALEUR DES OCTROIS/NB DE PROFESSEURS	26 496	20 731	41 241	20 060	10 037	91 242	224 489	289 503	21 043	50 123	80 594	40 931

En 1997-1998, les octrois de recherche de l'Université du Québec totalisaient 88 980 768 \$ par rapport à 90 492 778 \$ en 1996-1997, ce qui représente une diminution de 1,7 % (figure 14). Rappelons que ces données sont provisoires et excluent, cette année, une partie de la recherche interuniversitaire. Pour la deuxième année consécutive, la proportion des montants obtenus sous forme de contrats s'est maintenue à 40 % et la valeur des octrois par professeur est demeurée au-dessus de 40 000 \$.

OCTROIS 1997-1998 SELON LA CATÉGORIE D'ORGANISME EN 000 \$

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQAH	UQAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
FCAR	3 051	772	191	98	58	28	491	103	14	155	52	5 013
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (AUTRES)	3 913	1 743	2 062	1 002	159	741	4 478	1 619	259	428	1 313	17 719
CRSNG	4 190	1 649	982	426	147	112	4 495	649	798	798	397	13 845
CRMC	396						74	233		16		719
CRSH	2 894	379	191	143	142	78	294		17		287	4 427
GOUVERNEMENT DU CANADA (AUTRES)	2 281	215	740	184	191	394	4 512	315	28	144	238	9 241
FIR	1 546	359	221	524	141	27	164	134	27	219	65	3 426
AUTRES SOURCES INTERNES	590	909	293	49	160	147		59		305	72	2 586
UQ (2)	378	118	106	121	17	119	126	85	14	152		1 236
AUTRES SOURCES EXTERNES	6 739	1 256	3 958	883	149	4 558	6 782	4 329	588	1 291	236	30 770
TOTAL	25 979	7 401	8 743	3 430	1 164	6 204	21 416	7 527	947	3 509	2 660	88 981

Les organismes non gouvernementaux (autres sources externes) constituaient, en 1997-1998, la principale source de financement des activités de recherche avec 34,6 % du montant total des octrois (figure 15). Viennent ensuite les organismes gouvernementaux québécois qui contribuaient pour 19,9 % et les organismes gouvernementaux canadiens pour 10,4 %. Parmi les grands organismes subventionnaires⁽³⁾, soulignons la contribution importante du CRSNG, dont les subventions représentaient 15,6 % de l'ensemble des octrois de recherche de l'Université du Québec en 1997-1998.

Figure 14 Évolution du montant des octrois de recherche en 000 \$ et de la valeur des octrois par professeur

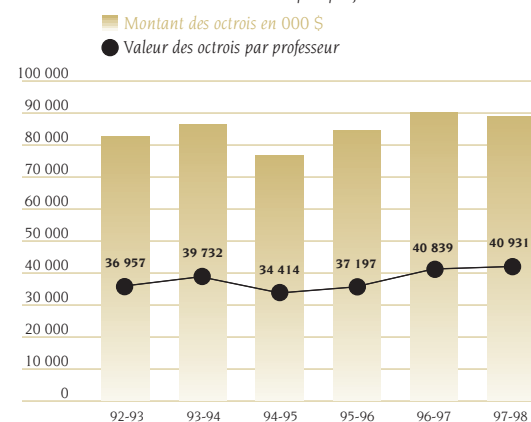
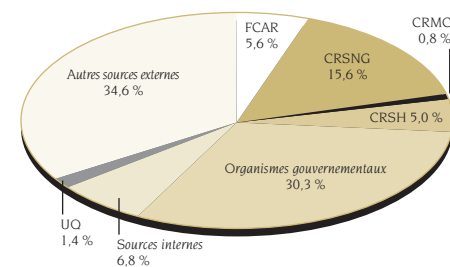


Figure 15 Répartition des octrois de recherche en 1997-1998 selon la catégorie d'organisme



ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES OCTROIS EXTERNES DE RECHERCHE EN 000 \$

ENSEMBLE DU RÉSEAU	83-84	84-85	85-86	86-87	87-88	88-89	89-90	90-91	91-92	92-93	93-94	94-95	95-96	96-97	97-98
SUBVENTIONS DES GRANDS CONSEILS	10 856	12 522	13 944	15 307	17 195	17 946	20 786	22 916	24 976	25 405	25 446	25 775	24 731	24 843	24 004
CONTRATS	3 560	5 988	7 965	8 407	9 488	12 607	16 473	19 341	29 535	30 472	36 587	22 850	30 171	36 056	36 276
AUTRES SUBVENTIONS EXTERNES	6 590	7 313	8 876	11 211	12 202	13 879	14 183	17 433	18 218	18 863	17 897	21 680	22 454	23 127	21 453
TOTAL DES OCTROIS EXTERNES	21 007	25 823	30 786	34 925	38 885	44 432	51 442	59 690	72 729	74 740	79 930	70 305	77 356	84 026	81 733

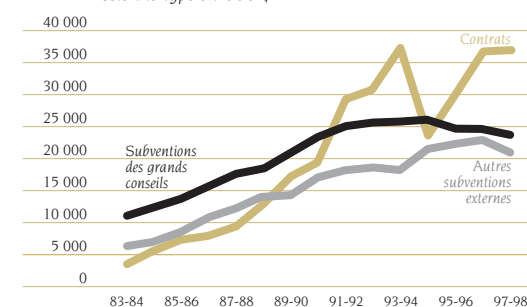
Considérant les données provisoires de 1997-1998, on enregistre, cette année, une baisse de 2,7 % des octrois externes de recherche à l'Université du Québec. Toutefois, les sommes reçues sous forme de contrats égalent déjà celles de 1996-1997 (figure 16). Depuis 1991-1992, les subventions obtenues des grands conseils subventionnaires se situent autour de 25 millions de dollars, alors que les subventions de sources externes en provenance de fondations, de ministères à vocation sectorielle et autres organismes ont progressé de 27 % en cinq ans, pour fléchir légèrement cette année.

- (1) Source: Données provisoires transmises par les établissements à la Direction des études de cycles supérieurs et de la recherche de la Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche. Excluant une partie des subventions de recherche interuniversitaire pour lesquelles les montants ont été versés à un établissement extérieur au réseau et dans lesquelles au moins un professeur de l'Université du Québec est impliqué.
- (2) Les octrois proviennent du Fonds de développement académique du réseau (FODAR).
- (3) Appelés aussi "grands conseils", les grands organismes subventionnaires regroupent le CRSNG, le CRMC, le CRSH et le FCAR.

ABRÉVIATIONS

- FCAR : Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche
 CRSNG : Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
 CRMC : Conseil de recherches médicales du Canada
 CRSH : Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
 FIR : Fonds institutionnel de recherche (de l'Université du Québec)

Figure 16 Évolution du montant des octrois externes de recherche selon le type en 000 \$



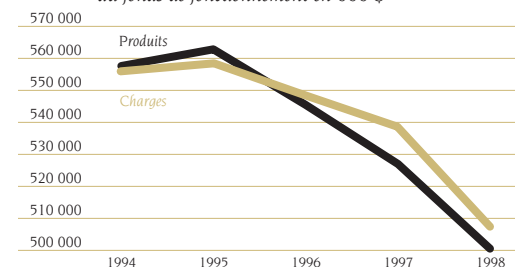
LES DONNÉES FINANCIÈRES (1)

FONDS DE FONCTIONNEMENT EN 000 \$ AU 31 MAI 1998

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQAH	UQAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	UQ	CSC	PROG. RÉSEAU (2)	TOTAL
PRODUITS	207 128	65 490	41 702	29 034	28 297	14 344	24 686	15 928	12 611	24 130	21 386	9 601	3 445	2 564	500 346
CHARGES	209 293	66 265	42 336	29 919	28 288	14 317	25 029	15 025	11 703	24 225	21 385	8 882	3 093	7 605	507 365
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS AVANT CHARGES EXCEPTIONNELLES	(2 165)	(775)	(634)	(885)	9	27	(343)	903	908	(95)	1	719	352	(5 041)	(7 019)
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS APRÈS CHARGES EXCEPTIONNELLES	(9 275)	(4 349)	(1 325)	(1 094)	(132)	(182)	(1 940)	(758)	92	(146)	(492)	(162)	153	(5 041)	(24 651)
SOLDE DE FONDS	(21 284)	(6 908)	(2 775)	(1 274)	578	226	(6 459)	(2 586)	66	(344)	1 392	(103)	113	(5 359)	(44 717)
% SOLDE DE FONDS / PRODUITS	(10,3)	(10,5)	(6,7)	(4,4)	2,0	1,6	(26,2)	(16,2)	0,5	(1,4)	6,5	(1,1)	3,3	N.A.P.	(8,9)
% DES CHARGES SUR L'ENSEMBLE DU RÉSEAU	41,3	13,1	8,3	5,9	5,6	2,8	4,9	3,0	2,3	4,8	4,2	1,8	0,6	N.A.P.	100,0

Les produits et les charges du fonds de fonctionnement de l'Université du Québec se situaient légèrement au-dessus du demi-milliard de dollars en 1997-1998, avec une insuffisance des produits reliée aux opérations courantes de 7 019 000 \$. En considérant les charges exceptionnelles de 17 632 000 \$, l'insuffisance des produits de l'exercice est portée à 24 651 000 \$. L'ensemble des produits de ce fonds est en diminution depuis trois ans. Cette baisse est principalement attribuable à la réduction de la subvention de fonctionnement du ministère de l'Éducation. Les dépenses, quant à elles, tentent de s'ajuster en conséquence (figure 17). Le solde de fonds consolidé au 31 mai 1998 est déficitaire d'un montant de 44 717 000 \$, soit 8,9 % du niveau des produits. Ce solde inclut des charges exceptionnelles en allocations de départ pour un montant de 29 123 000 \$.

Figure 17 Évolution des produits et des charges du fonds de fonctionnement en 000 \$



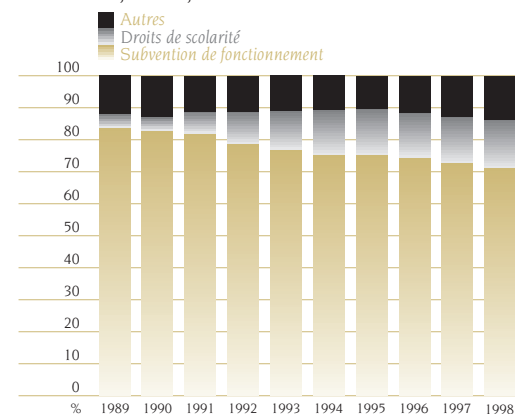
RÉPARTITION EN % DES PRODUITS DU FONDS DE FONCTIONNEMENT

Selon la source

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQAH	UQAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	68,9	69,5	70,7	77,2	66,7	79,4	84,6	72,0	69,9	70,8	71,1	71,4
DROITS DE SCOLARITÉ	19,0	18,6	16,1	14,6	18,8	12,0	1,6	0,6	10,1	19,9	14,1	15,8
AUTRES (3)	12,1	11,9	13,2	8,2	14,5	8,6	13,8	27,4	19,9	9,3	14,8	12,8

La subvention de fonctionnement allouée par le ministère de l'Éducation est la principale source des produits du fonds de fonctionnement. L'importance relative de cette source de fonds continue de diminuer en 1997-1998. Elle représentait 84,5 % des produits totaux en 1988-1989 et n'atteint plus que 71,4 % cette année. L'importance relative des droits de scolarité, quant à elle, est passée de 5,6 % à 15,8 % en 10 ans (figure 18). Parmi les autres produits, notons la croissance, pour la quatrième année consécutive, des entreprises auxiliaires qui augmentent de 6,6 % en 1997-1998 pour atteindre 12 011 000 \$.

Figure 18 Évolution de la répartition des produits du fonds de fonctionnement selon la source



RÉPARTITION EN % DES CHARGES DU FONDS DE FONCTIONNEMENT

Selon la fonction (excluant les loyers, les frais financiers et les mauvaises créances)

	UOAM	UOTR	UOAC	UOAR	UOAH	UOAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUO	TOTAL
ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	62,9	68,6	69,1	67,4	64,5	65,7	69,8	59,6	66,1	64,9	69,3	63,2
SOUTIEN (4)	30,2	25,3	26,3	29,7	30,0	30,6	27,9	40,4	32,2	29,8	28,4	30,8
AUTRES (5)	6,9	6,0	4,5	2,9	5,5	3,7	2,4		1,7	5,3	2,3	6,0
CHARGES PAR EETP (6)	8 954	9 462	10 609	12 216	10 206	13 767	N.A.P.	N.A.P.	N.A.P.	11 203	8 453	10 063

L'Université du Québec consacre 63,2 % de ses dépenses de fonctionnement à l'enseignement, à la recherche et aux services à la collectivité (figure 19). En 1997-1998, la plupart des coûts diminuent, quoique l'on note une légère hausse des charges des services à la collectivité, des services aux étudiants et des entreprises auxiliaires.

FONDS AVEC RESTRICTION EN 000 \$ AU 31 MAI 1998

	UOAM	UOTR	UOAC	UOAR	UOAH	UOAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUO	UO	TOTAL
CHARGES (7)	29 020	10 239	7 199	3 565	1 139	5 240	23 385	4 994	2 687	2 857	3 207	34	93 566
% UTILISÉ POUR L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE	86,1	92,3	87,6	95,5	100,0	47,2	91,3	100,0	30,5	71,6	88,9	N.A.P.	85,3

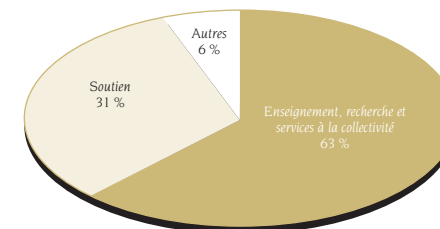
Au fonds avec restriction, 85,3 % des charges sont affectées à la réalisation de projets de recherche. Cette somme de 79 834 000 \$ représente un montant moyen de 38 548 \$ par professeur.

FONDS DES IMMOBILISATIONS EN 000 \$ AU 31 MAI 1998

	UOAM	UOTR	UOAC	UOAR	UOAH	UOAT	INRS	IAF	ENAP	ETS	TELUO	UO	TOTAL
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS (8)	64 332	6 618	15 698	2 982	2 362	8 384	4 387	1 937	6 901	6 959	3 346	2 040	125 946
ACTIFS EN IMMOBILISATION AU 31 MAI	472 793	85 383	61 069	43 723	56 195	31 924	50 959	40 161	10 994	65 078	4 462	21 059	943 800

En 1997-1998, les acquisitions d'immobilisations de 125 946 000 \$ représentent 43,8 % de l'ensemble des déboursés effectués au fonds des immobilisations. Cette somme a été versée pour la réalisation de projets de construction et pour le réaménagement d'édifices (63,4 %), pour l'achat de mobilier, d'appareils et d'équipement (30,8 %) et pour l'acquisition de volumes et de collections (5,8 %).

Figure 19 Répartition des charges du fonds de fonctionnement selon la fonction (excluant les loyers, les frais financiers et les mauvaises créances)



- (1) Source : États financiers de l'Université du Québec et de ses établissements 1997-1998 : États synoptiques. Afin de se conformer aux normes comptables de l'Institut canadien des comptables agréés, des modifications ont dû être apportées à la terminologie utilisée. Les écarts entre établissements doivent être interprétés à la lumière de la spécificité de chacun. Les calculs pour l'ensemble de l'Université du Québec incluent toujours les données du Siège social, du Centre des services communs et des programmes réseau. Les commentaires ont été tirés en partie du Rapport du Vice-président à l'administration.
- (2) Comprend le fonds de développement technologique (SIGIRD), la contribution à la CREPUQ, les Presses de l'Université du Québec et autres projets spéciaux.
- (3) Comprend les placements et dotations, les entreprises auxiliaires, les autres revenus, les recouvrements de coûts indirects et les autres subventions.
- (4) Comprend les bibliothèques, l'audio-visuel, l'informatique, l'administration excluant les frais financiers et les mauvaises créances, ainsi que les terrains et bâtiments excluant les loyers.
- (5) Comprend principalement les services aux étudiants, les entreprises auxiliaires et les charges inhérentes au redressement des bases.
- (6) Excluant les loyers ainsi que les frais financiers et les mauvaises créances.
- (7) Excluant les postes exceptionnels.
- (8) Incluant tous les biens : terrains et bâtiments, mobiliers, volumes de bibliothèque, etc. Excluant les intérêts sur emprunt bancaire. N.A.P.: Ne s'applique pas.

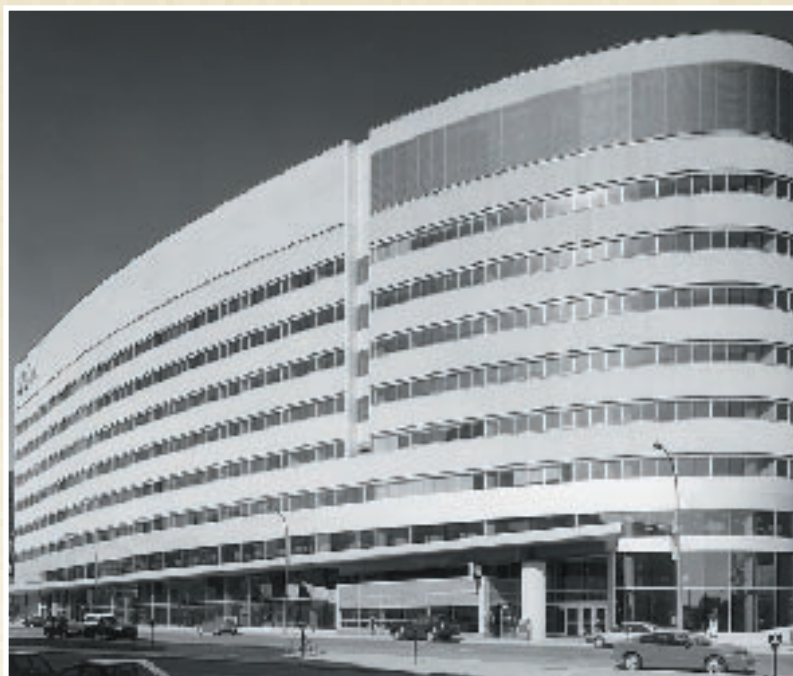
UQAM

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

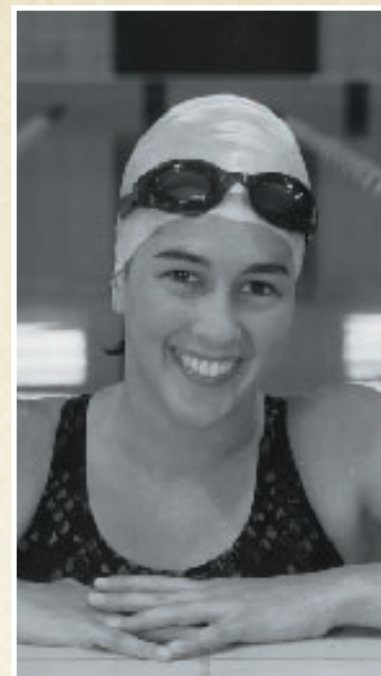
Il est nécessaire de nous rappeler que l'objectif du changement est toujours le même depuis le début de ce processus : mieux former nos étudiants et en conduire un nombre toujours croissant à la réussite.



Les bornes interactives, installées dans des lieux stratégiques du campus, sont l'une des nombreuses technologies de l'information que l'UQAM met à la disposition de ses étudiants.



Officiellement inauguré en février 1998, le pavillon Président-Kennedy est un jalon important du Complexe des sciences.



Avec son centre sportif équipé d'une piscine semi-olympique, l'UQAM contribue au bien-être de ses étudiants et de ses employés.

PHOTOS : INFORMATION EXTERNE, UQAM

Malgré la conjoncture économique et les compressions, l'Université du Québec à Montréal a connu une année enrichissante. Plusieurs recommandations du *Rapport du Comité du changement*, issu d'une vaste consultation et de la réflexion de tous les membres de la communauté universitaire, ont été implantées. Améliorer la qualité de la formation et la réussite aux études demeure l'objectif premier du processus de changement. La réforme de l'Université est bien enclenchée et se poursuivra au cours des prochains mois. Comme l'attestent les réalisations de l'année, l'UQAM met en œuvre des solutions nouvelles, qui dépassent les moyens à court terme et mobilisent activement sa communauté. Elle peut ainsi poursuivre son développement, continuer à innover et assurer son avenir.

LA FORMATION

L'UQAM offre 196 programmes et dessert une clientèle de plus de 37 000 étudiants. Réputée pour sa capacité d'adaptation et pour son esprit novateur, elle a toujours su répondre aux besoins de formation en révisant ses programmes et en en créant de nouveaux. Cette année, s'est ajouté un doctorat en histoire de l'art, conjointement avec l'Université Concordia et l'Université Laval. Trois programmes de deuxième cycle ont aussi été développés et sont offerts en collaboration avec d'autres universités : la maîtrise en génie logiciel avec l'École de technologie supérieure et l'Institut national de la recherche scientifique et deux diplômes d'études supérieures spécialisées, en gestion durable des ressources forestières avec l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, et en technologie de l'information. Celui-ci est offert par l'École de technologie de l'information, une école virtuelle née de la collaboration de quatre établissements de l'Université du Québec : l'ETS, l'INRS, la Télé-université et l'UQAM. Toujours au deuxième cycle, se sont ajoutés six programmes courts, dont trois sont issus du plan de relance des études de cycles supérieurs en kinanthropologie ; les trois autres sont en pédagogie de l'enseignement supérieur, en éducation relative à l'environnement et en études sur la mort. La maîtrise en droit offre une nouvelle concentration en droit international.

Au premier cycle, on note l'ouverture d'un programme court en utilisation pédagogique des nouvelles technologies et du multimédia dans la salle de classe. L'École des langues offre maintenant des certificats en espagnol et en allemand, une concentration et un programme court en italien. De plus, une majeure en sciences du langage et une mineure en informatique ont également été créées.

Enfin, l'Université de Sherbrooke et l'UQAM ont conclu une entente de partenariat pour offrir, en Montérégie, en conjuguant leurs efforts et leurs ressources, une vaste gamme de services de formation hors campus.

L'encadrement des étudiants, comme condition de la réussite aux études, est une préoccupation constante de l'UQAM et elle y a consacré plusieurs travaux. *Pistes d'action pour l'encadrement des étudiants*, publié en mai 1998, préconise des solutions concrètes pour offrir un encadrement efficace.

LA RECHERCHE

Le financement de la recherche et de la création est resté élevé, se chiffrant à plus de 26 millions de dollars, dont 23,8 millions proviennent de sources externes.

Les fonds reçus du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) ont augmenté de 24 %, tandis que ceux en provenance du Fonds FCAR ont crû de 12 %, ce qui est remarquable dans le contexte de diminution des fonds disponibles pour la recherche. Le nombre de contrats de recherche est passé de 127 à 149, pour un montant de 6,6 millions de dollars.

Par des formules originales de partenariat, l'UQAM peut mieux remplir sa mission de développement et de diffusion de nouveaux savoirs auprès des étudiants, des groupes sociaux ou des entreprises. De plus, elle offre aux étudiants des occasions d'apprentissage interdisciplinaire. Dans cette perspective, elle œuvre aux projets d'Institut des nouveaux médias et d'Institut en génie biomoléculaire et a fondé la Chaire industrielle CRSNG-UQAT-UQAM en aménagement forestier durable.

LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ

L'UQAM a développé des mécanismes pour répondre aux besoins de formation et de recherche de clientèles particulières : les organismes sans but lucratif tels les syndicats, les groupes de femmes et les groupes populaires et communautaires, ainsi que les entreprises auxquelles sont offertes des activités de formation sur mesure.

La relation maître-étudiant est au cœur des préoccupations de l'UQAM. Daniel Maisonneuve, professeur au département des communications, est entourée par ses étudiants du baccalauréat en relations publiques.





L'une des deux salles équipées de micro-ordinateurs, offrant la possibilité d'explorer les logiciels les plus récents utilisés dans les bureaux privés et publics en urbanisme.

Parmi les nombreuses réalisations de l'année, mentionnons l'élaboration d'un outil de formation pour les intervenantes en économie sociale, réalisé dans le cadre du Protocole UQAM/Relais-femmes. Le Bureau de la formation sur mesure a, de son côté, offert 54 sessions, dont une École d'été en création et animation 3D à l'intention d'étudiants japonais.

LES RESSOURCES HUMAINES

En 1997-1998, le Service des relations professionnelles, conjointement avec celui des ressources humaines, s'est entendu avec les trois syndicats de l'UQAM sur des mesures d'économie. Avec les professeurs, des ententes particulières ont été conclues sur les congés sabbatiques et le statut des doyens de secteur ou de faculté. Avec les chargés de cours, on a convenu de mettre en place un projet-pilote modifiant les délais d'affichage. Finalement, avec les employés de soutien, des ententes sont intervenues pour mettre au point des règles à suivre lors de la restructuration d'une unité organisationnelle.

De plus, le Service des ressources humaines a élaboré un programme de soutien pédagogique destiné au personnel enseignant, développé des ateliers pour les gestionnaires portant sur le développement d'équipes de gestion et sur la gestion du changement et mis en place un programme d'accueil et d'intégration pour les nouveaux directeurs de département.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

Avec l'inauguration du pavillon Président-Kennedy, le plus important édifice de l'imposant Complexe des sciences, et celle du pavillon Sherbrooke, un bâtiment de style Beaux-Arts rénové selon les plans d'origine, l'UQAM confirme sa volonté de participer au développement des sciences pures et appliquées au Québec. Ces deux pavillons viennent s'ajouter à celui de Chimie et biochimie, inauguré en 1995.

La nouvelle bibliothèque des sciences est aussi une bibliothèque virtuelle. Grâce aux technologies de l'information, elle donne accès à de nombreuses sources d'information et permet le partage inter-institutionnel des ressources. À l'intérieur de ses murs, le Centre de formation Alphonse-Desjardins permet aux usagers de se familiariser avec les nouveaux outils.

En matière d'innovation technologique, les efforts ont porté sur l'élaboration d'un plan directeur. Deux salles multimédias, l'une en sciences de la gestion, l'autre en sciences humaines, ont été mises en place. Un réseau de bornes interactives a été développé conjointement avec Bell Canada et Nortel. Le réseau de 10 bornes permet de trouver l'emplacement de 10 000 locaux, d'utiliser des services universitaires interactifs (consulter son dossier universitaire, s'inscrire à des cours, consulter et imprimer un horaire de cours, rechercher un emploi) et donne accès à Internet et au courrier électronique.

Pour la troisième année consécutive, la situation financière est particulièrement difficile. Une nouvelle diminution importante des subventions gouvernementales, qui atteignent leur niveau de la fin des années 80, s'est traduite par une baisse de plus de 5,3 % des revenus. Des mesures de rationalisation importantes, tels les réductions salariales acceptées par l'ensemble du personnel et le congé de prime au Régime de retraite de l'Université du Québec, ont permis de réduire les dépenses de 7 %. Malgré tout, l'exercice financier se solde par un déficit d'opération de 2,2 millions (avant les charges exceptionnelles, notamment attribuables aux départs à la retraite), pour un déficit accumulé au 31 mai 1997 de 21,3 millions.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

En 1997-1998, la coopération internationale a maintenu un rythme vigoureux. Des projets se poursuivent en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et en Europe de l'Est, dans des secteurs tels l'environnement, la gestion, l'éducation et les communications. Ils prennent la forme de programmes d'études ou de programmes de mise à niveau, ou de formation sur mesure. Un exemple probant, parmi d'autres, est le programme de MBA pour cadres offert par l'UQAM au Maroc, en Équateur et à Saint-Domingue.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

À la suite des recommandations du *Rapport du Comité du changement*, quatre facultés ou secteurs ont été mis sur pied : l'École des sciences de la gestion, le Secteur des lettres et des communications, la Faculté des sciences et la Faculté des sciences humaines. Leur création transformera profondément les pratiques pédagogiques en impliquant plus directement les départements dans la gestion des programmes, en décentralisant les responsabilités et en intégrant les différents groupes de personnel ; une stratégie d'encadrement des étudiants a été élaborée et mise de l'avant ; des mesures ont été prises pour favoriser les rapprochements entre les modules et les départements ; la composition et le rôle de la Commission des études ont été modifiés ; de nouveaux outils pour soutenir une révision en profondeur de la programmation et une actualisation de la mission de l'UQAM ont été développés et, finalement, une stratégie renouvelée et active de recrutement a été mise en route.

Faisant suite à une recommandation du Rapport et de la Commission des études, la direction de l'Université a été remaniée, avec l'objectif d'établir un nouveau partage des responsabilités au sein de l'équipe, qui passe de cinq à quatre vice-recteurs.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'UQAM est résolument engagée sur la voie du changement. Elle doit cependant poursuivre sa réflexion encore plus en profondeur et concentrer ses efforts afin de développer les forces et les qualités qui font d'elle une université innovatrice, branchée sur les besoins de formation et de recherche de la société québécoise. Je suis convaincue que l'UQAM est en train de se donner les moyens pour mieux remplir sa mission fondamentale et pour relever les défis lancés par une société en profonde mutation, à l'aube de l'an 2000.



Paule Leduc,
rectrice

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DIRECTION

PAULE LEDUC, rectrice LOUISE DANDURAND, vice-rectrice à la planification stratégique et financière et secrétaire générale LYNN DRAPEAU, vice-rectrice à la formation et à la recherche ALAIN DUFOUR, vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires administratives JEAN-FRANÇOIS LÉONARD, vice-recteur au partenariat et aux affaires externes MICHEL ROBILLARD, vice-recteur aux services académiques et au développement technologique

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : PIERRE DUCROS, administrateur de sociétés

Membres : HUNG BUI-OUANG, vice-président Internationalisation et Développement international, Hydro-Ouébec International SYLVAIN CARON*, étudiant ENRICO CARONTINI, professeur LOUISE CHAMPOUX-PAILLÉ*, vice-présidente exécutive et directrice générale, Ordre des administrateurs agréés JEAN-GUY CORBEIL, chargé de cours LOUISE DANDURAND*, vice-rectrice à la planification stratégique et financière et secrétaire générale LYNN DRAPEAU*, vice-rectrice à la formation et à la recherche MICHÈLE DUBREUIL, notaire et conseiller juridique BERNARD ÉLIE*, professeur MARTINE ÉPOQUE, professeure LIONEL HURTUBISE, président du Conseil, Communications Ericsson inc. RÉGINALD LAVERTU*, directeur général, Collège de Rosemont, PAULE LEDUC*, rectrice JEAN-MARC LÉGER, président-directeur général, Le Groupe Léger & Léger

Secrétaire : DANIEL HÉBERT*, directeur, Secrétariat des instances

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente : PAULE LEDUC, rectrice

Membres : ROBERT V. ANDERSON, professeur HÉLÈNE BEAUCHAMP, professeure LUC BÉLANGER, étudiant LORRAINE BÉNIC, chargée de cours FRANCINE DENIZEAU, doyenne des études de cycles supérieurs et de la recherche LYNN DRAPEAU, vice-rectrice à la formation et à la recherche LOUISE DUSSAULT-LETOCHA, doyenne des études de premier cycle KARINE FARELL, étudiante CHRISTINE LAGACÉ, étudiante PIERRE LALONGÉ, chargé de cours SIMONE LANDRY, professeure YGAL LEIBU, registraire MARIETTE PELLETIER, étudiante MARCEL RAFIE, doyen intérimaire, Faculté des sciences humaines MARCEL SAMSON, professeur

Secrétaire : DANIEL HÉBERT, directeur, Secrétariat des instances

* Membre du Comité exécutif

UQTR

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

L'Université du Québec à Trois-Rivières a subi, en 1997-1998, une cure de jeunesse. Elle a en effet accueilli quelque 40 nouveaux professeurs, ce qui est susceptible de lui apporter un élan créateur exceptionnel au cours des prochaines années.



Résidences Michel-Sarrazin sur le campus de l'UQTR.



Laboratoire de chimie-biologie du Pavillon Pierre-Boucher.



Place de l'Université, reliant les pavillons Ringuet et Albert-Tessier.

PHOTOS : UQTR

Le 11 juin 1997, l'Université du Québec à Trois-Rivières signait une convention collective avec le Syndicat des professeurs et des professeures (SPPUQTR) qui permettait d'offrir aux intéressés des conditions de préretraite avantageuses. Cinquante-cinq employés, dont quarante-quatre professeurs, se sont prévalus de cette offre pour quitter leur emploi et permettre ainsi à l'Université de diminuer sensiblement sa masse salariale. Il s'agissait du deuxième programme de ce type, le premier ayant été adopté par quarante-trois employés au cours de l'année précédente. Pour faire face à ses obligations, l'Université a ensuite autorisé une quarantaine de concours visant à renouveler ses équipes de professeurs. Il faut reconnaître que, dans un contexte difficile, elle posait là un geste courageux, démontrant sa confiance en l'avenir, dont elle espère tirer avantage au cours des prochaines années.

LA FORMATION

L'année 1997-1998 a donné lieu à des défis pressants, en raison du lancement des travaux de la Commission des universités sur les programmes (CUP). Les délégués de l'Université aux diverses sous-commissions ont soutenu avec conviction ses positions stratégiques dans les secteurs de la musique, de la théologie, des communications et du génie. Il reste à tirer les conclusions des recommandations adressées plus spécifiquement à l'UQTR dans le dossier de l'enseignement musical en Mauricie. La décision, rendue par la ministre de l'Éducation le printemps dernier, autorisant le démarrage du baccalauréat en sciences sociales, constitue un bel acquis pour l'Université. De même, la démarche menée conjointement avec l'Université de Sherbrooke pour offrir le programme de doctorat en administration a été couronnée de succès et son lancement a eu lieu au printemps par vidéoconférence.

Trois percées importantes ont été réalisées dans le secteur de la santé : la conclusion d'un protocole avec l'Université McMaster pour présenter une proposition à la suite de l'invitation lancée aux universités, laquelle devrait conduire à l'implantation d'un baccalauréat en pratique sage-femme ; la signature d'un protocole avec le Collège de podiatrie de New York pour la création d'un doctorat en médecine podiatrique ; et la conclusion d'une entente avec cinq cégeps de la région, pour offrir, en continuité, les programmes collégiaux en sciences infirmières et leur complément au niveau du baccalauréat. Il est trop tôt pour en déduire que toutes ces initiatives seront couronnées de succès, mais on peut d'ores et déjà faire valoir qu'elles représentent des pas concrets dans le but de renforcer la présence de l'UQTR en santé, tel que le prévoit sa planification institutionnelle.

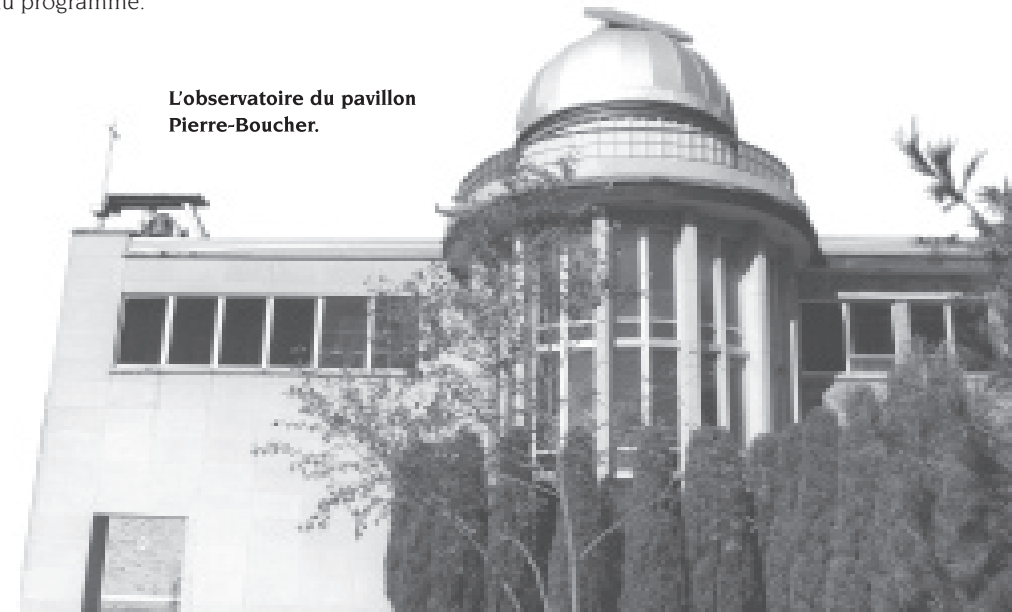
La dernière année a aussi été marquée par une progression notable de l'usage des nouvelles technologies de l'information et des communications. Un plan ambitieux a été adopté et mis en œuvre, lequel a permis la réalisation de plusieurs projets, dont l'organisation de sessions de formation pédagogique pour les professeurs et les chargés de cours, l'ouverture d'un programme de subventions, connu sous le nom de "Fonds d'enseignement médiatisé", et la conception du site web de l'Université, où l'architecture a été entièrement redéfinie.

Le vice-rectorat a aussi pris des dispositions pour redistribuer des responsabilités au sein de deux nouveaux services, soit la Direction des partenariats, responsable de la recherche contractuelle, du recrutement et des services à la collectivité et la Direction de la coopération internationale, responsable des projets de recherche et de développement internationaux. Deux concours seront tenus pour recruter les cadres susceptibles d'accélérer la poursuite de ces priorités.

LA RECHERCHE

La mise en place du Fonds découlant du *Plan d'actions stratégiques de la recherche* est venue donner aux diverses unités académiques de l'Université une série de moyens décentralisés pour soutenir l'activité scientifique des professeurs et accroître la compétitivité de l'Université en regard de ses créneaux prioritaires de recherche. Cette politique semble avoir porté fruit, puisque les subventions confirmées au cours de l'année ont dépassé les neuf millions de dollars. Pour améliorer encore sa performance, l'UQTR a soutenu cinq propositions, qui ont été adressées à la Fondation canadienne de l'innovation (FCI). Elle attend avec confiance les décisions prises conjointement par le Québec et les responsables du programme.

**L'observatoire du pavillon
Pierre-Boucher.**





Le programme de doctorat de 1^{er} cycle en chiropratique, une formation fort prisée par les étudiants.

LES RESSOURCES HUMAINES

Pour être en mesure d'absorber les diminutions de revenus découlant des compressions budgétaires et de la perte de clientèles étudiantes, l'Université a demandé à son personnel d'accepter des sacrifices salariaux s'échelonnant entre 1 % et 3 % du traitement. À cette fin, elle a conclu des ententes avec chacun des groupes d'employés. C'est à ce prix qu'elle a pu maintenir son objectif de redressement à moyen terme de sa situation financière. Pour mieux garantir la qualité des rapports humains à l'Université, le Conseil d'administration a entériné les termes d'une nouvelle *Politique sur le harcèlement sexuel*. Mises en vigueur dès leur promulgation, ces nouvelles règles faciliteront les recours si les circonstances venaient à l'exiger.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'Université termine son exercice financier en déclarant un déficit accumulé de 6 908 078 \$. Cette somme inclut la dette reliée aux indemnités de départ à la retraite, découlant des programmes mis sur pied depuis deux ans. Sans considérer ces dépenses exceptionnelles, le déficit annuel de fonctionnement s'élève à 774 831 \$, ce qui, dans la conjoncture actuelle, représente un résultat comparativement défendable à celui des autres universités québécoises. Il est clair, cependant, qu'un vigoureux coup de barre doit encore être donné pour redresser la tendance à l'endettement ; cet effort devra nécessairement être accompagné d'une aide gouvernementale.

Malgré une situation financière difficile, l'UQTR a tout de même reçu le feu vert pour agrandir et rénover les pavillons Albert-Tessier, Benjamin-Sulte et Michel-Sarrazin. Les travaux, débutés en fin d'année universitaire, devraient être complétés au cours de la prochaine année.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

La diversification des activités à caractère international a permis une présence plus marquée de l'UQTR à l'étranger en réaffirmant, dans un cadre mieux adapté, sa volonté de maintenir un partenariat avec les pays industrialisés et en développement.

Dans le cadre de la coopération scientifique, l'UQTR a autorisé le recrutement d'une cohorte d'étudiants en Guinée pour son programme de diplôme en administration offert à Conakri. De même, elle offre dorénavant la maîtrise en sciences des pâtes et papiers au Venezuela. Soulignons que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) s'est montrée hautement satisfaite des réalisations du projet sur la dengue hémorragique au Viêt Nam, lequel a été complété en janvier 1998 après un parcours de cinq ans.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

Le Centre universitaire des Appalaches a été incorporé officiellement le 11 septembre 1997, accentuant la force de cette structure en Beauce. On sait que l'UQTR intervient en partenariat avec l'Université Laval pour développer l'enseignement universitaire dans cette région. Il y a donc lieu de se réjouir du nouveau départ que l'événement augure. De même, l'UQTR a octroyé le nom d'Institut de recherche sur les PME au regroupement de chercheurs œuvrant dans ce domaine depuis plus de 25 ans. Cela permet de consolider le Groupe de recherche en économie et en gestion des PME et la Chaire Bombardier en gestion du changement technologique. L'objectif de l'Institut est de soutenir la recherche fondamentale et appliquée sur le phénomène de l'entrepreneurship dans les petites et moyennes entreprises.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Nul ne saurait prévoir avec certitude dans quel état les compressions budgétaires sévères, exercées par le gouvernement du Québec sur le budget de l'enseignement supérieur, laisseront les universités. Il est certain, cependant, qu'on assiste présentement à un affaiblissement de leur capacité d'intervention en enseignement et en recherche. À travers ces vicissitudes, l'UQTR a cherché à se tracer une route originale. Elle a administré des programmes de préretraite avantageux, qui lui ont permis de réduire le nombre



CLAUDE DEMERS, UOITR

Les pavillons Albert-Tessier et Ringuet, vus de la rue de l'Université.

de ses employés et de rationaliser rigoureusement ses dépenses de gestion et d'entretien des bâtiments et terrains. À ce chapitre, elle continue de se situer avantageusement tout au bas de la moyenne québécoise des établissements universitaires. Tel que nous l'avons souligné, elle a aussi procédé au rajeunissement de son corps professoral, tout en prenant des mesures pour contrôler ses dépenses. Elle estime que ces moyens contribueront à la positionner favorablement dans la joute que livrent les universités québécoises pour demeurer les institutions de haut calibre qu'elles sont devenues au fil des ans. Cela dit, l'Université du Québec à Trois-Rivières entend bien demeurer au nombre de ces établissements qui assurent avec brio la formation et l'essor économique et culturel des Québécois.

*Jacques A. Plamondon,
recteur*



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

DIRECTION

JACQUES A. PLAMONDON, recteur CLAIRES V. DE LA DURANTAYE, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche CLÉO MARCHAND, vice-recteur à l'administration et aux finances FRANÇOIS HÉROUX, vice-recteur et secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : NORMAN G. PRESCOTT, directeur général, Cédic

Membres : JACQUES BÉGIN*, vice-président et directeur général, COGECO Câble inc. JEAN CERMAKIAN*, professeur CLAIRES V. DE LA DURANTAYE*, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche LISE DESSUREAULT, étudiante GUY FORGUES, directeur général, Cégep de Trois-Rivières JEAN-PIERRE GAUDETTE, ingénieur de projets, Kruger MURIELLE GAUTHIER BROCHU*, commissaire, Commission scolaire La Rivéraine LOUISE PARADIS, doyenne des études de premier cycle LOUISETTE LORD-BOLDUC*, adjointe administrative, Centre visuel La Tuque DANIEL MCMAHON, professeur JACQUES A. PLAMONDON*, recteur ALAIN RIVARD*, étudiant DENIS TREMBLAY, professeur RAYMOND VAILLANCOURT, chargé de cours

Secrétaire : FRANÇOIS HÉROUX*, vice-recteur et secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : JACQUES A. PLAMONDON, recteur

Membres : ALAIN MAIR, doyen des études avancées et de la recherche MANON BEAUMIER, directrice du département des sciences de la gestion et de l'économie CLAIRES V. DE LA DURANTAYE, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche SOPHIE DUCHARME, étudiante DANIELLE DUCHESNE, chargée de cours DARYO DUFOUR, étudiant JEAN-LUC DUFOUR, chargé de cours ISABELLE GIRARD, étudiante GBAMELE KONAN, étudiant BERNARD LARUE, professeur LOUISE PARADIS, doyenne des études de premier cycle MIRJANA RAJIC, directrice du département des sciences de la santé SERGE ROUETTE, étudiant GUILDO ROUSSEAU, professeur MICHEL VOLLE, directeur du Comité d'études avancées (Psychologie) HARRY WHITE, professeur VACANT, étudiant

Secrétaire : FRANÇOIS HÉROUX, vice-recteur et secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

UQAC

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

Dotée d'un campus rajeuni, résolument tournée vers l'avenir, l'Université du Québec à Chicoutimi compte relever avec dynamisme les défis liés à sa mission. Et c'est avec un intérêt renouvelé qu'elle entend accompagner ses étudiants aux portes de l'an 2000.



Les étudiants Florian Dubé, Simon Nicole et Martin Audy, du programme d'activité physique (option plein air), au cours d'une expédition de randonnée pédestre aux monts Torngat, dans le Grand Nord Québécois, à la frontière du Labrador.



Vue du pavillon des humanités, situé entre le pavillon sportif et le pavillon principal, sur le boulevard de l'Université, à Chicoutimi.

PHOTOS : UQAC

En cours d'année, le campus de l'Université du Québec à Chicoutimi a subi une cure de rajeunissement importante, à la mesure des exigences du prochain siècle. La communauté universitaire s'est regroupée autour du Pavillon principal et seuls quelques irréductibles créateurs demeurent au pavillon Sagamie, le tout premier pavillon de l'UQAC. Les derniers travaux, qui devraient débiter à l'automne 1998, leur permettront de rejoindre leurs collègues dans un campus intégré, offrant des infrastructures modernes, et doté de résidences étudiantes.

LA FORMATION

Grâce à ses professeurs et à ses chargés de cours, ainsi qu'à l'appui de la communauté universitaire, l'UQAC a offert sur le campus et dans ses quatre centres hors campus 120 programmes répartis sur trois cycles d'enseignement. À l'automne 1997, sa clientèle était de 6 285 étudiants, dont 46 % à temps complet. Plus de 5 500 étudiants fréquentaient ses 90 programmes de 1^{er} cycle, tandis que 744 étudiants étaient inscrits aux 30 programmes d'études aux cycles supérieurs.

Les réflexions en cours sur nos façons d'être et de faire en matière de formation ont conduit, notamment, à des essais au chapitre de l'organisation des programmes d'une même discipline. Des améliorations ont aussi été apportées aux procédures d'admission, au soutien pédagogique, à l'accessibilité de l'information par le biais de l'Internet et à l'implantation des nouvelles technologies.

À l'École de langue française et de culture québécoise, l'année a été marquée par le développement du partenariat avec des institutions américaines et la promotion du français dans les affaires en Amérique du Nord. Le Centre d'études amérindiennes a, pour sa part, organisé avec ses partenaires un camp scientifique pour des élèves algonquins, attikameks, inuits et montagnais.

LA RECHERCHE

L'expertise originale et pertinente des équipes de l'UQAC a encore été reconnue. Ainsi, dans le domaine très actuel du givrage atmosphérique des structures, une Chaire industrielle CRSNG/Hydro-Québec/UQAC a été créée. Dans le domaine littéraire, la revue *Protée* a obtenu un financement du Fonds FCAR pour les trois prochaines années. En recherche forestière, le gouvernement fédéral a annoncé sa participation financière, pour une seconde période de cinq ans, aux activités du Consortium de recherche sur la forêt boréale commerciale. Toujours dans le domaine de la foresterie, la responsabilité du Centre multirégional de recherche en foresterie a été confiée à l'UQAC.

Les étudiants et les professeurs du Centre d'études sur les ressources minérales ont participé à l'organisation de deux colloques : le premier sur les différents aspects



Denise Lavoie, étudiante à la maîtrise en arts plastiques à l'UQAC (en haut, à gauche), et Sylvie Paré, étudiante à l'Université de Montréal (en bas, à gauche), ont mérité conjointement le premier prix du concours international Human Village. Apparaissent également sur la photo : Élisabeth Kaine, responsable du projet et professeur en design à l'UQAC (à droite), et Raymonde Haché, professeur de la classe (en haut, au centre).

scientifiques des catastrophes naturelles de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean et d'ailleurs dans le monde, le deuxième sur la prospection régionale. En outre, l'une des équipes de ce Centre a mérité "Le Marteau d'or". Ce prix récompensait la meilleure exposition au 18^e Séminaire d'information géologique.

Au chapitre des reconnaissances institutionnelles, l'UQAC a créé le Laboratoire international de matériaux antigivres (LIMA) et le Laboratoire d'expertise et de recherche en technologies primitives.

LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ

L'UQAC est très engagée dans différents partenariats afin de rendre disponible son expertise et d'adapter ses activités aux besoins des collectivités. Nous pensons, notamment, au Consortium de recherche en études amérindiennes, au Consortium régional de recherche en éducation et au Consortium de formation Alcan pour la nouvelle aluminerie d'Alma.

L'Université a également mis sur pied, en collaboration avec le gouvernement du Canada, la Fondation de l'entrepreneurship et la Fondation de l'UQAC, le Centre d'entrepreneuriat et d'essaimage chargé de promouvoir et de soutenir la création d'entreprises auprès de la communauté universitaire et des régions qu'elle dessert.

Dans le domaine des ressources naturelles et du récréo-tourisme, une entente novatrice a été ratifiée avec différents partenaires de la ville de Saint-Félicien pour la réalisation de projets nécessitant la concertation et le savoir-faire de chacun dans les domaines de la formation, de la recherche et du transfert technologique.

La crise du verglas, qui a secoué le Québec en début d'année, a démontré la pertinence de la recherche effectuée à l'UQAC dans les domaines du givrage atmosphérique et des matériaux antigivres. Lors de ces événements, nos spécialistes des techniques de survie ont aussi été invités à donner quelques conseils.

LES RESSOURCES HUMAINES

À la suite des nombreux départs à la retraite, le grand défi des prochaines années en matière de ressources humaines sera d'assurer une relève de qualité.

Afin d'offrir un encadrement moderne à ses étudiants, l'UQAC a adopté un plan d'action visant l'accessibilité des outils multimédias et son appropriation par tout le personnel de la communauté universitaire.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'exercice financier 1997-1998 s'est soldé par un déficit d'environ 1,5 % au titre des opérations courantes, ce qui respecte intégralement les prévisions. La performance de l'UQAC à ce chapitre se compare avantageusement à celle des autres établissements québécois et est attribuable à l'engagement de tous les membres de la communauté universitaire.

L'année 1997-1998 fut aussi marquée par l'adoption du premier plan général d'aménagement forestier de la forêt d'enseignement et de recherche Simoncouche. L'UQAC et le Cégep de Chicoutimi sont partenaires dans ce dossier.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Plusieurs projets de collaboration sont actuellement en cours et d'autres sont en préparation au chapitre de l'enseignement et de la recherche. Notons, particulièrement, la participation de l'UQAC à la mise en place de structures favorisant la collaboration et les échanges entre la région de Magellan (sud du Chili) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

En plus de bonifier ses infrastructures, l'UQAC a également débuté sa première campagne de financement. Carroll L'Italien, président de la Société d'électrolyse et de chimie aluminium Alcan, a accepté d'agir à titre de président de cette campagne axée sur l'étudiant. L'objectif de huit millions de dollars permettra à l'UQAC d'investir



Collation des grades à Sept-Îles, en juin 1998.

pour favoriser l'accès de ses étudiants aux diplômes universitaires, soutenir leur apprentissage et appuyer l'innovation dans le milieu qui leur est offert. Ghislain Bourque, professeur au département des arts et lettres, a accepté la présidence de la campagne pour la communauté universitaire.

Étape importante dans la vie universitaire, la Fondation de l'UQAC a célébré cette année son 25^e anniversaire à l'occasion de son 1 000^e déjeuner hebdomadaire. Depuis sa création, la Fondation a consacré 11 millions de dollars en subventions à la recherche et à différents projets de développement, permettant ainsi aux chercheurs d'obtenir près de 120 millions de dollars d'autres sources.

En 1997-1998, l'UQAC a de plus décerné cinq médailles à des membres des collectivités qu'elle dessert, dans le but de souligner l'apport exceptionnel de ces personnes dans leur domaine d'activité.

Les étudiants de l'UQAC ont réalisé d'excellentes performances. À titre d'exemples, soulignons celle de trois étudiants au baccalauréat en administration des affaires, Isabelle Deschênes, Patrice Lemay et Pascal Poulin, qui ont remporté le premier prix dans l'épreuve de débat pour le cas "Gestion des ressources humaines", lors des Jeux du commerce, et celle de Denise Lavoie, étudiante à la maîtrise en arts plastiques, qui a mérité le premier prix du concours international *Human Village*, lors du colloque de l'*International Congress of Societies of Industrial Design*.

Les universitaires du 3^e âge ont, pour leur part, organisé un colloque soulignant leur 10^e anniversaire. Rappelons que l'UQAC a été la première institution à décerner des certificats et à mettre en place des programmes destinés à cette clientèle.

Une démarche originale d'expérimentation et de dépassement des conventions disciplinaires et artistiques d'un professeur de l'UQAC a conduit au couronnement du "roi de l'Anse". Un des objectifs de cette démarche était de relancer le développement social et économique de la collectivité de L'Anse-Saint-Jean.

Résultat des démarches et des réflexions du professeur en arts visuels Alex Magrini, et de la participation d'organismes et de personnes de divers milieux, la Fondation Le Silence des armes a entrepris une collecte d'armes à feu auprès de la population canadienne. Ce projet de recherche sur le désarmement domestique par l'art a permis à l'artiste de réaliser des sculptures avec des fragments d'armes. La Fondation consacre ses efforts à la prévention et vise à limiter l'accès aux armes à feu.

À la suite de l'annonce de la construction d'une nouvelle aluminerie dans la région, Alcan, le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium (CORDA) et l'UQAC ont convenu de réaliser une étude sur le suivi des impacts appliqués à l'aluminerie d'Alma. Les chercheurs et les étudiants de l'UQAC se retrouveront donc au cœur de ce projet de développement durable.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La communauté universitaire pourra profiter, dès l'an prochain, d'un campus unifié, dont les retombées devraient être importantes pour la vie universitaire. Par ailleurs, la campagne de financement, lancée en 1998, dote l'UQAC d'un outil nécessaire à son développement et à celui des collectivités qu'elle dessert.

Campus intégré, certes, mais aussi clientèle "branchée", car il est prévu de relier les salles de télé-enseignement des centres hors campus et du campus de Chicoutimi afin de donner accès à de nouvelles possibilités.

Même si les perspectives sont encourageantes pour l'UQAC, elle entend poursuivre ses démarches afin que la société continue d'investir suffisamment dans les universités situées en région, car elles représentent un élément essentiel au progrès de la collectivité.



Bernard Angers,
recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

DIRECTION

BERNARD ANGERS, recteur GUY COLLIN, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche NORMAN CÔTÉ, vice-recteur à l'administration et aux finances MARTIN CÔTÉ, secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : BERNARD ANGERS*, recteur

Membres : NICOLE BLUTEAU, vice-présidente FTO GASTON BOILY*, courtier, Assurances Belley & Truchon GERMAINE BOLDUC, chargée de cours GILLES A. BONNEAU*, professeur DOMINIQUE BOUCHARD*, directeur, Énergie électrique Québec (Sécal) DENIS BOURQUE, professeur GUY COLLIN*, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche NORMAN CÔTÉ*, vice-recteur à l'administration et aux finances ROGER DEMEULE, directeur général, Cégep de Chicoutimi DOMINIC GIRARD, étudiant PIERRE LACROIX*, étudiant ANDRÉ LEBLOND, professeur MARCEL MARTEL, maire de Jonquière LORRAINE ROBERTSON-MOAR, directrice des services éducatifs, Conseil des Montagnais NICOL TREMBLAY, avocat

Secrétaire : MARTIN CÔTÉ, secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : BERNARD ANGERS, recteur

Membres : MARTA ANADON, professeure GUY COLLIN, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche PATRICIA DÉRY, étudiante MUSTAPHA ÉLAYOUBI, chargé de cours RÉMI GOBEIL, étudiant DENIS LARRIVÉE, professeur STÉPHANE MCLAUGHLIN, étudiant JEAN-FRANÇOIS MOREAU, doyen des études de cycles supérieurs et de la recherche SERGIEH MOUSSALY, professeur PASQUALE PUCELLA, doyen des études de 1^{er} cycle LOUIS RICHER, professeur RACHEL SAUCIER, professeure MAXIME VERREAULT, étudiant

Secrétaire : MARTIN CÔTÉ, secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

UQAR

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

À l'Université du Québec à Rimouski, l'année 1997-1998 fut fertile en réalisations et en développement, ce qui lui a permis de consolider son statut de "grande Université de petite taille", au service d'un vaste territoire.



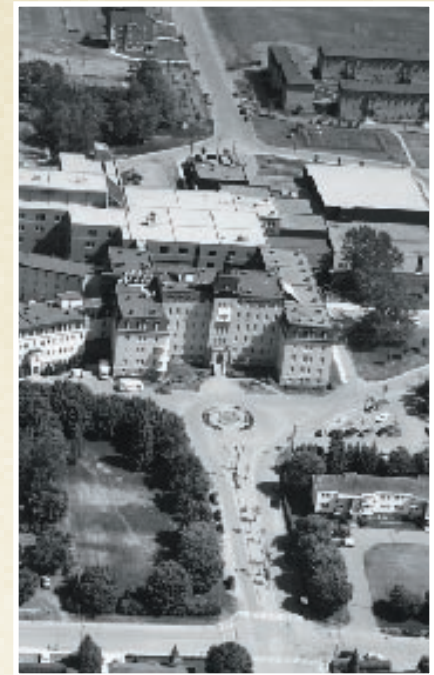
MARIO BELANGER, UQAR

Classe du campus de Lévis.



UQAR

L'astronaute Marc Garneau a été l'invité d'honneur de l'Expo-sciences régionale qui s'est tenue à l'UQAR.



JEAN-LUC THÉBERGE, UQAR

Le campus de l'UQAR.

Ensemble, nous avons travaillé à façonner notre milieu universitaire en ayant en tête que la réussite de nos étudiants demeure toujours notre raison d'être, notre plus grande fierté. En matière de formation, de recherche et de création, nous nous sommes donné l'obligation d'occuper notre place et c'est avec succès que le défi fut relevé.

LA FORMATION

À l'automne 1997, 4 176 étudiants se sont inscrits à l'UQAR, dont 42 % à temps complet. Plus de 3 600 d'entre eux étaient inscrits dans un programme de 1^{er} cycle alors que, pour la première fois de l'histoire de l'UQAR, l'effectif étudiant aux cycles supérieurs dépassait le cap des 500 inscrits, dont plus de 60 au 3^e cycle. Le campus de Rimouski comptait 2 570 inscrits, celui de Lévis 845, tandis que les bureaux régionaux de Rivière-du-Loup, Matane, Gaspé, Carleton et Baie-Comeau totalisaient quelque 760 étudiants. Dans l'ensemble, l'effectif a diminué de 5,5 % en 1997-1998. Nous avons cependant la conviction que les modifications apportées à notre programmation, de même que notre nouveau programme de bourses, influenceront positivement notre effectif, et ce, dès l'an prochain.

Consciente des nouveaux besoins exprimés par la population des régions qu'elle dessert, l'UQAR a modifié des programmes existants, en plus d'en intégrer de nouveaux. Ainsi, les étudiants à temps partiel, qui recherchent une formation plus spécialisée, ont pu s'inscrire à de nouveaux programmes courts de 1^{er} cycle en scénarisation, en utilisation des technologies de l'information, en soins infirmiers et périnatalité, ainsi qu'en exercice infirmier en cardiologie.

L'UQAR a obtenu les autorisations nécessaires pour offrir, dès septembre 1998, un nouveau programme de maîtrise en gestion des personnes en milieu de travail et un diplôme d'études supérieures en sciences comptables. Elle compte également offrir, par extension, le programme de baccalauréat en psychosociologie de la communication de l'Université du Québec à Montréal et le certificat en toxicomanie de l'Université de Sherbrooke.

L'Université a par ailleurs mis en place un programme structuré de développement à son campus de Lévis. À l'automne 1997, elle y a accueilli, pour la première fois à temps complet, des étudiants au certificat en nursing communautaire et, à l'hiver 1998, des étudiants au baccalauréat en enseignement en adaptation scolaire. Elle a aussi autorisé, pour l'automne 1998, le démarrage de cohortes à temps complet aux programmes de baccalauréat en éducation au préscolaire et en enseignement au primaire et de maîtrise en gestion de projet. Les étudiants de la toute première cohorte à s'inscrire au programme de baccalauréat en génie des systèmes électromécaniques ont obtenu leur diplôme en avril dernier.

Grâce à la collaboration de la Fondation de l'UQAR et à celle de tous les donateurs de la campagne annuelle de financement, 120 bourses d'excellence ont été remises à des étudiants inscrits aux programmes de baccalauréat, alors qu'une vingtaine d'autres ont profité à des étudiants inscrits aux cycles supérieurs.

L'UQAR a mis sur pied deux programmes DEC-Bac intégrés, l'un avec le Campus Notre-Dame-de-Foy, l'autre avec le Collège de Lévis. Ces programmes novateurs permettront aux étudiants de compléter concurremment un diplôme professionnel d'études collégiales et un baccalauréat en quatre années intensives de trois sessions chacune.

LA RECHERCHE

Les démarches en vue de la création de l'Institut québécois en sciences de la mer, rattaché à l'UQAR, se sont poursuivies tout au long de l'année. Cet Institut, qui devrait voir le jour en 1998-1999, regroupera les chercheurs de l'actuel département d'océanographie de l'UQAR et de l'INRS-Océanologie.

En ce qui concerne les subventions et commandites, les professeurs de l'UQAR, bien que moins nombreux, ont su conserver un montant comparable à celui atteint l'an dernier, soit environ 3,6 millions de dollars, qui soutiendra tant la recherche fondamentale et la formation de chercheurs que la recherche appliquée. Ces recherches ont des retombées directes dans le développement socioéconomique régional dans des domaines aussi variés que la haute technologie (télécommunication, énergie éolienne), l'agroalimentaire, l'aquiculture, la lutte contre l'analphabétisme et le décrochage scolaire. Les résultats de ces recherches ont été diffusés sous diverses formes. Ils auront permis, entre autres, la tenue de colloques en éthique, sur les pêches et l'aquiculture, ainsi que sur l'éducation à la citoyenneté.

Signalons la parution de nombreuses publications de l'équipe de professeurs en études littéraires, lesquels, par leurs recueils, romans, essais et par l'édition de la revue *Tangence*, ont assuré une visibilité toute particulière à l'Université.

**« Votre réussite...
Notre fierté ! »**

JEAN-LUC THÉBERGE/ UQAR



LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ

Les efforts de rapprochement de l'UQAR avec son milieu ont eu des retombées concrètes. Un protocole a ainsi été conclu avec la Corporation des services universitaires du secteur ouest de la Côte-Nord pour assurer aux gens de cette région des activités de formation et de recherche de qualité.

L'Université s'est par ailleurs dotée d'une politique des unités d'éducation continue, qui lui permettra de mieux répondre aux besoins en formation non créditée exprimés par le milieu.

Pour souligner l'Année internationale des océans, une exposition itinérante sur les océans a été lancée, en collaboration avec l'Institut maritime du Québec et l'Institut Maurice-Lamontagne.

L'intérêt que les entreprises régionales manifestent aux stagiaires de l'UQAR aura permis à chacun d'entre eux de profiter d'un stage en cours d'année. Ceux-ci, une fois diplômés, participent activement au développement de la région. Citons, à titre d'exemple, la création de deux nouvelles entreprises par des diplômés et stagiaires postdoctoraux de l'UQAR : Aqua-Biokem BSL inc., qui s'intéresse à la valorisation des résidus marins, et Audace Technologies inc., qui vient de se voir attribuer un contrat d'entretien des éoliennes de Cap-Chat.

LES RESSOURCES HUMAINES

Louis Gosselin a été nommé vice-recteur aux ressources humaines et à l'administration, ce qui complète l'équipe de direction.

Le rapport du Comité sur la réorganisation et la restructuration de l'UQAR a été déposé au Conseil d'administration en janvier 1998. Les champs de responsabilité des trois vice-recteurs ont été modifiés.

En mai 1998, la convention collective avec le personnel de soutien a été signée, après celle des chargés de cours et celle des professeurs, en juin 1997.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

En décembre 1997, le Comité du budget a présenté au Conseil d'administration un plan de redressement financier, dans le but de faire face aux difficiles compressions qui assaillent les universités.

À la bibliothèque, la participation au développement du système de gestion documentaire SV3 a été un dossier prioritaire.

Dans le domaine des technologies de l'information, trois dossiers ont retenu l'attention : l'implantation d'un réseau de télécommunications à Lévis, l'ouverture d'une salle de travail informatique pour appuyer la formation des maîtres et la multimédiatisation de plusieurs salles de cours.

Compte tenu de l'augmentation de sa population étudiante, il a fallu aussi prendre en considération la croissance des services à offrir au campus de Lévis, dans le domaine de l'informatique et de la bibliothèque.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Différents accords cadre ont été signés, notamment avec l'Université de Rennes, l'École nationale supérieure agronomique de Rennes et l'Université de Paris 13.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

Quelques résultats significatifs sont venus confirmer la justesse de nos interventions. Ainsi, l'UQAR possédait en 1996, parmi les établissements à vocation générale du réseau de l'Université du Québec, le plus haut taux d'obtention d'un diplôme (72 % au baccalauréat et 75 % à la maîtrise). De plus, parmi nos étudiants inscrits aux études de cycles supérieurs en 1996-1997 et qui ont fait une demande de bourse aux programmes du Fonds FCAR, 46 % (11 sur 24) l'ont obtenue, alors que la moyenne québécoise est de 34 %. Le taux de réussite aux examens des corporations comptables mérite également l'attention. L'UQAR s'est, en effet, classée dans le peloton de tête des universités québécoises à l'examen de l'Ordre des comptables

Les étudiantes Hélène Giard (baccalauréat en sciences comptables) et Véronique Gilain (maîtrise en gestion de projet) ont respectivement obtenu les médailles d'argent et d'or du gouverneur général pour la qualité de leur dossier universitaire. On les voit ici accompagnées de la députée de Rimouski, Suzanne Tremblay, et du recteur de l'UQAR, Pierre Couture.





Pascal Normand, de l'UQAR, s'est classé 2^e au Québec et 4^e au Canada à l'examen national de l'Ordre des comptables en management accrédités (CMA).

en management accrédités (CMA) avec un taux de réussite de 85 %, les moyennes québécoise et canadienne étant respectivement de 70 % et 61 %. Aux examens de l'Ordre des comptables généraux licenciés (CGA), l'UQAR a également obtenu le meilleur taux de réussite au Québec avec 75 %, la moyenne s'établissant à 64 %.

Le professeur de lettres Robert Dion a mérité une prestigieuse bourse Humboldt, qui lui a permis d'effectuer un séjour de recherche en Allemagne. La professeure Nicole Ouellet a reçu le prix du meilleur livre de l'Association professionnelle des infirmières et des infirmiers diplômés des études supérieures (ADIPES). L'étudiant Pascal Normand est arrivé 2^e au Québec et 4^e au Canada à l'examen national de l'Ordre des CMA. L'étudiante Nathalie Le François (océanographie) a mérité une Bourse Celanese, qui l'a menée en Irlande pour un stage en aquiculture. Lauréate d'un concours littéraire, l'étudiante en lettres Christine Otis a profité d'un séjour en Belgique. L'un de nos diplômés de Rivière-du-Loup, Pierre LeBel, a été nommé ingénieur municipal de l'année au Québec.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Grâce aux efforts soutenus de toute la communauté universitaire, l'augmentation de la population étudiante que nous escomptons pour la prochaine année nous encourage à envisager l'avenir avec optimisme.

À l'UQAR, la qualité de la vie étudiante et la formation des générations montantes sont au cœur des engagements quotidiens de tout le personnel. La nouvelle image institutionnelle de l'Université, qui met en valeur un groupe de vaillants étudiants, indique bien cette dynamique motivante pour chacun de nous : « *Votre réussite... Notre fierté !* »

Pierre Couture,
recteur



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

DIRECTION

PIERRE COUTURE, recteur MICHEL BOURASSA, vice-recteur à la planification et secrétaire général MICHEL RINGUET, vice-recteur à la formation et à la recherche JEAN-NIL THÉRIAL, vice-recteur à l'administration et aux ressources humaines (jusqu'au 31 août 1997)

MICHEL GUÉRETTE, responsable de la gestion provisoire du secteur administration et ressources humaines (du 1^{er} septembre au 14 décembre 1997) LOUIS GOSSELIN, vice-recteur aux ressources humaines et à l'administration (à compter du 15 décembre 1997)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : MARC DOUCET*, greffier, Ville de Rimouski

Membres : LOUISE BÉRUBÉ, chargée de cours AURÉLIEN BISSON, agent de développement culturel, Centre régional de services aux bibliothèques publiques JEAN-MARC CLICHE, directeur général, Cégep de Baie-Comeau PIERRE COUTURE*, recteur FRANCINE JULIEN, analyste réglementation, QuébecTel JEAN-HERTEL LEMIEUX*, étudiant CLAUDE LIVERNOCHE*, professeur JEAN-CLAUDE PARENTEAU, directeur général adjoint, Union des producteurs agricoles IRVIN PELLETIER, comptable agréé, groupe Malette Maheu RONALD PLANTE, professeur RACHEL RACINE*, étudiante MICHEL RINGUET*, vice-recteur à la formation et à la recherche MARCEL ROY*, directeur du Service des terrains, bâtiments et équipement FRANCE RUEST, professeure HUGUES ST-PIERRE*, vice-président administration, finance et trésorier, QuébecTel ANDRÉ THIBEAULT, étudiant

Secrétaire : MICHEL BOURASSA, vice-recteur à la planification et secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : PIERRE COUTURE, recteur

Membres : BENOÎT BEAUCAGE, professeur MARIE BEAULIEU, professeure JOHANNE BOISJOLY, professeure PAULINE CÔTÉ, professeure BERNARD DEMERS, doyen des études de premier cycle FRANCIS JOSSART, chargé de cours MICHEL KENNEDY, étudiant PASCALE LAPOINTE-MANSEAU, étudiante JEAN-HERTEL LEMIEUX, étudiant PIERRE LÉTOURNEAU, étudiant SOPHIE MAHEU, chargée de cours PAUL CHANEL MALENFANT, professeur ABDELLAH MARZOUK, professeur NADIA NADEAU, étudiant THÉRÈSE PAQUIN, professeure JOCELYNE PELLERIN, professeure MICHEL RINGUET, vice-recteur à la formation et à la recherche JEAN A. ROY, professeur JEANNE-MARIE RUGIRA, étudiante ALEXANDRE STRACHAN, professeur JEAN-YVES THÉRIAL, professeur

Secrétaire : MICHEL BOURASSA, vice-recteur à la planification et secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

UQAH

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À HULL

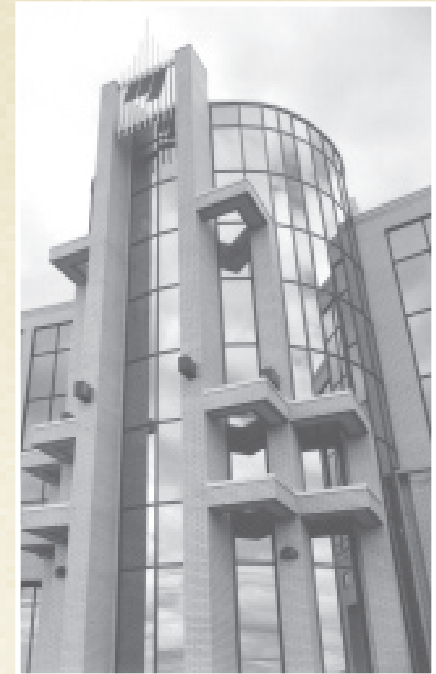
L'année 1997-1998 a été marquante pour l'Université du Québec à Hull alors que sa communauté universitaire a apporté une contribution constructive et dynamique à l'évolution de dossiers majeurs de développement.



Si le savoir s'acquiert en salle de cours, c'est surtout à la faveur d'échanges qu'il s'approfondit.



Signature d'une entente entre l'UQAH et l'Université Carleton sur l'échange d'étudiants à laquelle participaient Pierre Roberge et Francis R. Whyte, de l'UQAH, ainsi que Richard Van Loon et John Apsimon, de l'Université Carleton.



Fidèle à l'objectif qu'elles s'étaient fixé l'an dernier, l'UQAH a poursuivi l'enrichissement de sa programmation.

PHOTOS : UQAH

En cours d'année, l'Université du Québec à Hull a en effet mené à terme de nombreux projets, lesquels contribueront, entre autres, à élargir l'éventail de sa programmation. Par ailleurs, plusieurs professeurs ont vu leurs travaux de recherche reconnus et financés par les grands organismes subventionnaires.

LA FORMATION

L'Université a élaboré un plan d'actions prioritaires, assorti de quatre objectifs de développement, qui s'étendra sur la période 1998-2000.

Fidèle à l'objectif qu'elle s'était fixé l'an dernier, l'UQAH a poursuivi l'enrichissement de sa programmation. À cette fin, elle a développé, revitalisé ou modifié ses programmes, conclu des ententes d'extension et participé au développement et à l'implantation de programmes réseau. Au trimestre d'automne 1997, elle a ainsi procédé au lancement de deux nouveaux programmes : un programme court de 1^{er} cycle en didactique du français et un diplôme réseau d'études supérieures en sciences comptables. L'UQAH offre, de plus, une nouvelle concentration "bande dessinée" au baccalauréat en arts et en design. Des concentrations "communication" et "sociologie" sont également venues se greffer au baccalauréat en sciences sociales.

Depuis l'automne 1997, un profil avec mémoire est également disponible à la maîtrise en gestion de projet. L'UQAH compte aussi ajouter, dès l'automne 1998, une nouvelle concentration en andragogie à son programme de maîtrise en éducation.

L'Université a franchi les étapes nécessaires en vue d'offrir quatre nouveaux programmes : le baccalauréat en psychologie, le baccalauréat en génie informatique, le baccalauréat en traduction et rédaction, ainsi que le baccalauréat en enseignement des arts visuels. Elle a aussi approuvé la création d'un programme de diplôme d'études supérieures spécialisées exécutif CMA, de même qu'un programme court d'études supérieures en pratique privée en sciences infirmières. Ces programmes accueilleront leurs premiers étudiants à l'automne 1998. L'Université a par ailleurs adopté un projet de baccalauréat en enseignement des langues secondes et un projet de maîtrise réseau en sciences infirmières. Ces nouveaux programmes ne seront toutefois offerts qu'à l'automne 1999.

L'UQAH a mis à jour sa politique relative à l'évaluation et à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Elle s'applique à tous les cycles d'études. Elle a, de plus, élaboré un projet pilote intitulé "Programme de réussite à l'Université" qui a pour but d'inciter les étudiants à améliorer leur rendement scolaire, ce qui sera de nature à favoriser leur persévérance aux études. Ce programme débutera en septembre 1998.

En 1997-1998, la répartition de la population étudiante était la suivante : 2 005 étudiants à l'été 1997, 4 745 à l'automne 1997 et 4 215 à l'hiver 1998. Au trimes-

tre d'automne 1997, 47 % de l'effectif étudiant poursuivait des études de 1^{er} cycle à temps complet. Les personnes inscrites aux cycles supérieurs représentaient 10,6 % de la population étudiante, comparativement à 9,5 % en 1996.

L'Université a remis 1 133 diplômes durant l'année civile 1997. Au 1^{er} cycle, 657 étudiants ont reçu leur grade de bachelier, alors que 426 ont complété un certificat. Aux cycles supérieurs, 39 personnes ont obtenu le grade de maîtrise, tandis que 11 autres recevaient un diplôme d'études supérieures. L'UQAH a également décerné 16 attestations de programmes courts de 1^{er} cycle et 25 attestations de programmes courts d'études supérieures.

LA RECHERCHE

En 1997-1998, les subventions consacrées à la recherche ont été de 1 045 790 \$, dont un montant de 894 300 \$ provenait de sources externes. À cette somme, il faut ajouter les montants versés par le Conseil de recherches en sciences humaines dans le cadre des programmes d'aide aux petites universités et de subvention générale qui se chiffrent à 42 882 \$. Malgré une conjoncture financière difficile, l'Université a, pour sa part, maintenu le même financement que l'an dernier, soit 1 67 000 \$, par le biais de son Fonds institutionnel de recherche.

Le nombre de demandes de financement acheminées aux organismes subventionnaires a augmenté sensiblement. Le taux de succès à ces concours a été significativement supérieur à celui des années antérieures, se situant au niveau de la moyenne nationale. Il s'agit des résultats les plus prometteurs de l'histoire de l'Université.

L'année 1997-1998 a aussi été marquée par un effort accru en vue de favoriser le regroupement des membres du corps professoral. Cet effort s'est notamment concrétisé par le financement d'équipes de recherche.

LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ

L'Université, en réponse aux besoins exprimés par le milieu, a offert des activités de formation particulières et apporté son appui à la réalisation de certains projets.

En ce qui concerne la formation continue, plusieurs organismes du secteur public ont bénéficié de l'expertise de l'UQAH dans des domaines comme la formation de cadres, la transformation organisationnelle et la gestion du changement. D'autres activités ont porté sur la comptabilité financière, les troubles anxieux et l'aide à l'enfant ayant un déficit d'attention.

L'Université a mis sur pied un centre d'incubation, de soutien professionnel et de formation afin de favoriser le développement de l'entrepreneuriat étudiant.

Plusieurs projets réalisés avaient un caractère technologique. Signalons, à ce titre, le projet *Hiérapolis*, où l'UQAH a pris en charge le programme de formation. Elle a aussi soutenu le développement de cours médiatisés pour favoriser l'utilisation de l'Internet dans les domaines de la gestion municipale, de l'éducation et de la santé. Elle a de plus produit, sur le réseau Internet, un site sur l'interprétation du patrimoine de la ville de Hull et participé à la réalisation d'un autre site intitulé *Atlas de l'Outaouais*.

L'expertise en informatique de l'Université a été mise à contribution dans le cadre du projet de développement d'un prototype de système intégré d'aide à la décision dans le domaine de la géomatique. De plus, grâce à une entente conclue avec une entreprise privée, des étudiants participeront à un projet de conversion des systèmes informatiques à l'aube de l'an 2000.

LES RESSOURCES HUMAINES

En juin 1997, l'Université a signé deux nouvelles conventions collectives, l'une avec le Syndicat du groupe professionnel et l'autre avec le Syndicat du personnel de soutien.

À l'automne 1997, l'Université et le Syndicat des professeurs ont débuté leurs rencontres préparatoires en vue de la prochaine négociation. La convention collective du corps professoral est en effet échue depuis mai dernier.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'année 1997-1998 fut particulièrement exigeante au plan financier. Aussi, l'Université a été contrainte de déposer un budget de fonctionnement déficitaire. Elle a tout de même maintenu constantes ses préoccupations en matière de financement et de recherche de l'efficacité. L'UQAH a ainsi réussi à mobiliser des ressources importantes, dans tous ses secteurs d'activités, afin d'appuyer le développement de sa programmation.

Le Service de la bibliothèque a poursuivi la mise en place d'une bibliothèque virtuelle. Il a de plus préparé l'environnement pour la conversion des données en vue de l'implantation du système *Manitou*. Tout a été mis en œuvre afin de répondre adéquatement aux exigences des nouveaux programmes qui débiteront à l'automne 1998.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

En 1997-1998, une première cohorte d'étudiants a terminé, au Costa Rica, un programme de maîtrise en évaluation de programmes et de projets. L'Université a entamé des démarches en vue de former un deuxième groupe en septembre 1998.



Le 6 avril 1998, l'UQAH a rendu hommage à une dizaine de personnes de l'Outaouais pour leur contribution au développement du réseau éducatif régional. De gauche à droite, 1^{re} rangée : Huguette Proulx, Adèle Gourd, membre du Comité de sélection, Sylvain Simard, ministre responsable de l'Outaouais, Francis R. Whyte, recteur, et Andrée Beaumier ; 2^e rangée : Lorraine Savoie-Zajc, membre du Comité de sélection, Christiane Lalonde, Anne Boisvenu, Denis Dugal, Maurice Groulx et Jean-Denis Lalonde ; 3^e rangée : François Monière, Keith Henderson, Willie Allan et Albert Boulet, membre du Comité de sélection (absente : Marie-Reine Côté).

En collaboration avec l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), l'UQAH a développé un programme pilote d'enseignement du français langue seconde pour hispanophones, qui sera offert en juillet 1998.

De plus, certains projets, notamment avec l'Institut national d'économie du Bénin et l'Institut supérieur polytechnique Jose Antonio Echeverria de la Havane (Cuba), ont progressé de façon significative en cours d'année. L'Université a par ailleurs entrepris des discussions préliminaires dans le but de développer des projets avec une dizaine d'organismes, entre autres au Pérou et en Côte d'Ivoire.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

Lors de la cérémonie de collation des grades de l'automne 1997, l'Université a procédé à la première édition de ses Prix d'excellence. Ainsi, elle a reconnu de façon particulière l'excellence de deux membres de son corps professoral en remettant son Prix

d'excellence en enseignement à la professeure Louise Dumas, du département des sciences infirmières, et son Prix d'excellence annuel à la professeure Lucie Fréchette, du département de travail social.

Afin de témoigner concrètement sa reconnaissance à l'endroit de personnes qui, souvent, contribuent dans l'ombre au développement du réseau éducatif régional, l'UQAH a rendu hommage, en avril dernier, à une dizaine de personnes de l'Outaouais. Elle souhaitait, par ce geste, valoriser la mission éducative.

En cours d'année, l'UQAH a tenu une Journée de la recherche qui a porté sur l'éthique en recherche. Elle a de plus organisé, en mai dernier, en partenariat avec le Regroupement québécois du loisir municipal, un séminaire itinérant en France et en Belgique.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Au plan financier, les prochaines années s'annoncent laborieuses, compte tenu de la récurrence des compressions budgétaires passées et à venir. Toutefois, malgré un contexte qui lui imposera encore des contraintes exigeantes en 1998-1999, l'Université ne ménagera aucun effort pour répondre aux besoins de son milieu. En ce sens, elle portera une attention particulière à l'application de son nouveau *Plan d'actions prioritaires*, qui entrera en vigueur au début de la nouvelle année universitaire.

Francis R. Whyte,
recteur



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À HULL

DIRECTION

FRANCIS R. WHYTE, recteur PIERRE ROBERGE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche PAUL LEGRIS, vice-recteur à l'administration et aux ressources MICHELINE BONDU, secrétaire général et registraire

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : PIERRE-JACQUES IPPERSIEL*, directeur général, CLSC de Hull

Membres : MARION BARFURTH, professeure ANDRÉ BEAUCAGE*, professeur HUGUETTE COUSINEAU*, chef de l'administration des programmes, CLSC des Draveurs RICHARD FILION, directeur des études, Collège de l'Outaouais JOCELYNE GADBOIS, consultante JACQUELINE GRÉGOIRE, propriétaire dirigeante, Univers de la promotion PAUL LEGRIS, vice-recteur à l'administration et aux ressources CLAUDE R. LÉVEILLÉ, étudiant DOMINIQUE NADEAU*, étudiant RICHARD PERRON, chargé de cours PIERRE ROBERGE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche PAUL M. ROLLIN, responsable des communications, Société québécoise de développement de la main-d'œuvre de l'Outaouais GEORGES SARRAZIN, professeur titulaire, Université d'Ottawa FRANCIS R. WHYTE*, recteur VACANT, professeur

Secrétaire : MICHELINE BONDU, secrétaire général et registraire

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : FRANCIS R. WHYTE, recteur

Membres : ISABELLE BOUCHER, étudiante PIERRE CARDINAL, professeur BENOÎT CHARBONNEAU, professeur PATRICIA COUTURE, étudiante DENIS DUBÉ, doyen des études et de la recherche PATRICK GIROUARD, étudiant JOHANNES MARTIN GODBOUT, chargée de cours HUBERT LACROIX, chargé de cours LUC LACROIX, professeur PIERRETTE LANGEVIN, étudiante FRANCINE MAJOR, directrice du module des sciences de la santé LETICIA MESSIER, directrice du module de l'éducation JEAN OUELLET, étudiant FRANCINE RANCOURT, directrice du département des sciences administratives PIERRE ROBERGE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche VACANT, étudiant

Secrétaire : MICHELINE BONDU, secrétaire général et registraire

* Membre du Comité exécutif

UQAT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Établissement à l'échelle humaine, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue participe activement au développement de son milieu. Elle place ses étudiants au cœur de ses préoccupations et les accompagne vers la réussite.



Lors de l'inauguration du Centre d'études supérieures Lucien-Cliche de Val-d'Or ; la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, répond aux questions de l'animatrice de l'événement, en compagnie du député d'Abitibi-Est, André Pelletier.



Les 200 participants à l'Université rurale se sont déplacés en région pour visiter des entreprises agricoles. On les voit ici lors d'une rencontre avec un éleveur d'émeus.

PHOTOS : UQAT

En 1997-1998, guidés par la mission et les grandes orientations de leur nouveau plan de développement, les membres de la communauté universitaire de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue ont travaillé sans relâche à l'atteinte des objectifs institutionnels.

LA FORMATION

Les unités d'enseignement et de recherche ont alimenté abondamment les travaux de la Commission des études, poursuivant la consolidation de la programmation de base et la révision des programmes. Les programmes de baccalauréat en sciences infirmières et en psychoéducation ainsi que quatre programmes de certificats ont été révisés. Pour mieux desservir la clientèle à temps partiel, plusieurs programmes courts ont été offerts, notamment en gérontologie, en techniques de l'information et de la communication, en intervention précoce auprès des familles, en milieu de garde et au préscolaire, en formation en multimédia interactif et en informatique appliquée.

En septembre 1997, l'Université accueillait ses premiers étudiants au baccalauréat interdisciplinaire en création visuelle. Quant au module des sciences de l'éducation, il offrait, pour la première fois, le stage de quatrième année dans les programmes de formation des maîtres au secondaire. Un nouveau cours d'atelier d'écriture de scénario a de plus été diffusé sur Internet. *Guide Internet* le classe parmi les 10 meilleurs sites éducatifs en français au monde disponibles sur le web.

L'offre de programme de baccalauréat en travail social aux communautés crie du Nord-du-Québec s'est poursuivi ; en outre, l'unité d'enseignement et de recherche des sciences de la gestion a entrepris d'offrir un certificat en administration à la communauté algonquine de Pikogan. Un premier pas a été franchi dans l'établissement de programmes en génie minier à l'UQAT : la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, a autorisé l'UQAT à offrir à ses étudiants une option en électromécanique minière, également disponible aux étudiants en génie minier de l'École Polytechnique et à ceux des universités Laval et McGill. Une maîtrise professionnelle en génie minier sera d'ailleurs offerte conjointement par ces quatre établissements.

En 1997-1998, notre clientèle étudiante a connu une diminution importante de 7 %, qui s'explique en partie par la diplomation de cinq cohortes d'étudiants inscrits depuis trois ans à temps complet au programme de baccalauréat en sciences infirmières offert dans cinq villes de la région. La rétention et

le recrutement des étudiants devenaient dès lors les priorités de toutes les unités d'enseignement et de recherche ainsi que des services de l'Université. Un comité de recrutement a été créé ; les professeurs, les chargés de cours et les membres du personnel ont également mis sur pied un fonds de bourses de 200 000 \$. Ces interventions concrètes nous permettent d'anticiper avec sérénité la rentrée universitaire de l'automne 1998 et d'espérer une augmentation substantielle de notre clientèle étudiante.

Le Conseil d'administration a créé une unité d'enseignement et de recherche en sciences cliniques, qui regroupe des professeurs, des étudiants et des programmes issus des sciences sociales et de la santé et des sciences du comportement. Cette unité hérite des programmes en actualisation du potentiel intellectuel, en gérontologie et en traitement de la lombalgie chronique ; de plus, elle voit au développement de programmes en réadaptation et en inhalothérapie et soins critiques.

En ce qui a trait aux études aux cycles supérieurs, nos travaux ont permis de poursuivre la consolidation des programmes existants par l'ajout d'un profil avec mémoire à la maîtrise en gestion de projet et par le renouvellement de l'entente avec l'Université du Québec à Montréal pour l'offre en commandite de la maîtrise en administration des affaires. La formation continue et sur mesure non créditée a été réorganisée autour de l'équipe du campus de Val-d'Or, qui devient ainsi la porte d'entrée des nombreuses demandes en provenance des entreprises et des organisations.

LA RECHERCHE

En 1997-1998, les organismes subventionnaires, la Fondation de l'UQAT et les entreprises ont injecté près de quatre millions et demi de dollars dans des projets réalisés par les six unités de recherche et par les professeurs des différents départements. Parmi les projets marquants, citons la signature d'une entente de collaboration avec le Centre de réadaptation La Maison, en vue de mettre sur pied, à l'Unité d'enseignement et de recherche en sciences cliniques, une chaire en réadaptation motrice et sensorielle, ainsi qu'un important projet en environnement minier.

En août 1997, l'UQAT accueillait 200 participants à la première Université rurale d'été organisée en Amérique du Nord. Sous l'égide de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, l'Université a accueilli des agents de développement en milieu rural de tout le Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Alberta et de France.

La maison de la Fondation, construite bénévolement en trois jours par des ouvriers de la construction, en collaboration avec des membres de la communauté universitaire.





Signature d'un contrat entre l'UQAT et le Centre de réadaptation La Maison, de Rouyn-Noranda, ouvrant ainsi la porte à un important projet de Chaire en réadaptation motrice et sensorielle. Jean-Claude Beauchemin et Roger Dumont, respectivement directeur général et président de La Maison, sont ici photographiés avec le directeur de la Chaire, le D^r Serge Marchand, la présidente du Conseil d'administration de l'UQAT, Rita B. Barrette, et le recteur Jules Arsenault.

L'Unité de recherche en agroalimentaire a poursuivi ses travaux dans les domaines du drainage des sols lourds et a organisé un carrefour du savoir agricole. L'Unité de recherche et de développement forestiers a tenu un colloque sur les feux de forêt et a poursuivi l'étude visant la création d'une chaire conjointe avec l'UQAM sur l'aménagement forestier durable. Deux chercheurs de cette unité ont par ailleurs été honorés : Brian Harvey, de l'UQAT, et Yves Bergeron, de l'UQAM, ont reçu deux prix prestigieux de l'Association canadienne des pâtes et papiers pour la qualité de leurs communications lors du congrès de cet organisme, tenu à Vancouver. L'Unité de recherche et de service en technologie minière a, pour sa part, organisé un colloque sur la recherche et l'innovation dans le domaine minier.

LES RESSOURCES HUMAINES

Au cours de l'année 1997-1998, les membres de la communauté universitaire se sont dotés d'un code d'éthique et de déontologie, qui s'ajoute au règlement sur les conflits d'intérêts et aux politiques d'intégrité sur la recherche et les travaux d'érudition. Des ententes relatives à la politique salariale réseau avec le Syndicat des professionnels et le Syndicat du personnel de soutien ont été signées, et les conventions collectives du personnel professionnel, de soutien

et des chargés de cours ont été renouvelées. Le vice-rectorat aux ressources a également mis sur pied un comité de sécurité civile, chargé de faire face aux mesures d'urgence dans l'établissement.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

D'importants aménagements et un agrandissement de l'édifice abritant le Cégep et l'UQAT à Val-d'Or ont permis la création du Centre d'études supérieures Lucien-Cliche, ainsi nommé en l'honneur de celui qui fut ministre des Terres et Forêts au début des années 60. La ministre de l'Éducation, Pauline Marois, a inauguré cet édifice le 14 octobre 1997.

Au plan financier, l'UQAT a terminé l'exercice 1997-1998 avec un léger excédent des dépenses sur les revenus. Une stricte gestion des dépenses, la collaboration du réseau de l'Université du Québec, ainsi que celle des membres de la communauté universitaire, qui ont consenti pour une deuxième année consécutive à une réduction volontaire de leur salaire, a permis de maintenir en équilibre la situation financière de l'UQAT.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Comme le prévoit notre plan de développement, l'Université s'engage lentement dans la voie de la coopération internationale, en favorisant les projets impliquant ses étudiants. C'est ainsi que, depuis plusieurs années, des étudiants en sciences de la gestion et en éducation effectuent des stages en Europe. En 1997-1998, des étudiants en travail social, en psychoéducation et en sciences sociales ont travaillé pendant trois

Des étudiants de l'UQAT se sont rendus au Nicaragua dans le cadre d'un stage international organisé par les professeurs en travail social, en psychoéducation et en sciences sociales, sous la supervision de la professeure Cécile Sabourin.



mois au Nicaragua. En outre, un professeur de la faculté d'éducation de l'Université de Temeco, Chili, a séjourné à l'UQAT et d'intéressantes collaborations ont été amorcées avec les chercheurs de l'Unité de recherche, de formation et de développement en éducation en milieu inuit et amérindien.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

Plusieurs événements ont marqué la vie universitaire en 1997-1998. En juin, notre campus de Rouyn-Noranda recevait un prix d'excellence de l'Institut royal d'architecture du Canada. En octobre, quelques semaines après l'inauguration du campus de Val-d'Or, l'Université remettait sa médaille d'honneur à Hilaire Boissé, témoignant ainsi la reconnaissance de la communauté universitaire à l'endroit de celui qui exerça bénévolement les fonctions de directeur général de la Fondation de l'UQAT de 1983 à 1997.

Tout au long de l'année, grâce à l'appui financier des députés du caucus de l'Abitibi-Témiscamingue et de la compagnie Télébec, l'Association des diplômés a réalisé une importante relance qui aura permis de retracer 3 000 diplômés. Enfin, notre Fondation a continué à se démarquer par l'originalité de ses campagnes de financement. Ainsi, appuyés par des membres de la communauté universitaire, plusieurs dizaines d'ouvriers de la construction ont érigé bénévolement une maison en mai dernier, dans le cadre d'une grande corvée. Quelque 130 entreprises avaient généreusement fourni les plans, devis et matériaux de cette maison dont le produit de la vente sera versé au Fonds de bourses des employés de l'UQAT pour améliorer la rétention et le recrutement des étudiants.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La planification que s'est donnée l'UQAT pour les cinq prochaines années repose sur une vision du développement partagée par la communauté universitaire et par ses partenaires de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. L'audace, la capacité de changement et l'ingéniosité des membres de la communauté permettront d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés ensemble.



Jules Arsenault,
recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

DIRECTION

JULES ARSENAULT, recteur LUC BERGERON, vice-recteur aux ressources ROGER CLAUX, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche NORMAN MURPHY, registraire et directeur des Services aux clientèles JEAN TURGEON, secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente : RITA B. BARRETTE*

Membres : JULES ARSENAULT*, recteur LUC BERGERON, vice-recteur aux ressources LUC BLANCHETTE, chargé de cours ROGER CLAUX, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche FRANCE DUFOUR, avocate GINO EAST*, étudiant PATRICK GIGUÈRE, étudiant JOHANNE JEAN*, professeure YOLETTE LÉVY*, enseignante, Commission scolaire Val-d'Or DANIEL MARCOTTE, directeur du Service du personnel et de l'informatique, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue JEAN-PIERRE MARQUIS, professeur MARIE ST-GERMAIN, diplômée RAYNALD VÉZINA, premier vice-président, Cambior inc.

Observateurs : NORMAN MURPHY, registraire et directeur des Services aux clientèles CHANTAL BEAULÉ, préposée aux affaires modulaires et aux études avancées ROBERT PAQUIN, directeur du Centre de Val-d'Or

Secrétaire : JEAN TURGEON, secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : JULES ARSENAULT, recteur

Membres : RÉAL BERGERON, professeur DANIELLE CHARRON, professeure ROGER CLAUX, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche MARC-ANTOINE GUIMONT, étudiant JOHANNE JEAN, professeure ISABELLE LABRIE, étudiante MICHEL MARSAN, professeur JULIE-ANNE PAIEMENT, étudiante CAROLE ST-JARRE, chargée de cours SUZANNE TAMSE, professeure DOMINIC VALADE, étudiant

Observateurs : ANDRÉ BÉLAND, directeur de la bibliothèque JEAN-CLAUDE BOURASSA, coordonnateur au vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche NORMAN MURPHY, registraire et directeur des Services aux clientèles

Secrétaire : JEAN TURGEON, secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

INRS

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Consolider, innover et performer : un défi que l'équipe de l'Institut national de la recherche scientifique a relevé avec audace et ténacité en 1997-1998.

L'arrivée imminente de nos collègues de l'Institut Armand-Frappier ouvre de nouvelles perspectives et conduit à la définition d'un nouvel INRS.



Le développement d'outils informatiques d'aide à la décision pour la gestion intégrée et durable de l'eau s'inscrit dans la foulée des préoccupations environnementales mondiales.



PHOTOS : INRS

Appelés à participer à des projets concrets, les étudiants de l'INRS développent leur capacité de travailler en équipe, de même que des compétences et des aptitudes adaptées aux exigences du milieu du travail.

L'année 1997-1998 fut une année charnière pour l'Institut national de la recherche scientifique qui, avec le rattachement de l'Institut Armand-Frappier, entre dans une nouvelle phase de développement. Diverses étapes ont été franchies à cet égard avec la mise en place des centres Santé humaine et Microbiologie et Biotechnologies.

Un projet de création d'un institut québécois des sciences de la mer à Rimouski, regroupant l'INRS-Océanologie et le département d'océanographie de l'Université du Québec à Rimouski, visant à renforcer les activités de recherche et de formation, fait actuellement l'objet de discussions entre les deux établissements.

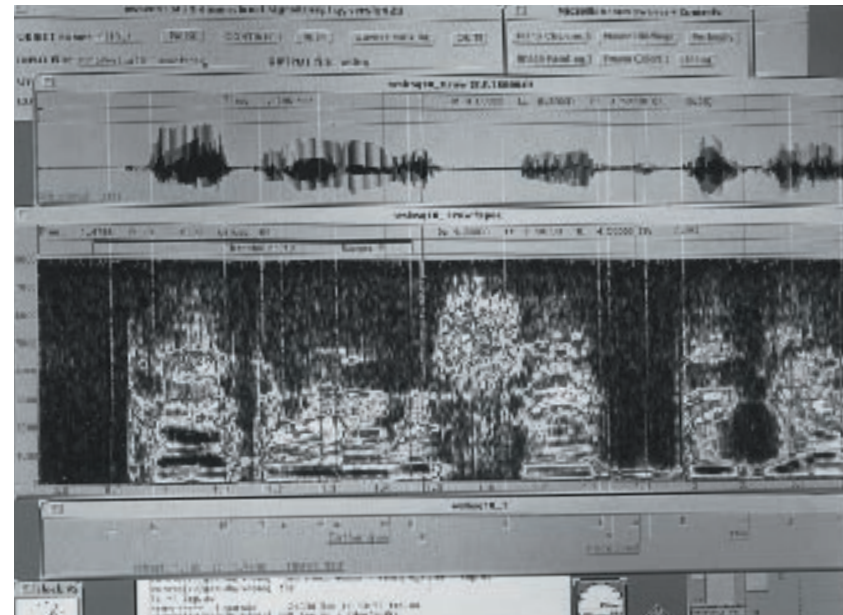
Malgré les compressions constantes des budgets des organismes subventionnaires, l'INRS connaît une évolution continuelle des subventions de recherche, en hausse de 11 % cette année, ce qui confirme l'excellence des équipes de l'INRS et la pertinence d'une recherche adaptée aux besoins de la société.

LA FORMATION

À l'automne 1997, l'INRS enregistrait une légère hausse des inscriptions avec un total de 414 étudiants, comparativement à 384 l'année précédente. Soulignons le fort intérêt suscité par le nouveau diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en technologie de l'information offert par l'École de technologie de l'information, un consortium établi entre l'INRS, la Télé-université, l'École de technologie supérieure et l'Université du Québec à Montréal. L'École accueillait, en effet, 23 étudiants au premier trimestre.

Des programmes d'études ont fait l'objet d'une évaluation en 1997-1998. Le programme de maîtrise en sciences expérimentales de la santé a été modifié afin de tenir compte de la nouvelle mission de recherche de l'INRS-Santé. On a procédé à l'évaluation des programmes interuniversitaires de maîtrise et de doctorat en sciences de la Terre (INRS-Géoressources/Université Laval) ainsi qu'à celle du programme conjoint de doctorat en études urbaines de l'INRS-Urbanisation/UQAM.

L'INRS a continué d'adapter sa programmation pour tenir compte des nouvelles réalités du marché du travail. Il a adopté un nouveau programme de formation des stagiaires postdoctoraux, axé sur le développement de leurs compétences de professeur-chercheur-entrepreneur. L'Institut s'est aussi doté d'un outil important, BIOFORM international, pour intervenir dans l'amélioration des compétences dans le secteur stratégique des biotechnologies. Il a fait de même avec la mise en place du Centre international de formation en télécommunications (CIFT), pour collaborer au développement et au maintien d'une expertise de fine pointe dans ce secteur névralgique.



La mise au point d'une technologie de la reconnaissance de la parole, permettant d'exploiter des bases de données de textes de très grand volume, constitue une avancée importante dans l'instauration d'un véritable dialogue homme-machine.

LA RECHERCHE

S'inscrivant dans la foulée des préoccupations environnementales mondiales, les travaux poursuivis à l'INRS-Eau, dans le cadre du projet GIBSI, ont permis de développer des outils informatiques d'aide à la décision pour la gestion intégrée de l'eau. Par ailleurs, le financement de la Chaire industrielle CRSNG/Hydro-Québec en hydrologie statistique a été renouvelé pour une période de cinq ans, confirmant la pertinence de ses travaux.

En plus de poursuivre des activités de géochimie minière à des fins d'exploration, l'INRS-Géoressources a développé et mis au point des solutions novatrices pour la restauration in situ des sites contaminés. À l'occasion de Québec 1998, le Centre a souligné ses 10 ans de partenariat avec la Commission géologique du Canada au sein du Centre géoscientifique de Québec.

Pour sa part, l'INRS-Énergie et Matériaux participe à une importante entente de collaboration avec Hydro-Québec, l'Université Laval et l'Université du Québec à Trois-Rivières sur le développement et les applications des matériaux nanocristallins pour le stockage de l'hydrogène. Les difficultés éprouvées pour financer

la poursuite des activités du Centre canadien de fusion magnétique ont amené Hydro-Québec et l'INRS à revoir leur stratégie, afin de maintenir le patrimoine scientifique acquis en fusion et de retenir au Québec les experts concernés.

L'orientation en santé environnementale humaine retenue par l'INRS-Santé a eu des effets très positifs. De nouvelles possibilités de financement s'ouvrent pour le Centre, qui a participé à la création de l'Institut national de toxicologie appliquée et de sciences de la santé.

La création du Centre interuniversitaire d'études démographiques par l'INRS-Urbanisation et l'Université de Montréal permet de consolider et de développer de nouvelles activités, particulièrement dans le domaine de la démographie appliquée. L'INRS-Urbanisation a également participé à la mise en place de l'Observatoire des sciences et des technologies, qui vise le développement d'un système d'informations intégrées et d'indicateurs sur les sciences et les technologies au Canada.

À l'INRS-Culture et Société, l'année a été marquée par la création de la Chaire Fernand-Dumont sur la culture et celle de l'Observatoire sur les jeunes et la société. De plus, la reconduction d'une importante subvention de recherche du Conseil québécois de la recherche sociale permet au Centre et à ses partenaires de poursuivre les études sur le thème de "Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles".

Enfin, l'INRS-Télécommunications a accentué ses activités de recherche et de développement dans trois domaines reconnus pour leur pertinence : les réseaux et protocoles, les communications avancées pour les futurs services multimédias et l'accès aux nouveaux services sans fil.

LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ

Cette année encore, l'expertise de l'INRS a été fortement sollicitée. Ainsi, l'INRS-Eau a accepté d'organiser le Symposium sur la gestion de l'eau, tenu en décembre 1997 à Montréal, lequel s'inscrit dans le débat en cours en vue de l'adoption d'une politique québécoise de l'eau. Quant à l'INRS-Urbanisation, il s'est vu confier le mandat de mesurer les conséquences humaines et sociales de la crise du verglas par la Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas.

LES RESSOURCES HUMAINES

Année de transition à bien des égards pour la Direction des ressources humaines et des affaires juridiques. À la suite du départ à la retraite de deux de ses piliers, il a fallu rebâtir l'expertise en matière de gestion des ressources humaines, tout en intégrant les affaires juridiques.



Les études démographiques, tout comme celles sur les jeunes et la société, sont essentielles pour soutenir la réflexion des décideurs politiques et les aider à poser des gestes pertinents pour l'avenir de la société.

La Direction a participé activement au projet de rattachement de l'Institut Armand-Frappier à l'INRS. Elle a piloté d'importantes négociations avec les partenaires syndicaux en vue d'harmoniser la convention collective des professeurs de l'IAF et de l'INRS et celle du personnel de soutien. De plus, elle a coordonné les démarches préalables à l'intégration de la fonction des ressources humaines des deux institutions.

Au chapitre des nominations, signalons celles d'Annick Germain, à titre de directrice de l'INRS-Urbanisation, et d'André Girard, à titre de directeur de l'INRS-Télécommunications. Quant au mandat du directeur de l'INRS-Eau, Jean-Pierre Villeneuve, il a été renouvelé pour une deuxième fois.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'INRS complète actuellement l'implantation de son système de gestion du dossier étudiant. Ce système tirera profit des plus récents développements technologiques en matière de communication électronique sur le réseau Internet. Sa simplicité d'utilisation et sa convivialité devraient faciliter l'administration des affaires concernant les étudiants de l'INRS. La phase d'implantation initiale est prévue pour l'automne 1998.

L'Institut a connu une année financière relativement difficile. Malgré des compressions budgétaires supplémentaires de 1,4 million de dollars imposées par le gouvernement du Québec et l'absence de financement des étudiants stagiaires postdoctoraux, l'INRS a réussi à contenir son déficit d'opération à un niveau semblable à celui de l'an dernier, soit 343 000 \$. Ce résultat, légèrement inférieur à la prévision, ne prend toutefois pas en compte les dépenses exceptionnelles. Ces dernières se composent essentiellement du coût des indemnités de départ versées dans le cadre du Programme de retraite anticipée et des coûts reliés à la crise du verglas de janvier 1998.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

En cours d'année, l'INRS a conclu un accord de coopération scientifique et technique avec le Centre national pour les sciences naturelles et les technologies de Hanoï, au Viêt Nam, dans les domaines des sciences de la Terre, de l'océanologie, ainsi que des sciences et des technologies inhérentes à l'environnement. De plus, l'INRS-Eau et l'INRS-Télécommunications participent au Programme de renforcement institutionnel canadien en Tunisie, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), tandis que l'INRS-Océanologie a établi une coopération dans les domaines de l'océanologie et des géosciences marines avec l'Université de La Rochelle.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'Institut est déjà engagé dans des projets d'envergure qui façonnent son devenir. Afin d'être toujours à l'avant-garde, il a mené une vaste réflexion. À cet effet, un comité d'orientation, mis sur pied par le Conseil d'administration, a produit un important rapport qui servira de toile de fond à la préparation du prochain plan de développement de l'INRS.



Alain Soucy,
directeur général

BENOIT CAMIRAND

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION

ALAIN SOUCY, directeur général MARTIN DESMEULES, directeur de l'administration et des finances NORMAND DUSSAULT, directeur des ressources humaines et des affaires juridiques PIERRE LAPOINTE, directeur scientifique PAULINE ROY-CADIEUX, secrétaire générale

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : ARMAND COUTURE*, président, La Société Bédelmar Itée

Membres : BERNARD BOBÉE, professeur, INRS-Eau NICOLE BOULET, coordonnatrice du chantier en ingénierie documentaire, Secrétariat du Conseil du Trésor RÉMY BRODEUR, directeur général, Soutien stratégique, Bell Canada MONIQUE CHARBONNEAU, présidente-directrice générale, Centre francophone de recherche en information des organisations (CEFRIO) PIERRE COULOMBE, président et chef de la direction, Infectio Diagnostic (IDI) inc. AGNÈS GATIGNOL, étudiante, INRS-Urbanisation MADELEINE GAUTHIER, professeure, INRS-Culture et Société GERMAIN HARBECK*, chef Technologies émergentes, Institut de recherche d'Hydro-Québec PIERRE LAPOINTE*, directeur scientifique CLAUDE PICHETTE, vice-président exécutif, Fondation Armand-Frappier ALAIN SOUCY*, directeur général JEAN-PIERRE VILLENEUVE*, directeur, INRS-Eau

Secrétaire : PAULINE ROY-CADIEUX, secrétaire générale

COMMISSION DE LA RECHERCHE

Président : ALAIN SOUCY, directeur général

Membres : AÏCHA ACHAB, directrice, INRS-Géoressources MARIO BERGERON, professeur, INRS-Géoressources LÉON BERNIER, professeur, INRS-Culture et Société RUDOLPH BERTRAND, professionnel de recherche, INRS-Géoressources CLAUDE BOUCHER, professeur, INRS-Énergie et Matériaux DANIEL BOURGOIN, étudiant, INRS-Énergie et Matériaux BENOÎT CHAMPAGNE, professeur, INRS-Télécommunications DANIEL CYR, professeur, INRS-Santé MARTIN COUPAL, étudiant, INRS-Santé RENÉ-PAUL FOURNIER, directeur, Service des études avancées et de la recherche, directeur par intérim, INRS-Santé ANNICK GERMAIN, directrice, INRS-Urbanisation ANDRÉ GIRARD, directeur, INRS-Télécommunications YVES GRATTON, professeur, INRS-Océanologie ELIAS HADDAD, étudiant, INRS-Télécommunications VLADIMIR G. KOUTITONSKY, directeur, INRS-Océanologie PIERRE LAFRANCE, professeur, INRS-Eau MARTIN LANDRY, étudiant, INRS-Urbanisation PIERRE LAPOINTE, directeur scientifique PIERRE LAVIGNE, directeur, INRS-Énergie et Matériaux FRÉDÉRIC LESEMANN, directeur, INRS-Culture et Société GÉRALD PERRON, professionnel de recherche, INRS-Énergie et Matériaux MICHEL TRÉPANIÉ, professeur, INRS-Urbanisation LUC VESCOVI, étudiant, INRS-Eau HAROLD VIGNEAULT, étudiant, INRS-Géoressources JEAN-PIERRE VILLENEUVE, directeur, INRS-Eau

Secrétaire : PAULINE ROY-CADIEUX, secrétaire générale

* Membre du Comité exécutif

IAF

INSTITUT ARMAND-FRAPPIER

Pour l'Institut Armand-Frappier, un 60^e anniversaire célébrant un héritage scientifique majeur et de nouvelles perspectives pour la recherche en santé dans le réseau de l'Université du Québec.



ARCHIVES DE L'INSTITUT ARMAND-FRAPPIER

Une scène du campus de l'Institut Armand-Frappier, à Laval, en 1958. À l'époque, des veaux étaient utilisés pour la production du vaccin contre la variole.



POINT DU JOUR. AVIATION LIÉE. M. ASCOUCHE

Vue aérienne du campus de l'Institut Armand-Frappier et du Parc scientifique et de haute technologie de Laval.

L'année 1997-1998 a été très importante pour l'Institut Armand-Frappier. D'une part, il a poursuivi ses procédures de rattachement à l'Institut national de la recherche scientifique et, d'autre part, l'exercice s'est terminé à la veille du dépôt de la requête pour l'émission des nouvelles lettres patentes de l'INRS. Dans ce cadre, l'IAF joint l'INRS et les activités de recherche de l'INRS-Santé sont intégrées aux activités scientifiques de deux nouvelles entités de recherche, un centre en santé humaine et un centre en microbiologie et biotechnologies.

Parallèlement à ces mouvements structuraux majeurs, la vie scientifique de l'INRS-Institut Armand-Frappier s'est poursuivie avec dynamisme. Ainsi, les professeurs-chercheurs œuvrant au sein des centres de recherche en immunologie, en microbiologie appliquée et en virologie ont renouvelé les résultats remarquables de l'année 1996-1997, notamment au chapitre du financement. Les montants obtenus en subventions et en contrats ont, comme l'an dernier, atteint près de huit millions de dollars.

LA FORMATION

L'INRS-Institut Armand-Frappier a accueilli 211 chercheurs en formation sur son campus en 1997-1998. Dans le cadre de ses programmes d'études de cycles supérieurs, il a accueilli 28 nouveaux inscrits pour un total de 104 étudiants. De ce nombre, 15 ont obtenu leur diplôme. En outre, 107 étudiants et stagiaires poursuivant divers programmes de formation aux niveaux collégial, universitaire et postdoctoral ont travaillé dans les laboratoires de l'Institut.

LA RECHERCHE

Trois grandes études se sont terminées au cours de l'exercice. Elles portaient sur les effets des champs magnétiques, ainsi que sur les effets de l'amiante et de l'eau potable sur la santé. Alors que les deux premières études ont conclu à l'existence de risques faibles pour la santé humaine, les résultats des travaux sur l'eau potable suggèrent un risque important, même pour les eaux satisfaisant aux normes de qualité actuelles. La fin de ces projets n'a que peu influencé le financement total des activités de recherche, car la décroissance des subventions a été partiellement compensée par une augmentation des contrats, notamment ceux reliés aux partenariats avec l'industrie. En outre, plusieurs transferts de technologie ont soutenu la mise en valeur des résultats de recherche.

En immunologie, plusieurs projets ont fait l'objet de publications importantes. Ainsi, l'équipe d'épidémiologie s'est illustrée par l'impact de ses travaux sur les risques associés à l'exposition aux fibres d'amiante. Ces résultats ont été publiés dans le *New England Journal of Medicine*. Cette équipe a aussi eu le mandat d'orchestrer une étude

destinée à réévaluer les facteurs de risques du cancer du poumon sur une cohorte de plusieurs dizaines de milliers de patients. Une autre équipe a étudié les effets des champs électromagnétiques de faible intensité sur l'apparition de tumeurs au niveau de divers organes, sur le développement du cancer du cerveau et sur les fonctions des cellules de l'immunité. La recherche expérimentale et les analyses statistiques ont été complétées et les résultats publiés.

En microbiologie appliquée, les travaux sur la structure et la fonction des cellulases et hémicellulases des streptomycètes ont progressé d'une manière importante. La modification de certains acides aminés par mutagenèse dirigée, une méthode génétique, a permis d'identifier leur rôle dans la stabilisation de ces enzymes. Les résultats laissent entrevoir une meilleure utilisation de ces biocatalyseurs dans différentes applications industrielles. La découverte de nouveaux micro-organismes aérobies et anaérobies a permis de développer des procédés de dépollution efficaces pour dégrader certains polluants présents dans l'environnement. Des méthodes de détection et de suivi de ces microorganismes durant le déroulement des opérations de décontamination ont également fait l'objet de mises au point. Par ailleurs, la fabrication de biofilms à partir de protéines laitières, telles que le lactosérum, permet désormais d'envisager leur application industrielle dans les domaines de l'alimentation et de l'emballage.

Dans le champ de la virologie, les travaux se sont poursuivis en virologie moléculaire, en santé humaine, en santé animale ainsi qu'en virologie de l'environnement. Des partenariats avec l'industrie ont permis aux chercheurs d'obtenir d'importants contrats en santé humaine et animale. Entre autres, des études se poursuivent actuellement sur les infections au VIH, sur la lutte biologique, sur les vaccins contre plusieurs maladies animales ainsi que sur les coronavirus et leur mise en cause dans la sclérose en plaques. Un vaccin contre l'infection à virus respiratoire syncytial, développé conjointement avec le centre d'immunologie de l'Institut de recherche Pierre Fabre (France), est rendu au stade de l'expérimentation chez l'homme. Enfin, des travaux touchent la



ARCHIVES DE L'INSTITUT ARMAND-FRAPPIER

Production du BCG dans les laboratoires de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal, à l'origine de l'Institut Armand-Frappier (1954).

structure moléculaire des virus et visent à mieux comprendre leurs mécanismes de répllication et de virulence. Les résultats des études épidémiologiques sur les effets de la consommation d'eau sur la santé humaine ont été publiés. Dotées d'un financement international, ces études auront certainement des effets majeurs dans le monde entier, puisqu'elles remettent en question la qualité de l'eau du robinet, une qualité que l'on croyait acquise.

LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ

Au chapitre des services à la collectivité, il est intéressant de noter que les techniques et les procédés développés initialement pour satisfaire aux besoins des chercheurs de l'Institut sont offerts aux laboratoires externes, qui peuvent ainsi bénéficier d'outils de pointe, tout en permettant à l'Institut d'en tirer des revenus importants.

Soulignons également que le Centre de biologie expérimentale, qui offre des services de recherche préclinique, a été accrédité par l'*Association for Assessment and Accreditation of Laboratory Animal Care International*. Cet organisme reconnaît les plus hauts standards de qualité dans le domaine de la recherche clinique.

LES RESSOURCES HUMAINES

L'année 1997-1998 a été marquée par une intense préparation à l'intégration du personnel de l'IAF à l'INRS. Diverses discussions ont été menées et une entente est intervenue entre les syndicats de professeurs de l'IAF et de l'INRS ainsi qu'entre les deux institutions. Cette entente établit les conditions d'intégration des professeurs-chercheurs à l'INRS, lesquelles prendront effet à l'émission des nouvelles lettres patentes de l'INRS. À la fin de l'exercice, les discussions se poursuivaient avec les employés de soutien de l'IAF.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'année financière 1997-1998 s'est terminée avec un surplus d'environ 843 000 \$. Cependant, des allocations de séparation de 1 625 000 \$ ayant été comptabilisées, le déficit total pour l'année s'élève à 818 000 \$. Le déficit accumulé de l'IAF, d'un peu plus de 2 585 000 \$, est inférieur au total des dépenses exceptionnelles (allocations de séparation) des deux dernières années, lesquelles se sont élevées à 2 768 449 \$.

Les dépenses totales sont inférieures de 2 280 000 \$ aux dépenses de l'année précédente. Plusieurs facteurs conjoncturels et structurels expliquent cette importante diminution. Parmi ces derniers, se trouve le dernier versement du remboursement du déficit actuariel, effectué en 1996-1997, ce qui entraîne une économie annuelle de plus de 600 000 \$.



La Fondation Armand-Frappier reconnaît annuellement le mérite d'étudiants de l'Institut, lesquels témoignent avec éloquence de sa vitalité. Sur la photo, les boursiers 1997-1998.

L'importante diminution de la masse salariale découlant des départs à la retraite a entraîné, par contre, des dépenses exceptionnelles. On y voit le résultat des efforts de compression entrepris il y a déjà plusieurs années et certaines conséquences du rattachement de l'IAF à l'INRS. Les incidences financières des mesures de compression et du rattachement de l'IAF à l'INRS ne sont toutefois pas encore enregistrées. On peut cependant estimer que la situation financière de l'IAF est en voie d'amélioration.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Des projets de coopération internationale se sont poursuivis dans différents domaines, tant en Europe, en Asie du Sud-Est qu'en Afrique du Nord. Ces projets ont notamment porté sur le sida, sur l'élaboration de vaccins recombinants pour combattre les infections respiratoires, sur l'immuno-enzymologie, sur les biotechnologies cellulaires et virales, ainsi que sur la lutte contre les insectes nuisibles et les maladies virales des plantes. Enfin, nos chercheurs se sont penchés sur certains aspects particuliers des neurosciences, de l'immunologie, de l'irradiation des aliments et de la cytofluorométrie. Différentes missions les ont également amenés en France, au Japon, en Thaïlande et aux Philippines afin d'assurer le suivi ou l'établissement de nouvelles collaborations ainsi que certains transferts de technologie.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

De nombreux événements ont marqué le 60^e anniversaire de création de l'Institut Armand-Frappier. Ainsi, un colloque en immunologie a été tenu en octobre et le professeur Rolf Zinkernagel, lauréat du prix Nobel de médecine 1996, a prononcé la conférence d'ouverture. Lors de sa visite, M. Zinkernagel a reçu un doctorat honorifique de l'Université du Québec, sous l'égide de l'IAF. Ce doctorat d'honneur soulignait sa contribution exceptionnelle à l'élucidation du processus de reconnaissance, par les lymphocytes T du système immunitaire, des cellules infectées par des virus. Plus de 250 scientifiques ont participé à cette journée.

La commémoration du 60^e a, en outre, été l'occasion d'une fête champêtre qui a accueilli plus de 800 personnes et d'une amicale de l'Association des diplômés et des anciens de l'Institut Armand-Frappier qui a réuni plus de 400 personnes.

Des médailles Armand-Frappier ont été attribuées à Alain Contant, à titre posthume, et à Claude Pichette. Alain Contant, décédé en juillet 1997, était président du Conseil d'administration de l'IAF depuis juillet 1993. Quant à Claude Pichette, il fut directeur général de l'IAF de janvier 1991 à juin 1997.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Le regroupement de l'IAF et de l'INRS ouvre de nouveaux horizons et constitue un défi emballant, tant pour l'IAF que pour l'INRS. Les expertises des deux organisations et la compétence des membres de chacune des deux entités ne peuvent qu'engendrer un dynamisme renouvelé.

Déjà, plusieurs projets sont en cours d'élaboration. Ainsi, deux nouveaux projets associant l'industrie et des chaires de recherche industrielle sont en voie de réalisation. La nécessité du déploiement de la formation continue a également été traduite par la mise sur pied de BIOFORM International qui, dès l'automne 1998, offrira ses premières activités de formation continue dans le secteur de la biotechnologie. De nouveaux partenariats, dont celui avec l'École de technologie supérieure pour la mise sur pied d'un programme de génie des bioprocédés, sont actuellement en cours de développement. Une ère nouvelle s'ouvre, tant pour les professeurs-chercheurs de l'IAF que pour ceux de l'INRS.



Alain Soucy,
directeur général par intérim

BENOIT CAMIRAND

INSTITUT ARMAND-FRAPPIER

DIRECTION

PIERRE LEAHEY, directeur de l'administration et des finances et secrétaire général ALAIN SOUCY, directeur général par intérim MICHEL TRUDEL, directeur scientifique

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente : FRANCINE DÉCARY*, directrice générale, Héma-Québec

Vice-présidente : GHISLAINE GOSSELIN*, avocate, Heenan Blaikie

Membres : JEAN-GUY BISAILLON, professeur, Centre de recherche en microbiologie appliquée PIERRE BÉLANGER, directeur général, Laval Technopole PIERRE CADIEUX, président, Association canadienne de transport industriel RÉJEAN CANTIN, directeur général, Centre hospitalier Robert-Giffard BENOÎT HÉBERT, étudiant, programme de doctorat en virologie et immunologie PIERRE LEAHEY, directeur de l'administration et des finances et secrétaire général RONALD MAGAR, virologiste-chercheur, Agriculture Canada MARIE-CHRISTINE MOULIN, présidente-directrice générale, Résidence Marie-Christine inc. ROBERT L. PAPINEAU, directeur général, École de technologie supérieure ALAIN SOUCY*, directeur général par intérim PIERRE TALBOT*, professeur, Centre de recherche en virologie ALAIN TRÉPANIÉ, président, É-Mat, experts en dossiers de représentation MICHEL TRUDEL*, directeur scientifique

Secrétaire : PIERRE LEAHEY, directeur de l'administration et des finances et secrétaire général

COMMISSION DE LA RECHERCHE

Président : ALAIN SOUCY, directeur général par intérim

Membres : NATHALIE ARBOUR, étudiante, programme de doctorat en virologie et immunologie MAXIMILIEN ARELLA, directeur, Centre de recherche en virologie SERGE BELLONCIC, professeur, Centre de recherche en virologie FRANCIS DAVOINE, étudiant, programme de maîtrise en virologie et immunologie ALBERT DESCÔTEAUX, professeur, Centre de recherche en immunologie JEAN-PAUL DESCÔTEAUX, directeur, Centre de biologie expérimentale ISABELLE GLADU, étudiante, programme de maîtrise en microbiologie appliquée DIETER KLUEPFEL, directeur, Centre de recherche en microbiologie appliquée SUZANNE LEMIEUX, directrice, Centre de recherche en immunologie PIERRE PAYMENT, directeur du soutien à la recherche et au développement technologique et directeur de l'informatique ÉDOUARD POTWOROWSKI, doyen des études MICHEL TRUDEL, directeur scientifique RICHARD VILLEMUR, professeur, Centre de recherche en microbiologie appliquée

Observateurs : MONIQUE ST-JEAN, directrice de la bibliothèque et de l'audiovisuel STÉPHANE OSTIGUY, étudiant libre en recherche

Secrétaire : PIERRE LEAHEY, directeur de l'administration et des finances et secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

ENAP

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

*En 1997-1998, l'École nationale d'administration publique a vu la réalisation de plusieurs projets d'importance.
Un fort vent d'optimisme souffle sur l'École qui intégrera, l'automne prochain, son nouvel édifice du quartier Saint-Roch, à Québec.*



Maquettes du nouvel édifice de l'ENAP, à Québec.



Préparation à une évaluation au moyen de l'Appréciation par simulation (APS).

LOUISE LEBLANC

À l'École nationale d'administration publique, l'année 1997-1998 a débuté avec la tenue des États généraux de l'administration publique et s'est poursuivie avec l'implantation de programmes renouvelés de maîtrise et de diplôme. Des efforts particuliers ont aussi été faits pour accroître les revenus autonomes liés au perfectionnement et aux recherches commanditées.

LA FORMATION

L'année 1997-1998 fut marquée par la mise en œuvre de programmes d'études qui avaient été remaniés en profondeur l'année précédente, tant au niveau du contenu que de la durée. Les maîtrises en administration publique ont été ramenées de 60 à 45 crédits ; les diplômes sont passés de 30 à 24 crédits. Des modifications touchant les politiques, les procédures et les transferts de programmes en ont découlé. La direction de l'enseignement et de la recherche a poursuivi sa réflexion sur les contenus de cours de ces programmes et sur la coordination entre ces cours. Pour contrer la baisse de clientèle inhérente à la décroissance qui sévit dans l'administration publique depuis quelques années, l'ENAP a choisi de miser sur ses diplômés pour mener à bien l'opération "recrutement". Leurs efforts ont porté fruit, puisqu'elle a réussi à maintenir son niveau d'inscriptions, enregistrant toutefois une légère baisse par rapport à l'année précédente. Cette baisse fut comblée ultérieurement par des inscriptions aux programmes courts. Ses programmes désormais plus courts, conjugués à un cheminement plus flexible et à un nouveau mode de passerelles entre les programmes, ont suscité, de toute évidence, l'intérêt des étudiants.

À l'automne 1997, 1 056 étudiants étaient inscrits aux divers programmes d'études créditées, tandis que l'École remettait 321 diplômes lors de sa collation des grades.

Il faut aussi souligner le succès remporté par le programme de doctorat en administration publique. Implanté en 1996, il attirait, cette année, 22 nouveaux étudiants. L'École a également conçu un programme court de 3^e cycle en administration publique (15 crédits) pour répondre à la demande croissante de diplômés du 2^e cycle qui désirent poursuivre une réflexion de haut niveau afin d'améliorer leur pratique professionnelle, sans toutefois s'inscrire dans un cheminement avec thèse.

Enfin, l'École a été sollicitée pour élaborer des programmes courts à l'intention de ses clientèles particulières. Ainsi, à la suite d'une entente entre l'Université du Québec et la Fédération québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement, l'ENAP, en collaboration avec l'Université du Québec à Chicoutimi, l'Université du Québec à Rimouski et l'Université du Québec à Hull, a élaboré un programme court de formation à la gestion scolaire. Elle a également conçu un programme court d'études avancées sur mesure pour



PHOTOS : ENAP

“Rendez-vous 1997 Québec, Canada” : ouverture des États généraux de l'administration publique.

les gestionnaires du ministère fédéral Développement des ressources humaines Canada et un programme court en analyse et développement des organisations offert exclusivement aux conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines de la fonction publique québécoise.

En ce qui a trait au perfectionnement, les programmes, dont les contenus avaient été revus l'an passé pour mieux répondre aux nouvelles réalités du secteur public, ont enregistré une légère hausse de clientèle pour ce qui est des programmes généraux ; les programmes sur mesure, par contre, ont connu une légère diminution d'activités. Cette année, toutefois, ce sont les activités d'Appréciation par simulation (APS) qui ont crû de façon exceptionnelle, totalisant à elles seules près de la moitié de la clientèle inscrite au perfectionnement.

LA RECHERCHE

Conformément au cadre de développement stratégique adopté l'an passé, l'ENAP a poursuivi sa quête de développement d'outils et d'habiletés de gestion, notamment en regard du développement de méthodes pédagogiques utilisant les nouvelles technologies de communication.

Un important projet de recherche pour Santé Canada, le Programme d'aide communautaire à l'enfance, a pris fin cette année et s'est clôturé par un colloque regroupant les directeurs de projet disséminés sur l'ensemble du territoire québécois. L'École a, en outre, réalisé plusieurs contrats de recherche pour les gouvernements provincial et fédéral.

L'Observatoire de l'administration publique a vu, quant à lui, ses cinq années d'existence marquées par une croissance importante des contrats octroyés par différents ministères et organismes. Différents thèmes ont été couverts par ces recherches, dont la réforme de l'État, le rôle des technologies de l'information dans le secteur public, le phénomène de la privatisation et les mécanismes de reddition administrative de comptes.

L'Observatoire publie, depuis février 1998, un nouveau bulletin d'information, *Vigie*, produit cinq fois par année, et composé de nouvelles brèves sur les réformes administratives hors Québec ; on y trouve également les nouvelles publications dans le domaine de l'administration publique. *Vigie* s'ajoute aux deux publications existantes, *Télescope* et *Coup d'œil*.

En octobre 1997, le troisième colloque de l'Observatoire examinait le principe de la sécurité d'emploi dans les administrations publiques. Dans le contexte des réformes administratives, l'Observatoire a jugé pertinent de se questionner sur les caractéristiques de ce principe, qui conditionne grandement les mesures de changement envisagées par les gouvernements.

LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ

L'École a été mandatée par le ministère de la Sécurité publique pour procéder au *debriefing* de l'Organisation de la sécurité civile du Québec, à la suite de la crise du verglas.

La direction générale a par ailleurs reçu le mandat du ministre responsable de la région de la capitale nationale de coordonner les travaux du groupe de travail sur l'avenir de la fonction publique dans la capitale.

Lors de "Rendez-vous 1997 Québec, Canada" : journée d'études pour la création du Réseau francophone des administrations publiques (EFAP).



LES RESSOURCES HUMAINES

En 1997-1998, l'ENAP est passé de 124 à 121 employés. Elle a connu, pour une deuxième année consécutive, une forte proportion de départs à la retraite, majoritairement au sein du personnel d'enseignement et de recherche.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

Le 10 septembre 1997, la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, a procédé à l'inauguration de la construction de l'ENAP à Québec, en présence du ministre de la Santé et des Services sociaux et responsable de la capitale, Jean Rochon, et du maire de Québec, Jean-Paul L'Allier. Cet édifice, qui sera équipé des technologies de pointe, facilitera la mise en application des recherches entreprises pour développer de nouvelles méthodes pédagogiques utilisant les nouvelles technologies d'information et de communication. L'École devrait prendre possession de ses nouveaux locaux en novembre 1998.

Au plan financier, les résultats correspondent à ceux escomptés lors de la préparation du budget. La baisse de clientèle aux études créditées a été compensée par des revenus supérieurs à la prévision, en provenance du perfectionnement, de l'aide-conseil et de certaines économies sur les dépenses.

À la suite de la prolongation de la période d'admissibilité au programme de retraite anticipée, l'École a conclu de nouvelles ententes de retraite anticipée, dont les coûts seront complètement amortis au 31 mai 1999.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

En 1997-1998, l'ENAP a poursuivi le développement de liens universitaires et coopératifs avec des écoles et instituts d'administration, des organismes publics et des gouvernements de plusieurs pays.

Elle a également consacré beaucoup d'efforts au déploiement de la Didacthèque internationale en management public. Elle s'est particulièrement intéressée à la mise à niveau de chacun des partenaires de la Didacthèque, dont le Liban, le Mexique, la Tunisie, le Cameroun et le Viêt Nam, avec pour objectifs la mise en place et la dynamisation multilatérale du réseau.

Par ailleurs, le gouvernement du Canada a fait appel à l'ENAP, en partenariat, pour un projet de consultation portant sur la restructuration de l'Organisation de l'Union africaine. Ce projet pourrait éventuellement déboucher sur la restructuration de cet organisme et sur la formation de ses gestionnaires.

Un autre important projet, amorcé l'année dernière, s'est concrétisé lors des États généraux de l'administration publique, tenus en juillet 1997 à Québec. L'ENAP a en effet été mandatée pour mettre sur pied le Réseau francophone des administrations

publiques. Ce réseau constitue un mécanisme d'échanges automatisé d'informations et de documentation au service d'établissements de la francophonie voués à l'administration publique. Les principaux objectifs visent, d'une part, à fournir une aide à la décision et un outil de formation pour les gestionnaires engagés dans des politiques de réformes administratives et, d'autre part, à promouvoir le développement institutionnel, économique et social des pays francophones.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

Sous l'égide de "Rendez-vous 1997 Québec, Canada", l'ENAP accueillait à Québec, en juillet dernier, la Table ronde de l'Institut international des sciences administratives, la Conférence annuelle de l'Association internationale des écoles et instituts d'administration et la Rencontre internationale de l'Association internationale pour l'information et la documentation en administration publique. Cet événement, dont le thème était *Les transformations des administrations publiques : où allons-nous ? où en sommes-nous ?*, a rassemblé quelque 500 participants, représentant 78 pays. Récoltant les fruits d'une préparation minutieuse, l'École a ainsi considérablement accru sa notoriété auprès de ses partenaires internationaux.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

À tous égards, nous pouvons considérer la dernière année comme particulièrement satisfaisante. Les activités d'enseignement et de recherche vont bon train et l'emménagement prochain de l'École dans ses nouveaux locaux est prometteur d'un bel avenir.

Les perspectives de développement de l'École semblent bien réelles, dès qu'une conjoncture économique moins astreignante permettra la relance espérée de l'administration publique québécoise. Et que, bien évidemment, s'estomperont les contraintes budgétaires qui nous affligent depuis quelques années.



Pierre De Celles,
directeur général

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

DIRECTION

PIERRE DE CELLES, directeur général MAURICE PATRY, directeur de l'enseignement et de la recherche SYLVIE BEAUCHAMP, directrice de l'administration et secrétaire générale
GÉRARD ÉTHIER, directeur associé à l'enseignement et à la recherche

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : PIERRE DE CELLES*, directeur général

Membres : SYLVIE BEAUCHAMP, directrice de l'administration et secrétaire générale
CLAUDE BEAUREGARD, professeur MONIQUE L. BÉGIN*, sous-ministre, Ministère des Régions,
FRANCINE BOUCHARD BOUTET, consultante, Les logiciels de Marque et les technologies EVI LUC
DIONNE, étudiant, JEAN-PIERRE DUPLANTIE, directeur général, Régie régionale de la Santé et des
Services sociaux de l'Estrie DENIS LAFORTE, professeur, Université du Québec à Hull, JEAN LARO-
CHELLE, secrétaire adjoint, Conseil du Trésor,
CLAUDE MASSON*, vice-doyen, Faculté des sciences sociales, Université Laval
MAURICE PATRY, directeur de l'enseignement et de la recherche NICOLE PELLETIER, directrice
générale adjointe, Commission scolaire de Jacques-Cartier YVES POULIN, conseiller en administra-
tion publique HÉLÈNE TREMBLAY*, sous-ministre adjointe, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation

Secrétaire : SYLVIE BEAUCHAMP, secrétaire générale

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : PIERRE DE CELLES, directeur général

Membres : CHRISTIANNE BEAUDET, étudiante SERGE BELLEY, professeur
GUYLAINE BERNIER, chef planification et développement de la main-d'œuvre, Hydro-Québec
MARC BILOCO, directeur, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse MOHA-
MED CHARIH, directeur des études à l'ENAP-Hull GÉRARD ÉTHIER, directeur associé à l'enseigne-
ment et à la recherche GILBERT M. FOURNIER, directeur de la formation et du développement,
Conseil du Trésor DENIS MANSEAU, étudiant EMMANUEL NYAHOHO, professeur LÉO PARÉ, con-
seiller en relations internationales MAURICE PATRY, directeur de l'enseignement et de la recherche
MARCEL PROULX, directeur des études à l'ENAP-Québec NATALIE RINFRET, professeure JACKY
TREMBLAY, étudiant YVON TREMBLAY, conseiller en administration publique RINA ZAMPIERI,
étudiante JEAN-MARC ALAIN, registraire (membre non-votant)

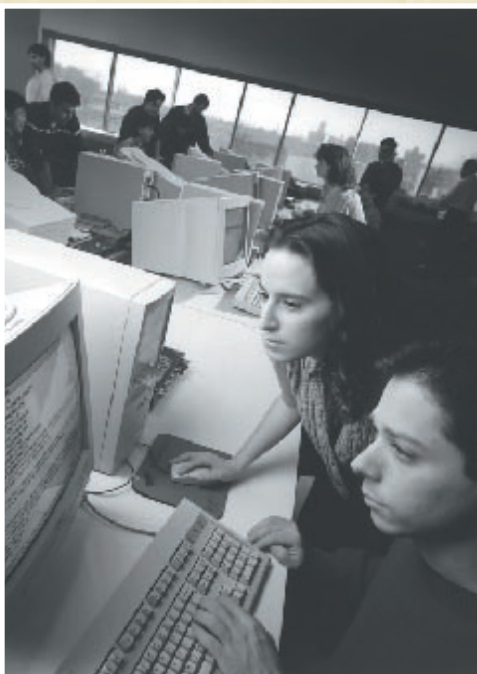
Secrétaire : SYLVIE BEAUCHAMP, secrétaire générale

* Membre du Comité exécutif

ETS

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

Bien installée dans son nouveau campus du centre-ville de Montréal, l'École de technologie supérieure a atteint, en 1997-1998, un rythme de croisière enviable.



Des étudiants en plein travail au laboratoire VLSI du département de génie électrique.



Les futures résidences étudiantes de l'École (à droite, au premier plan).



Le laboratoire de communications et d'intégration de la microélectronique (LACIME).

PHOTOS : ETS

À l'École de technologie supérieure, les projets d'envergure se multiplient. Ainsi, dès le début de 1999, l'École sera en mesure d'offrir des résidences à ses étudiants. De plus, un laboratoire entièrement dédié à l'énergie thermique, unique en Amérique du Nord dans le milieu universitaire, est en voie de création. Il deviendra le premier laboratoire ayant comme mission principale la recherche sur l'utilisation de la vapeur.

LA FORMATION

En 1997-1998, l'ETS a offert, à quelque 2 800 étudiants, des programmes d'enseignement en génie aux trois cycles universitaires.

Le diplôme d'études supérieures en technologie de l'information, mis sur pied en septembre 1997 par l'École de technologie de l'information (ÉTI), accueille déjà plus d'une soixantaine d'étudiants.

Profitant de son déménagement dans un bâtiment ultramoderne et "intelligent", l'École a grandement informatisé l'enseignement et la gestion académique. D'une part, elle a équipé la majorité des salles de cours d'ordinateurs et de vidéos organisés en réseau. D'autre part, les étudiants ont maintenant accès à un nouvel outil sophistiqué et performant : le logiciel *ChemiNot*, créé par et pour l'ETS. *ChemiNot* leur permet de s'inscrire électroniquement aux cours (même par Internet), tout en respectant leur cheminement académique, et de consulter aisément leur dossier universitaire.

Parallèlement aux activités d'enseignement, l'encadrement et le soutien constituent un volet important des services offerts aux étudiants. L'École offre un large éventail de services allant des ateliers de soutien académique au suivi individuel des étudiants ayant des difficultés personnelles ou d'intégration. Plusieurs mesures d'appui à la persévérance sont ainsi mises en place.

Un vaste sondage, effectué à l'automne 1997 afin de connaître la situation d'emploi de nos diplômés, a révélé que 93 % d'entre eux occupent un emploi (3 % étudiant à temps complet). De ce nombre, 90 % ont un emploi permanent et 84 % œuvrent dans leur domaine d'études. L'enquête a également révélé qu'un pourcentage de 66 % ont trouvé leur premier emploi en un mois ou moins et que 92 % ont obtenu le même résultat en six mois ou moins. À noter que 45 % des finissants ont trouvé un emploi dans une entreprise où ils avaient déjà effectué un stage.

LA RECHERCHE

La collaboration avec l'industrie continue de croître et la consolidation de groupes de recherche se poursuit. Deux créneaux connaissent un essor très important, soit ceux de l'aérospatiale et de l'aéronautique ainsi que des télécommunications. Dans ce secteur, plusieurs accords de partenariat très prometteurs ont été conclus avec des entreprises.

Il faut noter une progression de la performance en recherche par une augmentation de 8 % des subventions, laquelle est principalement due aux contrats et commandites. Ceux-ci ont représenté, au cours de la dernière année, 47 % de l'ensemble des subventions de recherche, soit une augmentation de 7 % par rapport à l'exercice précédent.

Même s'il y a une diminution du montant global provenant du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, l'École continue de progresser dans le programme de subventions individuelles de recherche, enregistrant une augmentation de 15 %.

Soulignons qu'une collaboration entre le Groupe de recherche en électronique de puissance et commande industrielle (GRÉPCI) et Hydro-Québec a conduit à la commercialisation, après deux ans de travaux, d'un nouveau logiciel de simulation de réseaux électriques nommé *Power System Blockset*.

LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ

Mis sur pied à l'automne 1997, un projet inédit, baptisé *Découverte*, a jumelé 10 étudiants au baccalauréat à une classe d'élèves de 6^e année de l'école de la Petite-Bourgogne, située à proximité du campus. À raison d'une demi-journée par semaine pendant six mois, les élèves ont pu apprendre des notions de base en électricité et en aéronautique dans un environnement incitatif. Le projet avait pour objectif de stimuler l'imagination des jeunes, de démythifier l'accès à l'université et de leur présenter des modèles de réussite.

Afin d'assurer une formation d'appoint aux cadres et aux professionnels déjà intégrés au marché du travail, le Service du perfectionnement continue de proposer quelque 110 séminaires intensifs à chaque session dans les domaines de la qualité, de l'informatique, de la technologie et du management.

Six étudiants de l'ETS ont séjourné quatre mois au Pérou pour y construire une école, dans le cadre du Programme de regroupement étudiant pour la coopération internationale.



LES RELATIONS AVEC L'INDUSTRIE

Dans le cadre de la formule d'enseignement coopératif, à laquelle participent tous les étudiants durant leurs études de baccalauréat, 1 300 d'entre eux ont effectué durant l'année un stage rémunéré en entreprise, ce qui constitue pour l'École un record inégalé de stages offerts aux étudiants. Dans chacun des quatre programmes de baccalauréat en génie, une moyenne de 98 % des stagiaires potentiels ont ainsi acquis une expérience de travail dans leur domaine d'études.

LES RESSOURCES HUMAINES

Deux conventions collectives ont été renouvelées en cours d'année, soit celle des professeurs et celle des employés de soutien ; ces ententes sont effectives jusqu'en mai 2000.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

En janvier, l'ETS a entrepris la première phase de la construction de ses résidences universitaires. Dès janvier 1999, 190 étudiants pourront loger dans ce complexe de sept étages. Elle a aussi fait l'acquisition d'un vaste bâtiment industriel adjacent aux résidences. Dans un premier temps, l'ETS emménagera un laboratoire dédié à l'énergie thermique ; éventuellement, l'École compte utiliser la partie restante pour abriter d'autres laboratoires de haute technologie.

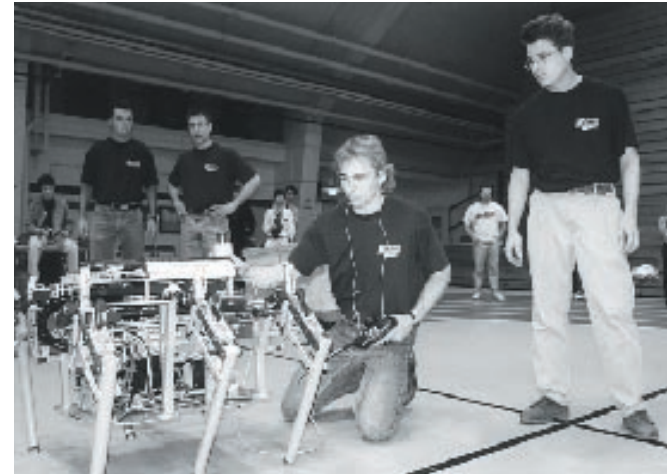
La campagne de financement ETS 2000 : *un avenir de génie* se poursuit. Le cap des sept millions de dollars est maintenant dépassé et les responsables sont confiants d'atteindre leur objectif. Fidèle aux buts de la campagne, qui visent l'excellence de l'environnement éducationnel, le développement technologique et l'expansion du campus, le Fonds a versé cette année 108 500 \$ en bourses aux 1^{er}, 2^e et 3^e cycles ainsi qu'une contribution de 500 000 \$ au projet de construction des résidences étudiantes.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Quatre nouveaux projets, de trois ans chacun, ont été entrepris au Maghreb. Ils seront réalisés dans le cadre du Programme de renforcement d'institutions ayant mandat de formation (PRICAM) et du Programme de renforcement institutionnel canadien en Tunisie (PRICAT), financés par l'ACDI.



Au cours de la dernière année, l'École a offert des programmes d'enseignement aux trois cycles universitaires, à quelque 2 800 étudiants.



Avec le robot marcheur qu'ils ont conçu, les étudiants de l'ETS ont remporté les grands honneurs du 12^e Décathlon SAE de la Walking Machine.

L'ETS a poursuivi ses activités à l'Université de Danang au Viêt Nam et au Collège polytechnique universitaire de Cotonou, au Bénin. Elle a contribué directement à l'implantation de deux entreprises montréalaises en Chine, grâce à l'appui apporté par des professeurs et des étudiants diplômés, engagés dans ce projet avec la *Harbin University of Science and Technology*. L'École a de plus renforcé ses liens de recherche avec une institution universitaire brésilienne pour ce qui est de la codirection de thèses de doctorat.

Pour réaliser ses projets, l'ETS a formé des partenariats au Québec avec cinq universités, trois collèges et une entreprise privée. Elle a accueilli des stagiaires et des délégations de plusieurs pays et, enfin, grâce à des programmes d'échanges, plusieurs étudiants ont aussi pu poursuivre leurs études à l'étranger.

Six étudiants ont réalisé au Pérou le quatrième projet du Programme de regroupement étudiant pour la coopération internationale (PRÉCI), créé par et pour des étudiants de l'ETS. Pendant quatre mois, ils ont séjourné à San Felipe, en banlieue de Lima, où ils ont construit une petite école, doublée d'une cuisine communautaire.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

La construction du nouveau campus de l'ETS a valu à son directeur du Service de l'équipement, Gilles Rousseau, le Prix d'excellence en gestion, volet Réalisation, de l'Université du Québec. Ce prix soulignait sa grande contribution et son engage-

ment exceptionnel dans ce projet. Toujours pour son nouveau campus, l'Association canadienne du personnel administratif universitaire a remis à l'École un premier prix national de qualité et de productivité.

Le robot marcheur *Hydraumas 3*, un projet très complexe conçu par un groupe d'étudiants de l'ETS, a remporté à Chicago les grands honneurs du 12^e Décathlon SAE de la *Walking Machine*.

Trois étudiants en génie mécanique ont remporté le trophée de la catégorie "Projet étudiant" au 8^e gala Énergia, tenu à Montréal, pour leur projet intitulé "Conception des systèmes CVCA d'un bâtiment scolaire".

Le professeur Louis-A. Dessaint, du département de génie électrique, s'est vu remettre par IEEE Canada le Prix de grande distinction de l'ingénieur pour sa contribution à la profession d'ingénieur électrique.

Le Centre d'entrepreneuriat technologique (CENTECH) habite désormais de nouveaux locaux, spécialement conçus pour accueillir des entreprises technologiques en voie de démarrage créées par des étudiants et diplômés de l'École.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'École souhaite implanter prochainement un programme de maîtrise en formation technologique s'adressant, notamment, aux enseignants des techniques physiques dans les cégeps. Un programme de baccalauréat en génie des bioprocédés est également en cours d'élaboration. L'École veut aussi poursuivre le développement de ses programmes d'études supérieures et accroître son volume de recherche et partenariat avec l'industrie.

Alors qu'elle s'apprête à souligner le 25^e anniversaire de sa création, l'ETS veut intensifier son rôle de chef de file dans l'utilisation et le développement des nouvelles technologies, accroître son rayonnement et relever de nouveaux défis. Toutefois, les compressions budgétaires des dernières années ont rendu la situation financière de l'ETS critique, ce qui compromet gravement sa capacité de développement. Elle poursuivra ses démarches afin d'obtenir les ressources qui lui permettront d'assumer sa mission et de poursuivre le développement de la filière technologique continue.



Robert L. Papineau,
directeur général

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

DIRECTION

ROBERT L. PAPINEAU, directeur général YVON DUBOIS, directeur des relations avec l'industrie
SINH LEQUOC, directeur de l'enseignement et de la recherche ROBERT NELSON, directeur de
l'administration JOCELYN GAGNON, secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : HENRI-PAUL MARTEL*, vice-président Développement de projets, Hydro-Québec
International

Vice-présidente : MICHELLE OTIS*, chargée de maintenance préventive, Hydro-Québec

Membres : ALAIN BELLEMARE*, vice-président Exploitation, Pratt & Whitney Canada
DAVID BENSOUSSAN, professeur ODILE BOISJOLI, ingénieure, Planification du réseau d'accès, Bell
Canada MICHEL BRISSON, directeur général, Cégep Montmorency MARTINE CORRIVEAU-GOU-
GEON*, première vice-présidente, Service à la clientèle, Bell Canada ANDRÉ DUPONT, président-di-
recteur général, CITEQ et vice-président Recherche et Développement Asea Brown Boveri NICOLE
LAFLEUR, directrice générale, Cégep de Lévis-Lauzon SINH LEQUOC, directeur de l'enseignement
et de la recherche ROBERT NELSON, directeur de l'administration CHRISTIANE MARCOUX, direc-
trice Asseau-BPR CLAUDE OLIVIER, directeur de département ROBERT L. PAPINEAU*, directeur
général ROBERT TESSIER, président et chef de la direction, Gaz Métropolitain PATRICK TOUPIN,
étudiant

Observateurs : ROBERT MICHAUD, chargé d'enseignement MICHEL SIGNORI, stages et placement

Secrétaire : JOCELYN GAGNON, secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : ROBERT L. PAPINEAU, directeur général

Membres : YVES BEAUCHAMP, directeur de département LOUISE CARTIER, directrice des ressour-
ces humaines, Groupe de transport Tellabs inc. JEAN-FRANÇOIS CUSSON, étudiant
LUC FAVREAU, chargé d'enseignement YVES FORTÉ, président, Roy LGL Itée
P. MICHEL GAGNÉ, directeur, planification et perfectionnement des ressources humaines, Pratt &
Whitney Canada FRANÇOIS GAGNON, professeur PAUL GELY, doyen des études de premier cycle et
des ressources CHRISTIAN LARDINOIS, doyen des études avancées et de la recherche
PHIEU LE-HUY, professeur SINH LEQUOC, directeur de l'enseignement et de la recherche PIERRE
PICHÉ, étudiant JEAN-CLAUDE PROVOST, ingénieur, CMA Chalifour, Marcotte & Associés inc.

Observatrice : ANNE BEAULIEU, registraire

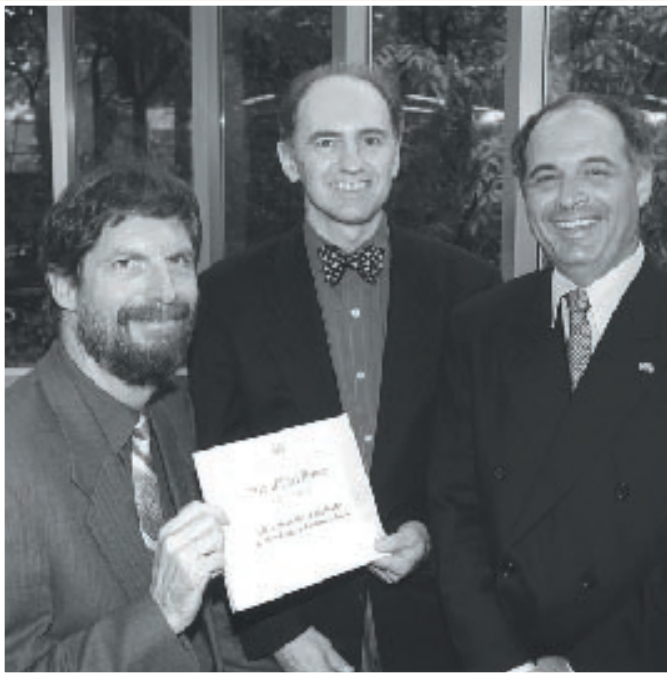
Secrétaire : JOCELYN GAGNON, secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

TELUQ

TÉLÉ-UNIVERSITÉ

Dans le cadre de la seconde année de réalisation de son plan stratégique, la Télé-université a connu, en 1997-1998, une période fertile en événements, en développements de toutes sortes et en révision de ses pratiques techno-pédagogiques.



Jean-Pierre Frénois, professeur à l'École des Hautes Études Commerciales, Raymond Brulotte, professeur à la Télé-université, et Gilles Nolet, de l'Ordre des CGA, lors de la remise du Prix d'excellence que l'ACED a décerné au diplôme d'études supérieures spécialisées en finance d'entreprise.



Le Laboratoire en informatique cognitive et environnement de formation (LICEF), plus important centre de recherche au Canada dans le domaine des modèles, des méthodes et des technologies de télé-apprentissage, est également reconnu comme l'un des plus avancés au plan international ; il est notamment partenaire du Réseau des centres d'excellence canadien en télé-apprentissage.

PHOTOS : SYLVIE TRÉPANIÉ

En 1997-1998, du fait de sa mission, la Télé-université a été interpellée par la réflexion des universités et, plus particulièrement, celle de l'Université du Québec sur l'enseignement à distance et les nouvelles technologies.

La Télé-université a de plus vu la croissance de l'ensemble de ses activités en enseignement, en recherche et en coopération internationale ainsi que l'augmentation du nombre d'étudiants qui ont choisi son mode d'enseignement. Ces éléments contribuent à attester qu'elle est une université à part entière et à confirmer que son approche répond aux besoins de la société.

Plusieurs projets, réalisés en partenariat, ont démontré sa capacité à travailler avec les autres dans l'esprit d'un enrichissement mutuel au profit de l'étudiant. Cette dernière année s'est également déroulée sous le signe de la transformation pour l'ensemble du personnel, qui a commencé à intégrer la virtualité, tant au niveau des contenus de cours et des approches pédagogiques qu'à celui de l'encadrement des étudiants et de la gestion.

LA FORMATION

Le bilan du développement de la programmation pour la dernière année est plus qu'intéressant : le diplôme d'études supérieures spécialisées en technologie de l'information ainsi que trois programmes courts ont été offerts, tandis que neuf programmes ont été approuvés en vue d'une implantation prochaine, dont un certificat en psychologie. Les 62 cours offerts pour la première fois et les 29 nouveaux projets de cours qui ont reçu une autorisation de développement témoignent d'une activité intense.

D'une centaine qu'ils étaient en 1991, les adeptes du dialogue et de l'interaction qu'offre le réseau télématique sont maintenant plus de 4 500. Durant la dernière année, le campus virtuel a élargi ses activités avec l'offre de 21 nouveaux cours sur Internet ou intégrant le disque optique compact. À ce titre, plusieurs cours du diplôme d'études supérieures spécialisées en finance d'entreprise étaient accessibles sur Internet ; il est prévu que tous le seront pour la session d'automne 1999.

Avec 2 271 EETC, la Télé-université a connu une augmentation du nombre de ses étudiants pour une cinquième année consécutive. Plus de 12 000 personnes se sont présentées aux séances officielles de passation d'un examen. L'administration a été le secteur choisi par 53 % des étudiants, alors que l'informatique en attirait 16 %. Les diplômés de 2^e cycle et de certificats, tout comme les bacheliers en communication, ont été plus nombreux.

Les efforts pour augmenter la persévérance aux études ont porté fruit. Les étudiants déjà admis à un programme de la Télé-université, et qui se sont inscrits à des cours en 1997-1998, ont augmenté de 3,4 %. Par ailleurs, l'encadrement a fait l'objet d'une réingénierie et de nombreux efforts ont été consacrés à l'accessibilité de l'encadrement télématique pour mieux répondre aux besoins des étudiants.

LA RECHERCHE

Le financement de la recherche a connu un essor important. Plus de trois millions de dollars ont été obtenus de différentes sources externes, ce qui représente une augmentation de 38 % par rapport à l'année précédente. Le Centre de recherche Laboratoire en informatique cognitive et environnement de formation (LICEF) a récolté 88 % des subventions obtenues. Le Conseil de recherches en sciences humaines, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et le Fonds de l'autoroute de l'information sont les principales sources de financement des différents projets réalisés.

L'intérêt pour la recherche est en progression : 60 % des professeurs ont mené des projets, la plupart du temps en collaboration avec des collègues des autres universités québécoises. Une recherche sur un Système d'apprentissage en mode virtuel et outils intégrés (SAVOIR), réunissant des chercheurs de la Télé-université, de l'Université du Québec à Chicoutimi, de l'École de technologie supérieure et de l'Institut national de la recherche scientifique, en est un exemple. Des étudiants et des chercheurs, de plus en plus nombreux, ont été accueillis dans les laboratoires de la Télé-université sur les technologies de l'information et des communications en éducation.



LOUISE LEBLANC

Gilberte Chassé, récipiendaire de la Médaille du gouverneur général, accompagnée de la directrice générale, Anne Marrec.

LES PARTENARIATS

Pour la Télé-université, le partenariat rime avec ententes, projets, enseignement et recherche. Ce fut tout d'abord, avec trois autres établissements du réseau, la mise sur pied de l'École de technologie de l'information. Plus spécifiquement avec l'Université du Québec à Montréal, une entente pour le développement et l'exploitation de services de formation à distance a permis l'élaboration de cours dans le secteur de l'administration et l'élaboration d'un doctorat en informatique cognitive. Avec le concours de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, deux cours en administration ont également été développés.

La Télé-université demeure le partenaire du ministère canadien de la Défense, qui a renouvelé une entente de formation dans le cadre du Plan universitaire des forces canadiennes.

Des étudiants en provenance des autres universités québécoises ont choisi la Télé-université pour suivre un ou plusieurs cours dans le cadre des ententes interuniversitaires ; ils étaient 9,7 % plus nombreux qu'en 1996-1997. La persistance de ce dernier phénomène, en continuelle croissance depuis 1993-1994, démontre le rôle complémentaire de la Télé-université dans l'offre d'une formation universitaire au Québec et la reconnaissance de plus en plus grande de la qualité de sa formation, tant par les professeurs que par les étudiants.

LES RESSOURCES HUMAINES

Privilégiant l'appropriation des technologies par tous, la mise en œuvre du plan de modernisation technologique de la Télé-université a sollicité les ressources humaines de plus d'une façon durant la dernière année. Pour les 35 professeurs et les 198 employés réguliers, la formation et l'adaptation aux nouveaux outils technologiques se sont ajoutées aux tâches courantes. Les différents chantiers créés pour assurer la réalisation des 23 projets de modernisation, notamment de l'infrastructure, de soutien à la gestion académique et de la banque des cours et des programmes ont requis la participation de 120 d'entre eux.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

Au chapitre des ressources matérielles, les sites retenus pour doter la Télé-université d'un campus permanent, tant à Québec qu'à Montréal, sont maintenant connus et les travaux requis pour définir les besoins sont complétés. Ces espaces seront partagés, à Québec, avec le Siège social de l'Université du Québec, et, à Montréal, avec l'École nationale d'administration publique.

Pour la première fois de son histoire, les états financiers de la Télé-université au 31 mai 1998 font état d'un manque à gagner de 491 585 \$. Cette somme a été comblée à même le solde de fonds non affecté. La Télé-université rejoindra donc les rangs des universités déficitaires dès qu'elle aura épuisé, au terme du prochain exercice financier, son surplus accumulé.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

La reconnaissance de l'expertise de la Télé-université en formation à distance et en utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) lui a valu d'être sollicitée par de nombreux établissements étrangers pour l'accueil de stagiaires, la réalisation de projets de formation en collaboration ou, encore, la mise sur pied de centres d'apprentissage à distance.

Sur la base des projets déjà réalisés, la Télé-université a reçu de l'Agence canadienne de développement international une subvention de près de cinq millions de



PHOTOS : TELUO

Dans le cadre des activités du Groupe interinstitutionnel de recherche en formation à distance (GIREFAD), les équipes de recherche des professeurs André-Jacques Deschênes et Pierre Gagné, dont font partie des membres de l'UOAC, de l'UQAT et de l'UQAR, ont mené une étude sur l'utilisation des activités d'apprentissage par les étudiants à distance.

dollars pour la mise sur pied d'une plate-forme d'échanges et de travail en commun regroupant le Brésil, le Chili, le Costa Rica, le Sénégal et l'Île Maurice. Cela contribuera au développement de la communauté virtuelle dans laquelle la Télé-université a encore joué un rôle moteur en 1997-1998.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

Les 25 ans de la Télé-université ont été marqués par plusieurs événements. Soulignons, à ce titre, le Prix d'excellence 1998 pour le partenariat, qui lui a été décerné par l'ACED, conjointement avec l'École des Hautes Études Commerciales, pour le diplôme d'études supérieures spécialisées en finance d'entreprise ; ce diplôme avait été développé en collaboration avec l'Ordre des comptables généraux licenciés (CGA). Par ailleurs, Gilberte Chassé, finissante au baccalauréat en communication, a mérité la Médaille d'argent du gouverneur général pour la qualité de son dossier scolaire.

Signe irréfutable de l'intérêt que le mode d'enseignement à distance suscite, une étude sur le télé-enseignement et la multimédiatisation à l'Université du Québec a été réalisée par un comité de l'Assemblée des gouverneurs. Signalons la place que la Télé-université a occupée à l'intérieur de cette réflexion.



Grâce à une subvention de l'ACDI, le Centre d'application, d'étude et de ressources en apprentissage à distance (CAERENAD) réunit des participants du Brésil, du Chili, du Costa Rica, du Sénégal et de l'Île Maurice. La directrice du programme, Louise Patoine, et le professeur André-Jacques Deschênes, de la Télé-université, entourent le Vice-chancelier de l'University of Mauritius.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La Télé-université, malgré sa petite taille apparente, compensée par son contexte d'intervention, son mode d'enseignement et le type de fréquentation de sa clientèle étudiante, est appelée à jouer un rôle de plus en plus stratégique pour répondre aux besoins de la population. Sa contribution à la synergie réseau, par le biais de la modernisation technologique et de la mise en commun de programmes, cours et services, devrait permettre à l'Université du Québec de se démarquer avantageusement et de devenir un leader incontesté dans l'utilisation des nouvelles technologies dans la formation au Québec.



Anne Marrec,
directrice générale

TÉLÉ-UNIVERSITÉ

DIRECTION

ANNE MARREC, directrice générale GUY PROVOST, directeur de l'enseignement et de la recherche
ROBERT MARANDA, directeur des affaires administratives MICHEL MADDEN, secrétaire général, directeur du développement et directeur des communications (fin : 10 avril 1998) FRANCE BILODEAU, secrétaire générale, directrice du développement et directrice des communications par intérim MICHELLE GUAY, directrice des services technologiques

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : ALBAN D'AMOURS*, inspecteur et vérificateur général, Mouvement Desjardins

Membres : MARIE-THÉRÈSE BOURBONNAIS, spécialiste en sciences de l'éducation, SERGE COURVILLE, professeur, Université Laval MARC COUTURE, professeur, ROBERT GAULIN, conseiller en gestion des organisations GILLES GAUMOND*, avocat et associé senior, Grondin, Poudrier, Bernier, avocats FRANÇOIS LABROUSSE, administrateur conseil, Conseiller en gestion et informatique (CGI) PIERRE LAVIGNE, conseiller en administration, École nationale d'administration publique CÉLINE LABEL, coordonnatrice à l'encadrement, ANDRÉE LONGPRÉ, diplômée ROBERT MARANDA, directeur des affaires administratives ANNE MARREC*, directrice générale MARIE-ÉLAINE MICHAUD, étudiante GUY PROVOST*, directeur de l'enseignement et de la recherche FLORENCE ROBINSON, étudiante CHANTAL TELLIER, vice-présidente adjointe, Solutions d'affaires, Bell Canada HUBERT WALLOT*, professeur

Secrétaire : FRANCE BILODEAU, secrétaire générale et directrice du développement par intérim

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente : ANNE MARREC, directrice générale

Membres : ÉTIENNE BEAUREGARD, étudiant MARCELLE CARON, coordonnatrice à l'encadrement LOUIS DEMERS, professeur ESTHER DORVAL, spécialiste en sciences de l'éducation RAYMOND DUCHESNE, directeur de l'unité d'enseignement et de recherche Travail, économie et gestion HUGUETTE DUSSAULT, directrice de l'unité d'enseignement et de recherche sciences humaines, lettres et communication FRANÇOIS GIROUX, directeur des ressources humaines, Ministère de la Sécurité du revenu YVES JEAN, professeur JEANNE MAHEUX, directrice des études GUY PROVOST, directeur de l'enseignement et de la recherche DIANE-GABRIELLE TREMBLAY, directrice de la recherche ROCK TREMBLAY, directeur des études, Collège Ahuntsic MICHEL SÉNÉCAL, directeur de l'unité d'enseignement et de recherche Communications LOUIS VILLARDIER, professeur

Secrétaire : FRANCE BILODEAU, secrétaire générale et directrice du développement par intérim

* Membre du Comité exécutif

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de l'Assemblée des gouverneurs

Université du Québec

Nous avons vérifié les bilans consolidés et synoptiques des fonds de fonctionnement, avec restriction, des immobilisations, de dotation et des autres fonds de l'Université du Québec au 31 mai 1998, les états consolidés et synoptiques des résultats et de l'évolution des soldes de fonds des fonds de fonctionnement, avec restriction, des immobilisations et des autres fonds, ainsi que l'évolution de la situation financière du fonds des immobilisations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers consolidés et synoptiques incombe à la direction de l'Université. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés et synoptiques en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers consolidés et synoptiques. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés et synoptiques. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés et synoptiques.

À notre avis, ces états financiers consolidés et synoptiques présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Université au 31 mai 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 3.



Raymond Chabot Grant Thornton
Comptables agréés

FONDS DES IMMOBILISATIONS ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 1998 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1998	1997
	\$	\$
PROVENANCE DES FONDS		
PRODUIT NET DES ÉMISSIONS DE BILLETS ET DÉBENTURES	48 424	239 396
CONTRIBUTIONS DU FONDS		
FONCTIONNEMENT	13 916	13 755
AVEC RESTRICTION	11 150	8 558
DOTATION	15	927
SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS		
MEQ		
SUBVENTIONS	5 944	19 726
SERVICE DE LA DETTE	96 631	76 949
SIUO	148	-
GOUVERNEMENT DU CANADA	-	1 319
AUTRES	4 463	4 216
VENTE D'IMMOBILISATIONS	60	83
INTÉRÊTS À RECEVOIR	200	1 323
AUTRES REVENUS	215	6 221
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION	7 096	-
	188 262	372 473
UTILISATION DES FONDS		
ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS	125 946	119 690
CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION		
VARIATION NETTE DES OBLIGATIONS	4 487	2 237
INTÉRÊTS SUR CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION	519	-
SERVICE DE LA DETTE		
CAPITAL	89 055	28 505
INTÉRÊTS	66 241	56 284
FRAIS INHÉRENTS AUX ÉMISSIONS DE BILLETS ET DÉBENTURES	20	25
AUTRES	-	7 043
INTÉRÊTS SUR EMPRUNT BANCAIRE	1 515	3 069
	287 783	216 853
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES FONDS	(99 521)	155 620
SOLDE NON POURVU AU DÉBUT	(21 645)	(177 265)
SOLDE NON POURVU À LA FIN	(121 166)	(21 645)

BILANS CONSOLIDÉS AU 31 MAI 1998 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	FONDS DE FONCTIONNEMENT		FONDS AVEC RESTRICTION		FONDS DES IMMOBILISATIONS		FONDS DE DOTATION		AUTRES FONDS		TOTAL	
	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF												
ACTIF À COURT TERME												
ENCAISSE	16 046	21 272	3 195	-	-	-	11	91	-	-	19 252	21 363
PLACEMENTS À COURT TERME	1	2 652	13	10 868	-	48 389	1 532	2 625	-	389	1 546	64 923
COMPTES À RECEVOIR												
DROITS DE SCOLARITÉ	5 515	4 872	-	-	-	-	-	-	-	-	5 515	4 872
AUTRES	11 483	9 909	8 964	10 785	1 587	995	134	78	-	647	22 168	22 414
SUBVENTION À RECEVOIR - MEQ	820	1 070	20 461	21 034	19 182	21 082	-	-	-	-	40 463	43 186
AVANCES INTERFONDS	18 305	23 247	30 362	22 014	26	7	1 305	174	-	1 342	49 998	46 784
STOCKS ET FRAIS PAYÉS D'AVANCE	4 907	5 264	80	31	-	-	-	-	-	-	4 987	5 295
	57 077	68 286	63 075	64 732	20 795	70 473	2 982	2 968	-	2 378	143 929	208 837
AVANCES INTERFONDS	20 802	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20 802	-
PLACEMENTS, AU COÛT	367	25	-	-	980	-	1 071	-	-	-	2 418	25
IMMOBILISATIONS 2F(NOTE 4)	-	-	-	-	943 800	916 116	-	-	-	-	943 800	916 116
ALLOCATIONS DE DÉPART REPORTÉES, AU COÛT NON AMORTI	7 445	9 091	-	-	-	-	-	-	-	-	7 445	9 091
FRAIS DE FINANCEMENT DIFFÉRÉS - ESCOMPTE, AU COÛT NON AMORTI	-	-	-	-	8 927	9 275	-	-	-	-	8 927	9 275
FRAIS REPORTÉS, AU COÛT NON AMORTI	-	-	107	-	-	-	-	-	-	-	107	-
	85 691	77 402	63 182	64 732	974 502	995 864	4 053	2 968	-	2 378	1 127 428	1 143 344
PASSIF												
PASSIF À COURT TERME												
EMPRUNTS BANCAIRES 2F(NOTE 5)	54 802	23 446	-	-	69 141	30 903	-	-	-	-	123 943	54 349
COMPTES À PAYER ET FRAIS COURUS	33 428	37 450	7 925	4 774	27 806	28 992	59	11	-	497	69 218	71 724
RETENUES SUR CONTRATS	-	-	-	-	3 894	6 643	-	-	-	-	3 894	6 643
SUBVENTIONS À PAYER	158	158	-	-	-	-	-	-	-	-	158	158
PRODUITS REPORTÉS	8 181	10 226	306	-	-	-	-	-	-	-	8 487	10 226
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT RÉSEAU REPORTÉE 2F(NOTE 6)	4 036	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 036	-
AVANCES INTERFONDS	29 803	20 740	624	1 342	19 533	22 853	39	-	-	1 849	49 999	46 784
VERSEMENTS SUR LA DETTE À LONG TERME	-	-	-	-	95 080	85 609	-	-	-	-	95 080	85 609
	130 408	92 020	8 855	6 116	215 454	175 000	98	11	-	2 346	354 815	275 493
DETTE À LONG TERME 2F(NOTE 7)	-	-	189	-	632 430	678 323	-	-	-	-	632 619	678 323
AVANCES INTERFONDS	-	-	-	-	20 802	-	-	-	-	-	20 802	-
	130 408	92 020	9 044	6 116	868 686	853 323	98	11	-	2 346	1 008 236	953 816
SOLDES DE FONDS (NÉGATIF)												
SOLDE DE FONDS (NÉGATIF) NON AFFECTÉ	(53 529)	(18 574)	-	-	-	-	-	-	-	-	(53 529)	(18 574)
SOLDE DE FONDS D'AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	8 812	3 956	458	-	-	-	3 188	2 229	-	-	12 458	6 185
SOLDE DE FONDS D'AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE	-	-	53 680	58 616	-	-	767	728	-	32	54 447	59 376
SOLDE DE FONDS INVESTI EN IMMOBILISATIONS	-	-	-	-	105 816	142 541	-	-	-	-	105 816	142 541
	(44 717)	(14 618)	54 138	58 616	105 816	142 541	3 955	2 957	-	32	119 192	189 528
	85 691	77 402	63 182	64 732	974 502	995 864	4 053	2 968	-	2 378	1 127 428	1 143 344

LES NOTES COMPLÉMENTAIRES FONT PARTIE INTÉGRANTE DES ÉTATS FINANCIERS.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 1998 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	FONDS DE FONCTIONNEMENT		FONDS AVEC RESTRICTION		FONDS DES IMMOBILISATIONS		FONDS DE DOTATION	
	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS								
DROITS DE SCOLARITÉ	78 991	79 626	-	-	-	-	-	-
SUBVENTIONS								
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC								
FONCTIONNEMENT - MEQ	357 223	381 819	321	590	98 568	101 703	-	-
AUTRES	4 239	8 596	18 362	19 918	4 279	-	-	-
GOUVERNEMENT DU CANADA	316	140	29 268	32 074	-	-	-	-
CONTRIBUTIONS - UQ	4 359	2 113	-	-	-	1 319	-	-
AUTRES	1 219	1 348	13 404	10 683	1 973	4 261	-	-
PLACEMENTS ET DOTATION	1 000	1 553	-	-	200	-	324	184
ENTREPRISES AUXILIAIRES	12 011	11 267	-	-	-	-	-	-
AUTRES REVENUS	36 309	34 195	27 423	33 098	2 726	738	952	13 996
RECouvreMENT DE COÛTS INDIRECTS	3 298	2 367	449	384	-	-	-	-
CONTRIBUTION INTERFONDS	1 381	3 886	52	300	25 768	23 240	15	142
CONTRIBUTION DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIUQ)	-	-	-	-	148	-	-	-
GAIN SUR LA CESSION D'IMMOBILISATIONS	-	-	-	-	85	-	-	-
DONS EN NATURE	-	-	-	-	915	3 734	-	-
	500 346	526 910	89 279	97 047	134 662	134 995	1 291	14 322
CHARGES								
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE	290 331	309 400	22 540	25 646	-	-	265	1 259
RECHERCHE SUBVENTIONNÉE	7 631	8 228	57 294	57 210	-	-	-	-
SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	7 394	6 979	7 854	8 769	-	-	-	-
AUDIOVISUEL	5 004	5 383	5	13	-	-	-	-
BIBLIOTHÈQUE	22 690	23 224	134	96	-	-	-	-
INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	20 238	23 240	-	197	-	-	-	-
ADMINISTRATION	61 219	68 150	11	21	-	-	-	-
TERRAINS ET BÂTIMENTS	63 501	68 633	-	-	-	-	-	-
SERVICES AUX ÉTUDIANTS	12 460	12 194	56	22	-	-	3	-
ENTREPRISES AUXILIAIRES	11 468	10 538	-	-	-	-	-	-
CONTRIBUTIONS INTERFONDS	237	415	2 739	119	631	-	90	87
TRANSFERTS DE COÛTS INDIRECTS	-	-	2 910	2 793	-	-	-	-
REDRESSEMENT DES BASES	4 567	2 113	-	-	-	-	-	-
INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS	104	-	-	-	67 682	62 487	-	-
RADIATION D'IMMOBILISATIONS	-	-	-	-	3 125	2 767	-	-
AMORTISSEMENT DES FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS ET DES IMMOBILISATIONS	-	-	-	-	95 767	84 566	-	-
FRAIS ANNUELS ET D'ÉMISSION DE BILLETS ET DÉBENTURES	-	-	-	-	232	24	-	-
AUTRES	521	-	23	5	3 895	7 018	-	12 423
	507 365	538 497	93 566	94 891	171 332	156 862	358	13 769
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES AVANT DÉPENSES EXCEPTIONNELLES	(7 019)	(11 587)	(4 287)	2 156	(36 670)	(21 867)	933	553
DÉPENSES EXCEPTIONNELLES								
ALLOCATIONS DE DÉPART	(17 114)	(10 669)	-	-	-	-	-	-
TEMPÊTE DE VERGLAS	(518)	-	-	-	-	-	-	-
PERTE ÉVENTUELLE	-	-	(4 906)	-	-	-	-	-
MAUVAISES CRÉANCES	-	-	(373)	-	-	-	-	-
	(17 632)	(10 669)	(5 279)	-	-	-	-	-
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	(24 651)	(22 256)	(9 566)	2 156	(36 670)	(21 867)	933	553

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 1998 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	FONDS DE FONCTIONNEMENT		FONDS AVEC RESTRICTION		FONDS DES IMMOBILISATIONS		FONDS DE DOTATION		AUTRES FONDS		TOTAL TOTAL	
	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT												
SOLDE DÉJÀ ÉTABLI	(15 710)	(313)	58 234	56 078	140 100	163 859	2 957	2 404	32	32	185 613	222 060
REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES												
ANTÉRIEURS F(NOTE 2)	1 092	(549)	-	-	2 441	549	-	-	-	-	3 533	-
SOLDE REDRESSÉ	(14 618)	(862)	58 234	56 078	142 541	164 408	2 957	2 404	32	32	189 146	222 060
PRISE EN CHARGE DU DÉFICIT DE L'IAF PAR L'UO	-	8 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 500
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES												
PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	(24 651)	(22 256)	(9 566)	2 156	(36 670)	(21 867)	933	553	-	-	(69 954)	(41 414)
VIREMENTS INTERFONDS	(5 448)	-	5 470	-	(55)	-	65	-	(32)	-	-	-
SOLDE À LA FIN	(44 717)	(14 618)	54 138	58 234	105 816	142 541	3 955	2 957	-	32	119 192	189 146

FONDS DE FONCTIONNEMENT

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS SYNOPTIQUE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 1998 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQAH	UQAT	ENAP	TELUQ	ETS	INRS	IAF	UQ	C.S.C.	RÉSEAU	1998	1997
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	TOTAL	TOTAL
SOLDE (DÉFICIT) AU DÉBUT																
SOLDE DÉJÀ ÉTABLI	(12 009)	(2 548)	(2 497)	(180)	710	408	(19)	1 912	(198)	760	(1 678)	(13)	(40)	(318)	(15 710)	(313)
REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (NOTE 2)	-	-	1 092	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 092	(549)
SOLDE REDRESSÉ	(12 009)	(2 548)	(1 405)	(180)	710	408	(19)	1 912	(198)	760	(1 678)	(13)	(40)	(318)	(14 618)	(862)
PRISE EN CHARGE DU DÉFICIT DE L'IAF PAR L'UO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 500
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	(9 275)	(4 349)	(1 325)	(1 094)	(132)	(182)	92	(492)	(146)	(1 940)	(758)	(162)	153	(5 041)	(24 651)	(22 256)
VIREMENTS INTERFONDS	-	(11)	(45)	-	-	-	(7)	(28)	-	(5 279)	(150)	72	-	-	(5 448)	-
SOLDE (DÉFICIT) À LA FIN	(21 284)	(6 908)	(2 775)	(1 274)	578	226	66	1 392	(344)	(6 459)	(2 586)	(103)	113	(5 359)	(44 717)	(14 618)

FONDS DE FONCTIONNEMENT BILAN SYNOPTIQUE AU 31 MAI 1998 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	UOAM	UQTR	UOAC	UOAR	UOAH	UOAT	ENAP	TELUO	ETS	INRS	IAF	UO	1998 TOTAL	1997 TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF														
ENCAISSE	-	-	637	-	2 945	1 320	536	1 902	2 421	2 146	29	4 110	16 046	21 272
PLACEMENTS À COURT TERME	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2 652
COMPTES À RECEVOIR														
DROITS DE SCOLARITÉ	4 462	155	156	65	221	182	7	79	169	19	-	-	5 515	4 872
AUTRES	4 533	755	1 072	293	602	362	613	636	720	608	934	355	11 483	9 909
SUBVENTIONS À RECEVOIR	-	254	-	129	220	-	-	-	-	862	-	(645)	820	1 070
AVANCES INTERFONDS	8 106	3 123	480	-	-	196	295	1 066	714	1 257	1 078	1 990	18 305	23 247
STOCKS ET FRAIS PAYÉS D'AVANCE	2 356	610	559	387	262	142	86	86	147	146	72	54	4 907	5 264
	19 457	4 897	2 904	875	4 250	2 202	1 537	3 769	4 171	5 038	2 113	5 864	57 077	68 286
AVANCES INTERFONDS	20 802	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20 802	-
PLACEMENTS AU COÛT	-	25	-	-	281	-	-	-	-	-	61	-	367	25
ALLOCATIONS DE DÉPART REPORTÉES, AU COÛT NON AMORTI	342	3 671	1 536	627	-	-	256	-	84	-	416	513	7 445	9 091
	40 601	8 593	4 440	1 502	4 531	2 202	1 793	3 769	4 255	5 038	2 590	6 377	85 691	77 402
PASSIF														
PASSIF À COURT TERME														
EMPRUNTS BANCAIRES (NOTE 5)	38 388	7 622	-	857	-	-	-	-	-	-	1 482	6 453	54 802	23 446
COMPTES À PAYER ET FRAIS COURUS	13 211	3 555	2 152	1 252	2 558	1 135	1 215	1 823	1 840	2 702	967	1 018	33 428	37 450
SUBVENTIONS À PAYER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	158	-	-	158	158
PRODUITS REPORTÉS	3 013	1 301	864	326	635	231	222	554	628	164	68	175	8 181	10 226
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT														
RÉSEAU REPORTÉE (NOTE 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 036	4 036	-
AVANCES INTERFONDS	7273	3 023	4 199	341	760	610	290	-	2 131	8 473	2 659	44	29 803	20 740
	61 885	15 501	7 215	2 776	3 953	1 976	1 727	2 377	4 599	11 497	5 176	11 726	130 408	92 020
SOLDES DE FONDS (NÉGATIF)														
SOLDE DU FONDS NON AFFECTÉ	(26 024)	(7 079)	(3 148)	(1 748)	7	(250)	66	1 029	(344)	(6 681)	(2 654)	(6 703)	(53 529)	(18 574)
SOLDE DE FONDS D'AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	4740	171	373	474	571	476	-	363	-	222	68	1354	8 812	3956
	(21 284)	(6 908)	(2 775)	(1 274)	578	226	66	1 392	(344)	(6 459)	(2 586)	(5 349)	(44 717)	(14 618)
	40 601	8 593	4 440	1 502	4 531	2 202	1 793	3 769	4 255	5 038	2 590	6 377	85 691	77 402

Pour l'Assemblée des gouverneurs,
PIERRE LUCIER, Président
MICHEL LECLERC, Vice-président à l'administration

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (note 8)

FONDS DE FONCTIONNEMENT RÉSULTATS SYNOPTIQUES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 1998 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

															1998	1997
	UOAM	UQTR	UOAC	UOAR	UOAH	UOAT	ENAP	TELUO	ETS	INRS	IAF	UO	CSC	RÉSEAU	TOTAL	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS																
DROITS DE SCOLARITÉ	39 270	12 151	6 725	4 233	5 310	1 726	1 280	3 014	4 790	397	95	-	-	-	78 991	79 626
SUBVENTIONS																
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC																
FONCTIONNEMENT - M.E.Q.	142 811	45 515	29 467	22 418	18 871	11 383	8 820	15 202	17 092	20 891	11 476	8 034	2 848	2 395	357 223	381 819
AUTRES	1 954	26	271	709	132	-	556	73	350	-	168	-	-	-	4 239	8 596
GOUVERNEMENT DU CANADA	-	-	-	-	-	-	211	-	105	-	-	-	-	-	316	140
CONTRIBUTION - U.Q.	-	-	1 471	-	1 887	444	282	275	-	-	-	-	-	-	4 359	2 113
AUTRES	-	243	-	-	-	-	214	445	-	210	107	-	-	-	1 219	1 348
PLACEMENTS ET DOTATIONS	185	33	-	26	149	-	13	72	3	280	3	94	-	142	1 000	1 553
ENTREPRISES AUXILIAIRES	8 372	1 415	360	300	967	-	60	-	537	-	-	-	-	-	12 011	11 267
AUTRES REVENUS	14 536	5 034	3 233	889	981	765	778	2 172	935	880	4 009	1 473	597	27	36 309	34 195
RECouvreMENT DE COÛTS INDIRECTS	-	-	166	160	-	26	397	133	318	2 028	70	-	-	-	3 298	2 367
CONTRIBUTION INTERFONDS	-	1 073	9	299	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 381	3 886
	207 128	65 490	41 702	29034	28 297	14 344	12 611	21 386	24 130	24 686	15 928	9 601	3 445	2 564	500 346	526 910
CHARGES																
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE	118 462	43 521	27 094	19 044	17 429	8 771	5 432	11 890	13 300	15 427	8 884	1 077	-	-	290 331	309 400
RECHERCHE SUBVENTIONNÉE	3 684	705	461	785	171	402	-	269	1 154	-	-	-	-	-	7 631	8 228
SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	1 698	862	883	55	572	25	1 157	1 043	1 099	-	-	-	-	-	7 394	6 979
BIBLIOTHÈQUE	10 194	3 427	2 169	1 632	1 411	494	702	246	963	440	447	113	-	452	22 690	23 224
AUDIOVISUEL	2 404	828	189	-	314	299	-	574	223	130	43	-	-	-	5 004	5 383
INFORMATIQUE	7 031	2 179	1 571	1 230	1 339	402	227	1 015	840	979	332	-	3 093	-	20 238	23 240
ADMINISTRATION	21 800	5 964	4 157	3 689	3 227	2 041	1 777	2 947	2 563	3 205	1 944	5 818	-	2 087	61 219	68 150
TERRAINS ET BÂTIMENTS	30 516	4 822	3 941	2 614	2 268	1 358	2 237	2 959	2 815	4 327	3 271	1 874	-	499	63 501	68 633
SERVICES AUX ÉTUDIANTS	5 329	2 473	1 695	636	713	281	83	442	808	-	-	-	-	-	12 460	12 194
ENTREPRISES AUXILIAIRES	8 175	1 484	176	234	844	7	88	-	460	-	-	-	-	-	11 468	10 538
REDRESSEMENT DES BASES - U.Q.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 567	4 567	2 113
CONTRIBUTION INTERFONDS	-	-	-	-	-	237	-	-	-	-	-	-	-	-	237	415
INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	104	-	-	-	104	-
AUTRES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	521	-	-	-	-	521	-
	209 293	66 265	42 336	29 919	28 288	14 317	11 703	21 385	24 225	25 029	15 025	8 882	3 093	7 605	507 365	538 497
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES AVANT DÉPENSES EXCEPTIONNELLES	(2 165)	(775)	(634)	(885)	9	27	908	1	(95)	(343)	903	719	352	(5 041)	(7 019)	(11 587)
DÉPENSES EXCEPTIONNELLES																
ALLOCATIONS DE DÉPART	(6 730)	(3 574)	(691)	(209)	(141)	(209)	(816)	(442)	(28)	(1 568)	(1 626)	(881)	(199)	-	(17 114)	(10 669)
TEMPÊTE DE VERGLAS	(380)	-	-	-	-	-	-	(51)	(23)	(29)	(35)	-	-	-	(518)	-
	(7 110)	(3 574)	(691)	(209)	(141)	(209)	(816)	(493)	(51)	(1 597)	(1 661)	(881)	(199)	-	(17 632)	(10 669)
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	(9 275)	(4 349)	(1 325)	(1 094)	(132)	(182)	92	(492)	(146)	(1 940)	(758)	(162)	153	(5 041)	(24 651)	(22 256)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MAI 1998

1 - ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés et synoptiques comprennent les données de l'Université du Québec (UQ) et de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), de l'Université du Québec à Hull (UQAH), de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), de l'École nationale d'administration publique (ENAP), de la Télé-université (TELUQ), de l'École de technologie supérieure (ETS), de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), et de l'Institut Armand-Frappier (IAF), dont les biens, en cas de liquidation, sont dévolus à l'Université du Québec. Les données des Presses de l'Université du Québec et de la Société Immobilière de l'Université du Québec font l'objet d'états financiers distincts.

Pour les fins de la consolidation, seules les éliminations importantes au niveau du bilan ont été effectuées, celles ayant trait aux revenus et dépenses entre les unités constituantes n'ayant pas ou peu d'effet sur le résultat des opérations. Des modifications ont été apportées aux états financiers de certaines unités constituantes afin de rendre comparables, aux fins des états financiers synoptiques et consolidés, les données des différentes unités à l'intérieur de la même année. Certaines données de l'année précédente ont été reclassées afin de les rendre comparables à celles de l'année courante.

2 - MODIFICATIONS COMPTABLES

Au cours de l'exercice, l'Université a adopté rétroactivement les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés relatives aux organismes sans but lucratif. Les principales modifications sont l'adoption de la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour comptabiliser les apports et des notions de court terme et de long terme pour classer les actifs et les passifs du bilan.

Université du Québec - Siège social

Antérieurement, les intérêts sur les emprunts à long terme du fonds des immobilisations étaient comptabilisés selon la méthode de caisse. Au cours de l'exercice, la direction a décidé de comptabiliser rétroactivement ces charges selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ce changement a eu pour effets d'augmenter les produits provenant des subventions du MEQ et les charges d'intérêts sur la dette à long terme de 18 853 682 \$ (18 627 985 \$ en 1997) respectivement ainsi que les postes subventions à recevoir et frais courus.

De plus, les intérêts sur les emprunts temporaires étaient comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, les subventions du MEQ relatives à ces frais étaient comptabilisées selon la méthode de caisse. Au cours de l'exercice la direction a décidé de comptabiliser les subventions à recevoir pour les intérêts sur emprunts à court terme selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ce changement a eu pour effet d'augmenter l'excédent des produits par rapport aux charges du fonds des immobilisations de 18 191 679 \$ en 1997, les subventions à recevoir de 18 191 679 \$ en 1997 et le solde de fonds au début de 2 440 974 \$ (549 295 \$ en 1997).

Université du Québec à Chicoutimi

Les allocations de départ ont été amorties sur une période de quatre ans et comptabilisées à titre de dépenses exceptionnelles au fonds de fonctionnement. Le montant des allocations de départ non amorties est présenté à titre de frais différés. En 1997, les allocations de retraite avaient été présentées en entier à titre de dépenses exceptionnelles. Cette modification a entraîné une augmentation des soldes de fonds du fonds de fonctionnement de 1 092 436 \$ au 31 mai 1997.

3 - CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers sont dressés selon les principes comptables imposés par le cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel 1997-1998.

a) Classification des fonds

Les fonds sont divisés en quatre catégories :

- i) Le fonds de fonctionnement sert à l'enregistrement des transactions relatives aux opérations courantes et à certaines opérations désignées spécifiquement, qu'elles soient assujetties ou non à des restrictions internes.

- ii) Le fonds avec restriction regroupe les ressources utilisées pour défrayer le coût de certaines opérations désignées spécifiquement et qui sont assujetties à des restrictions déterminées de l'extérieur.
- iii) Le fonds de dotation sert à l'enregistrement des transactions dont les ressources proviennent de legs ou de donations dont le capital est maintenu intact ou est affecté, tout comme les revenus, aux fins déterminées par le donateur.
- iv) Le fonds des immobilisations sert à l'enregistrement des transactions relatives aux immobilisations et à leur financement.

b) Comptabilisation des transactions

Les transactions sont enregistrées conformément aux principes comptables généralement reconnus, dont certains sont précisés ou modifiés comme suit :

- i) Les revenus de subventions regroupent les subventions, contrats, commandites et dons reçus dans le cadre de la mission de l'entité, soit à l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité.
- ii) Les revenus de subventions pour le fonds de fonctionnement sont enregistrés aux livres selon les règles de financement de la Direction générale de l'Enseignement et de la Recherche universitaire et les ajustements sont portés à l'état des revenus et dépenses dans l'année financière où ils sont définitivement établis.
- iii) Les droits de scolarité sont considérés comme revenus de l'année financière à laquelle la session de cours appartient.
- iv) Les placements de portefeuille et de participation sont inscrits dans les fonds respectifs au moindre du coût ou de leur valeur de réalisation nette. Les revenus de placements ne faisant l'objet d'aucune restriction de l'extérieur et provenant de tous les fonds sont inscrits aux livres au fonds de fonctionnement sans restriction.
- v) Les engagements pour commandes non complétées d'achats de biens et de services ne sont pas inscrits aux livres mais plutôt en note aux états financiers.
- vi) Aucuns frais ne sont différés pour les assurances, taxes, timbres, papeterie, fournitures de bureau et autres dépenses répétitives de même nature, à l'exception des salaires en application du régime de traitements différés et des déboursés importants, s'il en est, applicables à l'année subséquente ou à des projets préalablement autorisés par les conseils d'administration ou par l'Assemblée des gouverneurs, lesquels doivent être amortis sur une période maximale de trois ans.
- vii) Aucune provision n'est inscrite aux livres pour le personnel régulier au titre des vacances, des congés de maladie accumulés et du surtemps à être compensé par des congés et les coûts relatifs à l'application du protocole des cadres supérieurs, lesquels sont défrayés à même les dépenses courantes.
- viii) Le service de la dette à long terme du fonds des immobilisations, de même que les subventions qui y pourvoient, sont inscrits à ce fonds.
- ix) Les dépenses en immobilisations effectuées dans le cadre des budgets autorisés sont financées ou seront financées généralement par l'émission de billets ou débentures. Les intérêts sur le financement temporaire des projets de constructions en cours sont ajoutés au coût. Les acquisitions d'immobilisations effectuées à même les revenus et dépenses de l'année sont également comptabilisées au fonds des immobilisations. Les acquisitions d'immobilisations effectuées en vertu de baux de location-acquisition sont enregistrées aux livres à la valeur globale de l'engagement comprenant le capital, les intérêts et le coût de l'option d'achat à l'échéance pour les contrats antérieurs au 1er juin 1986 et à la valeur actualisée de l'engagement après cette date. L'obligation découlant de ces contrats de location-acquisition apparaissant au passif est amortie annuellement par une contribution du fonds de fonctionnement sur la durée de ces contrats.

Les frais de financement différés (escomptes) sont amortis ou radiés selon les dates d'échéance respectives des billets et débentures. De plus, les immobilisations sont amorties selon les méthodes, les taux annuels et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Taux et périodes
Améliorations de terrains	Linéaire	20 ans
Bâtiments	Dégressif et Linéaire	2 % 30 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Mobilier, appareillage et outillage-transitoire	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans
Appareillage et outillage	Linéaire	8 ans
Équipements audiovisuels et informatiques	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	5 ans
Documents de bibliothèque	Linéaire	40 ans
Matériel roulant	Linéaire	5 ans

- x) L'Université comptabilise ses réclamations en remboursement d'immobilisations et d'intérêts au moment où elles sont confirmées ou dégagées par le Ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) dans le cadre des plans quinquennaux approuvés ou à être approuvés par le gouvernement, pour être par la suite payées par le fiduciaire à même le produit des émissions de billets et débentures.
- xi) Les coûts des régimes de retraite sont enregistrés au rythme où les contributions sont remises au fiduciaire.
- xii) Aucune provision n'est inscrite aux livres pour les allocations de départ pour lesquelles aucune entente n'a été signée. Les allocations de départ sont comptabilisées à la signature des ententes et sont amorties sur une période de deux à quatre ans. Le montant des allocations de départ non amorti est présenté à titre de frais différés.

4 - IMMOBILISATIONS

	Amortissement		1998
	Coût	cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Terrains	43 680	-	43 680
Améliorations de terrains	9 484	4 467	5 017
Bâtiments	777 941	110 558	667 383
Améliorations locatives	3 500	2 850	650
Mobilier, appareillage et outillage - transitoire	258 366	205 533	52 833
Mobilier, appareillage, outillage, équipements audiovisuels et informatiques et logiciels	145 396	58 170	87 226
Documents de bibliothèque	110 904	27 360	83 544
Matériel roulant	516	346	170
Collections et œuvres d'art	3 297	-	3 297
	<u>1 353 084</u>	<u>409 284</u>	<u>943 800</u>

	Amortissement		1997
	Coût	cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Terrains	39 372	-	39 372
Améliorations de terrains	9 471	4 207	5 264
Bâtiments	692 997	96 446	596 551
Améliorations locatives	14 724	4 250	10 474
Mobilier, appareillage et outillage - transitoire	262 455	156 599	105 856
Mobilier, appareillage, outillage, équipements audiovisuels et informatiques et logiciels	108 538	32 427	76 111
Documents de bibliothèque	102 720	24 572	78 148
Matériel roulant	436	319	117
Collections et œuvres d'art	4 223	-	4 223
	<u>1 234 936</u>	<u>318 820</u>	<u>916 116</u>

5 - EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires portent intérêt au taux de 4,77 % à 8,40 % et sont renégociables entre le 19 juin 1998 et le 18 avril 2006.

6 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT RÉSEAU REPORTÉE

La subvention du MEQ de 1997-1998 comporte un taux de compression de 5,39 %. Les stratégies financières et budgétaires votées par l'Assemblée des gouverneurs comportent notamment une modulation du taux de compression du ministère sur trois ans soit 6,5 % en 1997-1998, 2,9 % en 1998-1999 et en 1999-2000. Conséquence de la différence entre le taux de compression du ministère de 5,39 % et du taux de 6,5 % voté par l'Assemblée des gouverneurs, le solde à distribuer pour les deux prochaines années est de 4 036 000 \$.

En 1998-1999, le taux de compression annoncé par le ministère est de 4,3 %. Le montant de 4 036 000 \$ servira à combler l'écart entre le taux de 2,9 % de l'Assemblée des gouverneurs et le 4,3 % du MEQ.

7 - DETTE À LONG TERME (en milliers de dollars)

	1998	1997
	\$	\$
FONDS AVEC RESTRICTION		
Solde dû au CENTECH, intérêt basé sur le taux moyen des emprunts, sans modalité de remboursement	<u>189</u>	-
FONDS DES IMMOBILISATIONS		
Débentures et billets		
Débentures générales portant intérêt au taux moyen pondéré de 7,99 % (8,22 % en 1997) dont certaines sont assorties d'un fonds d'amortissement, échéant de 1998 à 2009	570 283	575 495
Billet à payer, 6,36 %, payable par versements annuels à des fonds d'amortissement jusqu'en 2002	115 465	119 020
Autres dettes, taux variables, échéant à différentes dates jusqu'en 2015	41 762	33 717
Billet à payer, assorti d'une convention d'échange de devises donnant un coût annuel moyen de 10,31 %, remboursé au cours de l'exercice	-	35 700
	<u>727 510</u>	<u>763 932</u>
Versements exigibles à court terme	<u>95 080</u>	<u>85 609</u>
	<u>632 430</u>	<u>678 323</u>

Les débentures générales et billets émis par l'Université du Québec sont garantis par le crédit général de cette corporation et les obligations émises par l'Université du Québec à Trois-Rivières sont garanties par hypothèque. Toutes ces émissions sont garanties capital et intérêts par le transport de subventions du gouvernement du Québec accordées par décrets, payables à même les crédits à être votés annuellement par la Législature conformément à la Loi sur les investissements universitaires.

Les remboursements à effectuer sur cette dette au cours de chacune des cinq prochaines années se détaillent comme suit :

	(en milliers de dollars)				
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
	\$	\$	\$	\$	\$
Billets, débentures et autres dettes	92 587	91 180	169 954	86 784	95 142
Contrats de location- acquisition	<u>2 493</u>	<u>2 482</u>	<u>56</u>	<u>25</u>	<u>3</u>
	<u>95 080</u>	<u>93 662</u>	<u>170 010</u>	<u>86 809</u>	<u>95 145</u>

8 - ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (en milliers de dollars)

	1998	1997
	\$	\$
a) Les engagements non inscrits aux livres pour commandes non complétées d'achats de biens et de services se répartissent comme suit :		
Fonds de fonctionnement	<u>16 213</u>	<u>20 396</u>
Fonds avec restriction	<u>4 069</u>	<u>2 403</u>
Fonds des immobilisations		
Parachèvement de la Phase III et IV, du centre sportif et des résidences de l'Université du Québec à Montréal	4 953	12 608
Autres engagements pour acquisition de mobilier, outillage et autres immobilisations	<u>7 940</u>	<u>3 013</u>
	<u>12 893</u>	<u>15 621</u>

- b) Les baux à long terme pour les immeubles et les équipements en vigueur au 31 mai 1998, payables mensuellement, représentent un engagement, pour les cinq prochains années de 24 840 000 \$:

	\$
1998-1999	12 818 000
1999-2000	8 488 000
2000-2001	2 310 000
2001-2002	569 000
2002-2003	655 000
	<u>24 840 000</u>

Des baux contiennent certaines clauses d'ajustement pour les taxes et les services liés à la location des immeubles et de pénalité pour non-renouvellement.

- c) Les engagements non inscrits aux livres pour le personnel régulier au titre des vacances, des congés de maladie accumulés, du surtemps à être compensé par des congés représentent au 31 mai 1998 un montant de 14 572 000 \$ (14 209 500 \$ en 1997). Si ces engagements avaient été comptabilisés, l'excédent des charges sur les produits du fonds de fonctionnement de l'exercice terminé le 31 mai 1998 aurait été de 39 354 000 \$.
- Les engagements non inscrits aux livres pour le personnel enseignant de l'Université du Québec à Montréal au titre des crédits d'enseignement en réserve représentent un montant de 6 740 000 \$ (6 418 000 \$ en 1997).
- d) L'Université du Québec à Trois-Rivières, dans une convention en date du 1^{er} avril 1983, a acquis la collection Robert-Lionel Séguin. Cet engagement est payable au vendeur sa vie durant par une annuité de 65 000 \$, jusqu'à un maximum de 2 795 000 \$, plus une somme de 150 000 \$ payable aux ayants droit du vendeur. Au 31 mai 1998, le solde éventuel de cet engagement est de 1 953 750 \$ et la valeur capitalisée de la "Collection Robert-Lionel Séguin" à cette date est de 991 250 \$. En vue de financer une partie de cette acquisition, 300 000 \$ ont été réservés dans le fonds de dotation.
- e) Des poursuites en dommages-intérêts d'un total de 10 790 000 \$, sont pendantes contre l'Université du Québec ou ses unités constituantes, lesquelles nient toute responsabilité. Ces poursuites se répartissent principalement comme suit entre les unités constituantes:

	\$
Université du Québec-Abitibi Témiscamingue	1 819 000
École de technologie supérieure	111 000
Université du Québec à Chicoutimi	520 000
Institut Armand-Frappier	3 060 000
Université du Québec à Trois-Rivières	393 000
Université du Québec à Montréal	4 887 000
	<u>10 790 000</u>

- f) Assurance responsabilité professionnelle et responsabilité civile découlant des produits En matière de responsabilité professionnelle et responsabilité civile découlant des produits, l'Institut Armand-Frappier prend fait et cause pour tous ses employés.
- g) Relogement
Dans le cadre du projet de relocalisation, l'École nationale d'administration publique s'est engagée à verser une somme de 7 410 095 \$ pour la construction d'un bâtiment au cours du prochain exercice. Le budget total du projet était de 14 500 000 \$.
- h) Cautionnement
L'Université du Québec à Montréal a cautionné et garanti des emprunts de 5 154 204 \$ de la Société du Centre Pierre-Péladeau et de l'Agora de la danse. Au 31 mai 1998, les emprunts se chiffrent à 4 708 000 \$ (5 681 000 \$ en 1997) et seront remboursés à même des subventions accordées par le ministère de la culture et des communications. De plus, elle a signé des lettres de garantie d'une valeur totale de 834 000 \$ venant à échéance en 1999.
- i) Convention de recherche et achat d'équipement informatique
Le 28 juin 1996, l'Université du Québec à Hull a conclu deux ententes, une pour un projet de recherche avec la société 315362 Canada Inc. et l'autre pour l'achat d'équipement informatique de Alex Informatique Inc. L'entente pour le projet de recherche prévoit des paiements de 5 069 827 \$ à l'Université s'échelonnant sur une période de 36 mois débutant le 28 juin 1996. L'achat de l'équipement informatique est pour un montant de 4 500 000 \$ plus taxes et est payable à la fin du projet de recherche une fois que les sommes pour le projet seront reçues. Revenu Canada a procédé à une évaluation scientifique du projet de recherche. En attente, des résultats de l'évaluation scientifique, la société a cessé ses paiements à l'Université en novembre 1996. L'Université considère qu'elle a

les garanties suffisantes pour couvrir le coût d'acquisition de l'équipement à la date d'échéance. Cependant l'Université n'a pas comptabilisé l'achat de l'équipement informatique dû à l'incertitude de l'accord des crédits demandés à Revenu Canada et du paiement du solde dû à l'Université pour le projet de recherche ainsi que les possibilités que le prix d'achat des équipements soit modifié ou que les équipements soient retournés. Un montant de 757 200 \$, a été comptabilisé comme compte à payer au fonds des immobilisations au 31 mai 1998 (788 419 \$ en 1997). Ce montant représente les sommes reçues de la société plus les intérêts gagnés sur les fonds moins les coûts encourus par l'Université pour le projet de recherche.

9 - RÉGIME DE RETRAITE

Les constituantes de l'Université du Québec participent à un régime de retraite à prestations déterminées commun à l'ensemble des établissements de l'Université du Québec.

Le total de l'actif net du régime de retraite se chiffre à 1 100 039 000 \$ au 31 décembre 1997 (992 666 000 \$ en 1996). Le nombre de participants est de 6 350.

La dernière évaluation effectuée par la firme Morneau, Sobeco, Coopers & Lybrand en date du 31 décembre 1997 montre un surplus de 98 144 000 \$ (87 376 000 \$ au 31 décembre 1996) calculé en fonction de la valeur marchande des éléments d'actifs, modifiée pour tenir compte d'une partie de la différence entre le rendement réel (i.e. net de l'inflation) effectif et le rendement réel selon les hypothèses actuarielles. Les variations de valeurs sont graduellement portées aux éléments d'actifs selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 33 1/3 % et le solde de 66 2/3 % est porté en réserve.

Les chargés de cours participent à un régime de retraite facultatif, à cotisation définie, commun à l'ensemble des établissements de l'Université du Québec.

10 - INCERTITUDE RELATIVE À LA MESURE

Dans le cadre d'un projet de recherche d'importance, l'INRS possède au 31 mai 1998 un compte à recevoir de 1 823 445 \$ au fonds avec restriction. Le débiteur fait face à des difficultés financières qui l'empêchent depuis 17 mois d'effectuer à l'INRS les versements mensuels prévus au contrat de recherche. Par ailleurs, l'Institut s'est fait céder par le débiteur son droit dans le recouvrement des crédits d'impôt à la recherche scientifique, lesquels ont cependant fait l'objet d'un premier refus par les autorités fiscales. Le débiteur conteste la décision des autorités. Dans le cadre du même projet, l'INRS s'est engagé par contrat de location à louer des équipements informatiques spécialisés au coût de 280 195 \$ par mois et ce jusqu'en avril 1999.

Devant l'incertitude reliée au recouvrement de cette créance et à l'achèvement du projet, notamment

- du droit de l'INRS dans la cession des crédits d'impôt,
- du refus des autorités fiscales et de l'incertitude reliée aux récentes démarches face à ces autorités, et
- de la réalisation du montant de la caution,
- de la valeur de réalisation des équipements,

la direction de l'INRS, dans un souci de conservatisme et de gestion prudente, a cru nécessaire, sur la base de l'information disponible, de provisionner le compte à recevoir au 31 mai 1998 de même que les engagements en vertu du bail de location, comptabilisant ainsi une perte de 4 905 593 \$.

Toute somme qui pourrait être récupérée du débiteur directement, soit par l'encaissement des crédits d'impôt, soit par l'exercice de la caution ou encore par la vente des équipements, sera inscrite comme un gain au fonds de fonctionnement dans les exercices subséquents.

11 - ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Il y aura transfert d'actifs de l'Institut Armand-Frappier à l'INRS sujet à l'obtention des nouvelles lettres patentes. De plus, il y aura transfert d'actifs de l'INRS-(Centre Océanologie) à l'Université du Québec à Rimouski, suite à la création de l'Institut Québécois des sciences de la mer.

12 - ORGANISMES CONTRÔLÉS

Les états financiers des organismes contrôlés par les constituantes de l'Université du Québec sont annexés aux états financiers de celles-ci.

 Université du Québec

